lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 126 — SEMAINE DU 26 JANVIER AU 1er FEVRIER 1971 PRIX : 2 F

PETROLE: LES TRUSTS S'UNISSENT POUR RANÇONNER PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS

courrier des lecteurs

Le scandale des transports en commun

Nous publions ici deux lettres de lecteurs relatives à la situation des transports en commun, pendant la période des fêtes sur les grandes lignes et dans la banlieue parisienne tout au long de l'année. Et dans l'un et l'autre de ces cas cette situation apparaît telle qu'elle est, c'est-à-dire déplorable :

Je lis très souvent votre journal Lutte Ouvrière. **Rien ne peut être parfait, mais je dois reconnaître la justesse de vos articles. Je ne fais pas de politique et ne suis inscrit à aucun parti, mais je désire répondre à votre supplément du numéro 123.**

J'habite Bondy-Nord, donc avec pratiquement aucun moyen de transport sauf deux possibilités : un car passant toutes les vingt minutes (enfin presque) qui me mène à la gare de Bondy ou alors le bus 246 qui me mène à l'église de Pantin (soit pour ma femme qui travaille à l'hôpital Laënnec deux heures de trajet).

En 1970, le tarif du car qui nous menait à la gare de Bondy était de 90 centimes. Il est passé le 1er janvier 1971 à 1,10 F et, jeudi dernier, à 1,50 F, soit une augmentation de 60 centimes en 15 jours. C'est un scandale qui devait vous être signalé. Comment agir auprès des Pouvoirs Publics pour qu'ils nous donnent des transports plus fréquents ? Après une journée de travail, attendre vingt minutes un car, quelle catastrophe par ces journées de froid que nous venons de passer ! Quand on pense que des hommes vont dans la lune !!!

Une enquête sérieuse de votre part serait probablement une bonne chose pour les habitants de Bondy-Nord.

J.S. (Bondy)

La S.N.C.F. nous roule... froidement

Je prends d'habitude le train pour me rendre à mon travail, mais pour les fêtes de fin d'année, je l'ai pris pour aller en vacances. C'est encore pire.

Je suis parti le mardi 22 décembre à 22 heures, pour Agde, située sur la ligne Paris-Lyon-Narbonne. Dès le départ, l'éclairage ne fonctionnait pas, le chauffage non plus. Appelé à la rescousse, le contrôleur vérifie le boîtier à fusibles du wagon, trouve tout « normal » et nous promet la réparation à Dijon. Arrivés là, il déclare partir chercher un électricien, nous ne l'avons plus revu.

La température devient effroyable et après Lyon, nous nous sommes réfugiés dans les couloirs des wagons de 1re, bien chauffés, où nous avons passé le reste de la nuit, tant mal que bien.

Le samedi 2 janvier, voyage en sens inverse, cette fois dans un train archibondé. Cette fois, nous avons bien eu de la lumière, mais le chauffage était encore inexistant.

A Lyon, revérification des fusibles, toujours trouvés « normaux ». Nous nous serions crus en Sibérie.

Nous avons refait le voyage dans un wagon de 1re classe, dans les couloirs, debout jusqu'à Paris. Et pour me consoler, le 4 janvier, en allant chercher ma carte hebdomadaire, j'ai dû payer le nouveau tarif, c'est-à-dire un franc de plus et subir, en une semaine, deux « perturbations » du trafic. J'ai en effet la chance d'habiter dans la banlieue bien mal desservie par la gare du Nord.

M. C.

Depuis des dizaines d'années, les gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays se sont montrés plus soucieux de renflouer les grosses sociétés ou de dépenser les milliards des contribuables dans une politique d'armement que d'entretenir, de développer et de moderniser les services publics, peu « rentables » pour la bourgeoisie. Et cela a abouti à une dégradation constante de ces services que ce soit l'Education nationale (manque de locaux et d'enseignants), les hôpitaux (salles surchargées, nombre ridiculement bas d'infirmières, sous-équipement médical), ou les transports en commun (matériel vétuste, fermeture de milliers de kilomètres de voies « non-rentables », wagons bondés, etc.).

Pourtant, sur ce dernier point, le fait qu'au cours des derniers mois, le gouvernement ait été contraint de repousser par deux fois la hausse prévue des tarifs R.A.T.P., prouve qu'il est possible de le faire reculer sur ce terrain à condition que le mécontentement des usagers ne reste plus diffus et prenne une forme organisée. C'est le but que se sont assignés les Comités d'Usagers et c'est leur action et leur existence qui ont contraint les syndicats et partis de gauche à agir sur ce problème.

Et ce qui a été possible au niveau de l'ensemble des transports en commun de la région parisienne devrait l'être aussi au niveau d'une compagnie de cars privée ou d'une municipalité.

Ceci dit une telle carence met en cause un système capitaliste de moins en moins capable d'assurer correctement le bon fonctionnement de ces services et ne pourra finalement disparaître qu'avec lui.

Chrétiens et révolutionnaires

(suite et fin)

D'UN MILITANT DE LA JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE

Chers camarades,

Je ne sais pas si G. Gaucher d'Orléans (voir la lettre de ce lecteur dans le n° 122 de L.O.) **vous reconnaît le droit d'être « matérialistes » mais quant à moi je ne saurais vous reconnaître celui de confondre ce qui a été appelé abusivement « matérialisme historique » et « matérialisme dialectique » avec le matérialisme philosophique d'un Helvétius, d'un Holbach ou d'un Feuerbach.**

Certes, Marx, Engels, Lénine étaient aussi **philosophiquement matérialistes mais ce n'était qu'une position personnelle... comme elle devrait l'être pour vous-mêmes.**

Ce n'est pas la philosophie personnelle des maîtres du marxisme qui m'intéresse mais seulement leur enseignement révolutionnaire. Or, le matérialisme philosophique ne figure pas dans cet enseignement.

Les catholiques qui, comme moi-même, militent pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme ne trouvent aucune attaque contre leur foi religieuse dans le « matérialisme historique » et dans le « matérialisme dialectique ». Ils leur doivent même d'avoir facilité leur compréhension des phénomènes religieux. Marx a raison de montrer que les conceptions (y compris religieuses) sont toujours, par quelque endroit, le « reflet » du milieu économique. Quant au « matérialisme dialectique », il donne un contenu supplémentaire de la compréhension du mouvement historique alors que personne dans l'Eglise ne croit plus à la théorie de Bossuet sur la Providence et l'Histoire.

Je vous demande, chers camarades, de me dire franchement si vous préférez que mes camarades de la J.O.C. et moi-même restions hors de vos rangs, étant entendu que nous n'admettrions pas d'être considérés comme des attardés. Nous entendons, partout où nous militons, être considérés comme des militants et des adhérents « à part entière ».

Sept gars de la J.O.C., qui sont aussi des militants révolutionnaires, approuvent cette lettre.

Fraternellement.

R. Touzeau, Paris (13e).

Tout le point de vue développé par ce camarade revient à prétendre que, pour les révolutionnaires, les idées philosophiques ou religieuses devraient être considérées en quelque sorte, comme une position personnelle de chacun, comme une affaire privée. C'est là un point de vue que nous ne pouvons défendre et qui, contrairement à ce que croit ce camarade, n'a jamais été défendu ni par Marx, ni par Engels, ni par Lénine. Le marxisme est hostile à la religion qu'il considère, selon la phrase célèbre de Marx, comme « l'opium du peuple ».

« Nous devons combattre la religion, c'est l'ABC de tout le matérialisme et partant du marxisme », *écrivait Lénine en mai* 1909 *dans son article* « L'attitude du Parti Ouvrier à l'égard de la religion ».

Mais, pour nous, combattre la religion ne signifie nullement injurier ou mépriser les croyants en général et les travailleurs en particulier. Cela signifie avant tout lutter contre les racines profondes de la religion, c'est-à-dire actuellement les conditions économiques et sociales qui lui permettent de subsister aujourd'hui : le système capitaliste. Et dans cette lutte, nous devons entraîner le maximum de travailleurs croyants. Car seul un tel combat pourra expurger la société humaine de la foi et de la religion. C'est pourquoi nous sommes violemment opposés à toutes les persécutions religieuses d'où qu'elles viennent et affirmons que l'Etat Ouvrier que nous voulons construire considérera la religion comme une affaire privée.

Mais cela ne signifie nullement que la religion soit une « affaire privée » vis à vis du marxisme et qu'à ce titre les militants révolutionnaires n'aient pas à s'en préoccuper. Bien au contraire. C'est une des tâches du militant révolutionnaire de montrer sans cesse que la foi et la superstition religieuse sont des obstacles à la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat.

Cela signifie-t-il qu'un catholique ne peut agir en tant que tel au sein du mouvement révolutionnaire ? Non. Cela signifie simplement que ses convictions religieuses seront sans cesse en contradiction avec toutes les actions et les programmes fondés sur le marxisme révolutionnaire. C'est à lui d'accepter ou non une telle contradiction.

Pour notre part nous continuerons d'accueillir fraternellement tous les croyants prêts à se battre sur tout ou partie des objectifs que nous fixons à notre lutte. Mais c'est tout aussi fraternellement que nous continuerons à critiquer leurs idées.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6e

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

Editorial

Les trusts s'unissent pour rançonner producteurs et consommateurs

AINSI donc, face au regroupement des pays sous-développés producteurs de pétrole, organisés dans l'OPEP, s'est constitué un autre regroupement, le cartel des trusts pétroliers, nouvelle Sainte Alliance des pillards internationaux, à laquelle adhèrent presque toutes les grandes compagnies.

En voulant profiter d'une conjoncture favorable, la forte demande actuelle d'hydrocarbures, les pays producteurs d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine ont cherché à constituer un front commun pour obtenir davantage de devises en contrepartie de l'exploitation de leurs gisements par les trusts étrangers. Rien de plus légitime pour des pays soumis à un pillage éhonté de la part de tous les impérialismes, et qui cherchent désespérément des ressources propres pour tenter de créer les industries qui leur font défaut (le fait que certains des gouvernements de ces pays ne fassent que dilapider leurs ressources en dépenses sommaires et inutiles ne change rien au fond du problème).

D'ailleurs, la situation de ces pays, et leur dépendance à l'égard des gros trusts du pétrole montrent à quel point ils sont toujours victimes dans les faits d'une exploitation de style colonial. Il est parfaitement normal qu'ils essayent de s'en dégager le plus possible.

Mais les grandes puissances industrielles ne l'entendent pas de cette oreille. Elles fixent déjà les prix mondiaux les plus bas possibles pour toutes les matières premières et denrées en provenance des pays sous-développés, que ce soit le coton, le cacao, l'étain, le cuivre ou tout autre produit. Le pétrole allait-il continuer à échapper quelque peu à cette règle à cause de la concurrence des trusts et des Etats impérialistes ?

Voilà des années que des porte-parole de certaines compagnies pétrolières souhaitaient la création d'une sorte « d'Office du Pétrole » chargé de fixer les cours mondiaux et d'imposer les vues des trusts internationaux aux pays producteurs sous-développés.

Maintenant, cet Office est en cours de constitution. A l'exception de l'ENI italienne et d'ELF-ERAP française, toutes les sociétés concernées se sont rangées sous la bannière des ESSO et autre BP. Elles veulent pouvoir continuer à mettre en coupe réglée, au meilleur compte, les gisements du golfe Persique, de l'Afrique du Nord, et d'Amérique Latine. Elles sont, bien sûr, prêtes à faire quelques concessions dans l'immédiat aux pays de l'OPEP, mais en contrepartie d'une fixation des prix pour plusieurs années à venir, ce qui leur permettraient vraisemblablement de récupérer plus tard ce qu'elles pourraient être amenées à céder aujourd'hui.

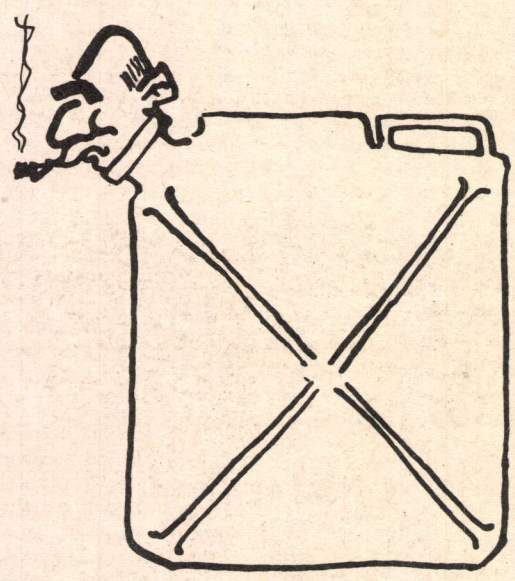
Le cartel des trusts a obtenu sans difficulté le soutien d'un émissaire du gouvernement des Etats-Unis, qui est allé faire une tournée pour appuyer les prétentions des grandes compagnies US. Son but était de « casser » le bloc des pays de l'OPEP en détachant ceux qui sont réputés « modérés », c'est-à-dire les plus liés et les plus soumis à la domination impérialiste.

Le cartel des trusts du pétrole parviendra-t-il à scinder l'OPEP ? Déjà, il semblerait que des divergences soient apparues du côté de l'Iran et de l'Arabie Séoudite, et qu'il soit question de négociations séparées pour les pays du golfe Persique et pour le reste du monde.

Inversement, le front des brigands du pétrole n'est pas non plus sans faille puisque deux compagnies d'Etat, mais relativement petites, l'italienne et la française, se sont abstenues pour essayer de mener une politique plus « compréhensive » à l'égard des pays sous-développés, dans l'espoir que cela sera au bout du compte plus payant pour elles.

Le record de la duplicité appartenant sans conteste à la France dont la CFP, groupe privé avec participation de l'Etat, fait partie du cartel des grandes compagnies, alors que la société d'Etat ELF-ERAP proclame bien haut qu'elle se refuse à y mettre les pieds pour ne pas rendre plus difficile les négociations pétrolières qui sont justement en cours avec l'Algérie.

Il est évidemment difficile de dire qui va l'emporter finalement, des grandes compagnies et



des Etats impérialistes ou des pays sous-développés producteurs de pétrole. Il n'est même pas possible de savoir si le cartel des trusts sera durable ou éphémère.

Mais une chose est certaine, la guerre du pétrole que se livrent les pays producteurs et les sociétés exploitantes est loin d'être terminée. Les pays sous-développés, pauvres en capitaux, veulent obtenir le maximum de ce pactole qu'on tire de leur sous-sol. Bien des plans d'industrialisation — celui de l'Algérie en particulier — sont prévus en fonction des richesses obtenues du pétrole. Par contre, les grandes puissances, et par dessus tout les U.S.A., n'auront de cesse qu'elles ne soient parvenues à imposer leur loi sur le marché du pétrole, afin de verser le moins d'argent possible aux pays producteurs.

Après quoi, on viendra sans doute nous parler d'aide aux pays sous-développés et on organisera des collectes pour nourrir les enfants affamés que tous ces brigands contribuent à maintenir dans la misère.

Solidarité avec les détenus politiques

POUR DE GAULLE, en mai 1968, il n'y avait dans la rue ni grévistes, ni manifestants politiques. Seulement la pègre.

Pour Pleven, ministre de la Justice, il n'y a pas, à l'exception d'Alain Geismar, de condamnés politiques en France. Pour lui, les quelque quarante militants gauchistes actuellement en prison sont détenus pour des infractions de droit commun et non « objectivement politiques ».

Il faut dire qu'en ce qui concerne les gauchistes, le gouvernement a pris l'habitude de les arrêter... et de trouver le motif ensuite !

Et là où quiconque ne serait condamné qu'à une amende ou, dans le pire des cas, à une peine avec sursis, le gauchiste lui, est condamné à la prison ferme et peut rester plusieurs mois en détention préventive.

Les ministres bourgeois sont aussi hypocrites que leur justice est haïssable ! Il y a des arrestations politiques, mais ils ne veulent pas le reconnaître.

Non contents de faire emprisonner les gauchistes, ils leur refusent la qualité de détenus politiques.

C'est pour bénéficier à défaut d'équité, au moins du « régime politique » que vingt-deux détenus gauchistes ont entrepris depuis le 14 janvier une grève de la faim.

Les idées révolutionnaires feraient-elles si peur à nos dirigeants qu'ils ne pourraient accorder à des prisonniers le droit de lire les quotidiens et périodiques de leur choix, le droit d'écouter la radio et de se réunir entre eux ?

A bas les brimades de l'injustice bourgeoise et de son appareil pénitencier ! Solidarité avec la lutte des détenus gauchistes pour la reconnaissance du « régime politique ».

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 5
— Le scandale des transports en commun.
Page 6
— Lutte contre la pollution et poudre aux yeux.
— Un pacifisme qui rapporte.
Page 24
— La conférence de presse de Pompidou.

● Dans les entreprises

Page 15
— Echos des entreprises.
Page 16
— Attaques patronales contre le droit à l'information syndicale.
Page 17
— Débrayage pour l'étalement des vacances aux Compteurs de Montrouge.
Page 18
— L'art et la manière d'escroquer les travailleurs chez Lang.
Page 19
— Cadences infernales à S.K.F (Ivry).
— Le travail de nuit à Renault-Flins.

● Mouvement révolutionnaire

Page 7
— Centenaire de la Commune : l'A.I.T. face à la guerre.
Page 8
— L'agonie de l'U.N.E.F.

DANS LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE
Page 8
— Grève des postiers.

INDOCHINE
Page 9
— Nouvelle difficulté pour l'impérialisme U.S. au Cambodge.
— Recrudescence des bombardements américains.

POLOGNE
Page 9
— La classe ouvrière ne se laisse pas réduire.

ESPAGNE
Page 10
— Une grève à Barcelone.

CANADA
Page 10
— La grève de la General Motors.

CHILI
Page 11
— Après deux mois de gouvernement « populaire ».

U.R.S.S.
Pages 12-13
— Les intellectuels et la lutte pour la liberté.

DIVERS

Page 4
— En bref.
Page 14
— Revue de la presse d'extrême-gauche.
Pages 20-21
— Feuilleton.
Page 22
— Livres : Les 31 séances officielles de la Commune.
Page 23
— Cinéma : Lawrence d'Arabie.

en bref... en bref... en bref...

Fumées autorisées, jeux interdits

Dans la merveilleuse Amérique, la riche, l'opulente, celle des ruées vers l'or et de la civilisation technologique, il existe une ville particulièrement enchanteresse : Los Angeles.

Dans cette oasis de bonheur où le ciel était si pur que le cinéma y a fondé sa capitale, Hollywood, les hommes ont installé un appareillage fort complexe pour déterminer à chaque instant les qualités de l'air.

Malgré les apparences, ces précautions ne sont pourtant pas un luxe que s'offre une société trop riche.

En fait, l'air de Los Angeles n'a plus rien à voir avec celui de ses origines. Il est actuellement tellement pollué par les industries et les automobiles que la cote d'alerte a été atteinte. Dernièrement, les fameux mécanismes ont joué. Les sirènes ont retenti et toutes les voitures ont dû s'arrêter sur place pour permettre à l'air de se renouveler. Il a même fallu interdire aux enfants de courir ou de jouer à des jeux agités car ils risquaient de s'intoxiquer en respirant l'air ambiant !

Voilà ! On laisse les industriels continuer à empoisonner l'atmosphère, et l'on préfère interdire aux enfants de remuer.

Image de l'Europe dans vingt ans, dit-on souvent de l'Amérique! Belle image que voilà !

La société capitaliste, avec sa course aux profits, est incapable de tenir compte de la nature, des hommes et de leurs besoins. Le seul avenir qu'elle puisse nous réserver est de choisir entre mourir au travail, mourir intoxiqué ou mourir radioactif.

Los Angèles lance la nouvelle mode américaine ...

La preuve par le vide

Depuis quelques jours, à l'occasion du renouvellement des conventions collectives, New-York est pratiquement paralysée par la grève : celle des éboueurs, des pompiers, des chauffeurs de camions distributeurs de mazout et de fruits et légumes. Mais l'événement de ces derniers jours a bien été la grève des policiers new-yorkais.

Ceux-ci, au nombre de 20.000, continuent leur mouvement malgré les appels à la reprise du travail émanant de leur syndicat. Le gouvernement, de son côté, a promulgué une ordonnance judiciaire déclarant cette grève illégale. Et pourtant, « bravant la loi », tant les représentants des grévistes « illégaux » que la municipalité de New-York tentent d'arriver à un compromis.

Sans faire appel à Madame Soleil, il y a fort à parier que les policiers new-yorkais obtiendront satisfaction sur la plupart de leurs revendications. Non pas parce que la peur d'une hypothétique recrudescence du banditisme dans la ville la moins sûre du monde ferait plier les autorités, mais bien plutôt parce qu'aux U.S.A., peut-être plus que partout ailleurs, le gouvernement a besoin de ses flics.

Il ne serait d'ailleurs pas étonnant, une fois qu'ils auraient obtenu satisfaction, de voir ces mêmes flics intervenir contre tel ou tel secteur actuellement en grève et qui le resterait un peu trop longtemps au goût du gouvernement.

Mais le gouvernement a bonne mine, lui qui faisait appel au civisme des flics en grève face au danger d'une flambée de gangstérisme : les observateurs ont été unanimes à reconnaître que, de ce côté, New-York n'est pas plus troublée qu' « en temps normal ». D'ici qu'on apprenne que les flics en grève, vols, attaques à main armée, meurtres, etc. sont en diminution...

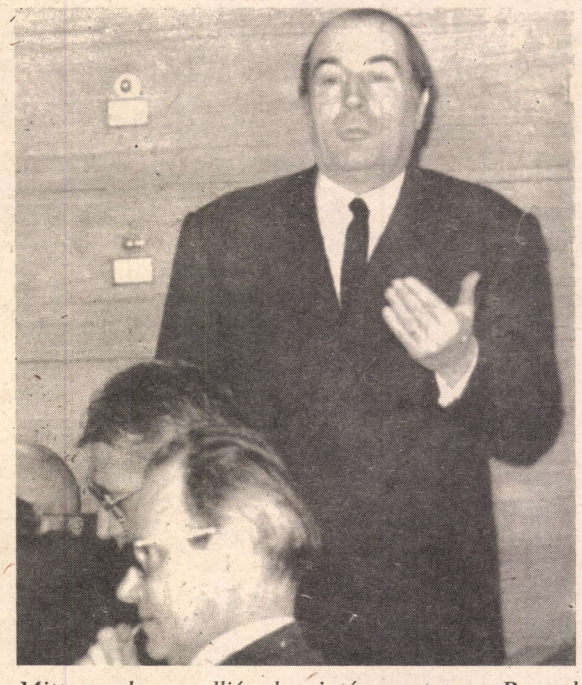
Quand le P.C.F. boude un accord électoral

Il n'y aura pas d'accord, du moins à l'échelle nationale, entre le Parti communiste français et le P.S.U. Le premier n'a pas cru pouvoir accepter les concessions sur le programme demandées par le second et que, pour un instant, un des membres de son bureau politique, Georges Leroy, aurait envisagées, si l'on en croit le P.S.U. Le remplacement de Georges Leroy par Paul Laurent à la tête de la délégation du P.C.F. a arrêté là le développement de l'affaire.

Que le P.C.F. ait refusé finalement l'alliance du P.S.U. n'est pas pour étonner. Aucune voix n'est sans doute à dédaigner et si celles du P.S.U. ne sont guère nombreuses elles étaient tout de même bonnes à prendre. Mais pas à n'importe quelles conditions. Et surtout pas si cette alliance devait valoir au P.C.F. des difficultés pour en trouver d'autres sur sa droite. L'acceptation du programme « gauchiste » du P.S.U. était sans doute difficile et même impossible pour la plupart des socialistes, conventionnels et autres radicaux que le P.C.F. entend séduire.

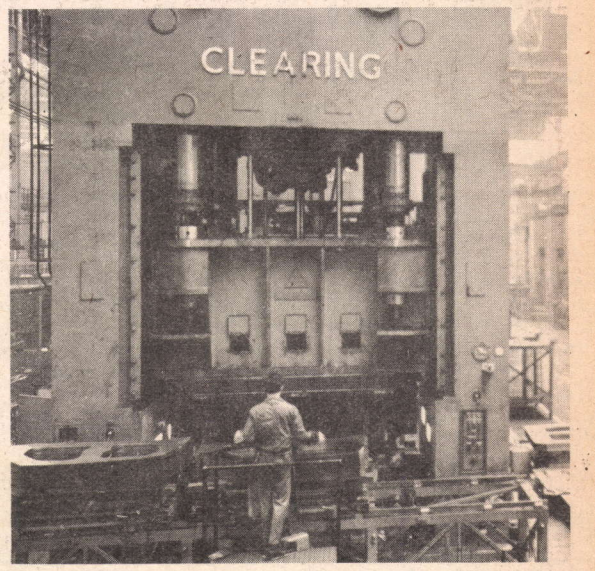
Marchais et ses amis ont eu vite fait de faire leurs comptes. Eux qui sont prêts à toutes les concessions pour embarquer dans leur galère le moins représentatif des « démocrates sincères », fût-il un fieffé réactionnaire, ont préféré se priver des quelques suffrages que pouvait leur amener le P.S.U. Eux qui acceptent au Havre l'alliance avec les radicaux alors que la même fédération radicale, dans le même département, à Rouen, s'allie avec Lecanuet, ont condamné d'avance et sans ambage la moindre alliance avec les « gauchistes ». La « tactique limpide » du P.C.F., suivant l'expression d'Etienne Fajon, l'est effectivement... mais seulement sur sa gauche.

Depuis des années la seule perspective politique du P.C.F. est de sortir de son ghetto, de devenir un parti comme les autres, c'est-à-dire reconnu comme les autres par la bourgeoisie française, comme un parti qui pourrait éventuellement dans certaines circonstances gérer son Etat sinon ses affaires et saurait le faire. Chaque nouvelle alliance à droite est un pas vers cette reconnaissance en même temps qu'un gage de plus donné pour la faciliter. Ce ne sont pas les 2,3 ou 4 % de voix du P.S.U. qui pouvaient détourner le P.C.F. de cette politique.



Mitterrand, un allié plus intéressant que Rocard pour le P.C.F.

(Photo U.P.I.)



1.800,00 *F par mois pour un O.S. ? Quand on vous dit que Renault est à la pointe du progrès !*

A la Télévision, un O.S. de chez Renault gagne 1.800,00 F par mois !

Il y a environ un mois un reporter de l'O.R.T.F. s'était adressé aux syndicats de la Régie Renault, pour faire une émission sur la vie d'un ouvrier à l'usine.

La C.F.D.T. Renault a présenté un ouvrier OS travaillant aux traitements thermiques, un parmi les ateliers vétustes et pénibles si nombreux à Billancourt. Seulement voilà, celui-ci n'eut pas l'heur de plaire à la direction, qui refusa au reporter la possibilité de pénétrer dans l'usine pour filmer cet atelier. Dans ces conditions le reportage fut annulé.

Mais il faut croire que l'O.R.T.F. a trouvé un autre reporter et la direction un autre travailleur. En effet, récemment la direction nous a montré un travailleur effectuant un travail dans un atelier propre et bien aménagé.

Sa femme, sa fille et son fils travaillaient eux aussi et tous vivaient dans un coquet pavillon de banlieue. L'ouvrier et l'atelier modèles quoi !

D'ailleurs à l'usine, personne ne sait d'où sort cet ouvrier et où se tient l'atelier. Toujours est-il qu'au cours de cette émission l'ouvrier a dit qu'un OS comme lui avait gagné 1.800,00 F dans son mois à la Régie.

Les travailleurs de la Régie qui ont vu l'émission savent eux que c'est absolument faux ; mais cela n'a pas d'importance ! Des millions de téléspectateurs peuvent s'imaginer que chez Renault un OS gagne 1.800,00 F par mois.

Pas mal comme intox ! Mais alors qu'attend la direction pour rétablir la vérité ?

De deux choses l'une ! Ou bien elle fait passer un démenti ou alors elle donne effectivement 1.800,00 F par mois à tous les OS de l'usine. Nous proposerions la deuxième solution !

Grève sur les chaînes, à l'Ile Seguin à Renault-Billancourt

Vendredi 22 janvier, jour de la paie pour les horaires, les travailleurs du deuxième étage sellerie de l'île Seguin, se sont mis spontanément en grève.

Certains bulletins de salaire ne dépassaient pas 400 F ! Et ceci dans l'usine nationalisée, objet de tous les soins de Pompidou, banc d'essai de la mensualisation et de l'actionnariat.

Précisons que les travailleurs horaires chez Renault, exclus de ces « améliorations sociales », sont à plus de 80 % des émigrés.

Le 22 janvier, devant une aussi maigre paie de quinzaine, la colère est montée très vite. Les travailleurs sont allés demander des explications au chef de département. La minceur de la paie était, paraît-il, tout à fait normale : le 2 janvier avait été récupéré et payé par avance, il n'entrait pas dans le compte de la quinzaine !

Le chef du département s'engage, pour calmer les esprits, à faire verser un acompte le lundi suivant. Les travailleurs acceptent mais exigent le paiement des heures de grève, car c'est le temps qu'il leur a fallu pour obtenir des explications qu'on aurait dû leur donner avant. Bien entendu la maîtrise refuse.

Et la colère monte, les O.S. de Sellerie font le tour des chaînes aux cris de « la paie ça va pas », agitant leur bulletin de paie et font débrayer leurs camarades. En fin de journée, les chaînes sont totalement arrêtées, plus de 1.000 O.S. sont en grève et occupent les chaînes pendant l'heure du repas afin que les chefs ne les remettent pas en route.

La direction décide alors de renvoyer tout le monde chez soi et de payer aux non-grévistes les heures ainsi perdues...

C'est lundi que tout se décidera...

Correspondant L.O.

Le scandale des transports en commun

Incurie criminelle en matière de transports en commun

SAMEDI 23 JANVIER, un accident dramatique s'est produit à la gare de Sarcelles-Garges. Un homme a eu les deux jambes sectionnées.

Les quais de la gare de Sarcelles-Garges sont étroits et évidemment il n'existe aucune protection de sécurité.

Vers 14 h 50 ce jour-là, les quais en direction de Paris sont bondés. Lorsque le train entre en gare comme à l'accoutumée, les gens se rapprochent du bord du quai car, comme il n'y a qu'un train toutes les demi-heures, il s'agit d'être rapide si l'on ne veut pas rester debout jusqu'à Paris.

Le train était presque arrêté : une bousculade se produit et un homme qui se trouve au bord du quai glisse les pieds en avant sur la voie. Il a les deux jambes sectionnées et ne doit qu'à un miracle de ne pas avoir la tête tranchée de la même façon.

Ce drame est si insoutenable que dans les instants qui suivent, une quinzaine de personnes perdent connaissance dont une femme qui accompagnait le malheureux.

Qui osera ici parler de fatalité ? Car c'est un crime pur et simple dont sont responsables la S.N.C.F. et son tuteur, l'Etat, à cause des conditions invraisemblables dans lesquelles ils font voyager les usagers des trains de banlieue.

Pourquoi les quais sont-ils si étroits ? Pourquoi n'y a-t-il aucune mesure de sécurité (rambarde qui se lèverait une fois le train stoppé) ?

Pourquoi, eh bien parce que, pour que la sécurité des usagers soit assurée, cela coûterait de l'argent et que l'Etat n'a pas d'argent à dépenser pour le bien-être et la sécurité des travailleurs. La S.N.C.F. travaille à la limite de ses possibilités et ce sont les usagers qui sont les victimes.

Le miracle, c'est qu'il n'y ait pas davantage d'accidents, pas plus de victimes des conditions criminelles dans lesquelles la S.N.C.F. transporte ses usagers.

Est-ce que ce drame alertera, par peur du scandale, les pouvoirs publics ? Est-ce que la S.N.C.F. se décidera à prendre des mesures ? Ou bien faudra-t-il que comme à la suite de l'accident de Lagny-Torrigny-Pomponne dans les années 30, il y ait des émeutes d'usagers en colère pour que la S.N.C.F. prenne des mesures ?

La S.N.C.F. fait courir le bruit que la victime essayait de prendre le train en marche, ce qui est absolument faux. Oui, la S.N.C.F. est coupable de ce crime ! Et le mensonge n'arrivera pas à la blanchir.

Correspondant L.O.

LE CHIEN ET LA R.A.T.P., LE PLUS PIRATE DES DEUX...

(Photo A.F.P.)

MARDI dernier, un gros toutou sans maître s'était installé sur une banquette du bus 47 (Gare du Nord-Kremlin-Bicêtre). Il ne fallut pas moins de 2 heures 30 à des contrôleurs et à des spécialistes de la police, pour l'en déloger. Même ces messieurs avaient de quoi s'étonner que l'on puisse tant apprécier le confort offert par la R.A.T.P. Il faut dire tout de même, qu'après plus de deux heures de ce confort et de tête à tête avec les services compétents, notre chien-pirate montra sa colère et ses crocs.

Mais le plus fort de l'histoire, c'est que, d'après la R.A.T.P., si le possesseur du chien est retrouvé, cela lui coûtera 6.000 nouveaux francs. En effet, la R.A.T.P. estime à 40 F par minute l'indemnisation exigible pour avoir immobilisé un bus !

Quand on sait le nombre d'heures d'immobilisation et de retards causés aux usagers par la R.A.T.P. ou la S.N.C.F., c'est un peu gros à avaler.

Quand dans la matinée du jeudi 21 janvier, 50.000 banlieusards usagers de la ligne de Sceaux, se sont retrouvés bloqués à Laplace, la R.A.T.P. n'a pas parlé de dédommagement pour l'immobilisation. Cela lui en ferait des heures de travail perdues et non payées par sa faute, à rembourser. Il faudra vraiment y penser puisqu'elle le prend sur ce ton avec les chiens d'usagers.

M.P.

UNE BELLE PAGAILLE

LA ligne de Sceaux est une des lignes du réseau ferré banlieue les plus chargées. Il s'agit d'une ligne de chemin de fer avec un trafic presque comparable à celui du métro: aux heures de pointe, entre la gare du Luxembourg, terminus parisien de la ligne, et Bourg-la-Reine, importante gare de correspondance, il circule un train toutes les trois ou quatre minutes environ. C'est plus de 50.000 usagers qui chaque matin sont ainsi transportés de Paris en banlieue et de banlieue à Paris.

C'est dire que la RATP utilise la ligne au maximum, à la limite de sa possibilité. Or, le matériel est dans l'ensemble vétuste et désuet, et il ne peut supporter sans dommage un tel rythme d'exploitation. Aussi, les incidents de toutes sortes, et en particulier les ruptures de caténaires, sont fréquents. Et, à chaque fois qu'une telle avarie se produit, c'est la pagaille généralisée. Utilisé à plein rendement, le réseau se révèle incapable d'absorber la moindre perturbation. L'accident survenu le jeudi 21 janvier vient une nouvelle fois de le confirmer.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, vers 1 h 30 du matin, une rame heurtait un butoir et déraillait à la suite d'une fausse manœuvre. Le butoir était enfoncé et le poteau de soutènement de la caténaire, renversé, entraînait la rupture de celle-ci.

Le courant alimentant la caténaire fut alors coupé sur toutes les voies de la gare Denfert-Rochereau. Le sectionnement en canton d'alimentation est d'une conception si aberrante que lorsqu'une rupture intervient sur une voie du secteur, c'est toutes les voies de la section qui sont privées de courant.

Jeudi matin, la RATP allait tenter de faire face à la pagaille qui ne pouvait manquer de s'installer.

La gare de Laplace fut transformée en terminus provisoire de la ligne. Le moins qu'on puisse dire, est que cela n'alla pas sans difficultés.

Toutes les cinq minutes, une rame arrivait et déversait sa cargaison de voyageurs sur le quai déjà noir de monde. Les sorties étant trop étroites, le quai restait bondé. Après qu'ils se soient difficilement frayés un chemin vers la sortie, une autre épreuve attendait les banlieusards pestant et maugréant. Comme transports de remplacement, la RATP avait mis sur pied une navette de cinquante bus entre Laplace et la Porte d'Orléans. Les bus furent littéralement pris d'assaut par des centaines de voyageurs. La scène est facile à imaginer : une rame transporte un peu plus de 2.000 voyageurs, c'est donc une bonne vingtaine de bus qui était nécessaire pour évacuer les voyageurs d'une seule rame. Avec cinquante bus, pour toutes les rames, le compte n'y était pas. D'autant plus que la rotation des autobus était ralentie par de gigantesques encombrements dans tout le quartier de la Porte d'Orléans. Une belle pagaille !

Mais si les autobus de la RATP étaient en nombre insuffisant, les cars de la police, eux, étaient en force ! et sur les quais et aux alentours de la gare de drôles d'usagers en gabardine se faisaient remarquer par la largeur de leurs carrures.

Chaque incident de ce type le prouve, le système des déplacements dans la région parisienne est au bord de l'asphyxie. Et tout ce que le gouvernement fait, c'est quelques belles promesses et envoyer ses flics, de peur que la colère des usagers n'éclate.

Correspondant L.O.

Un train bloqué à la station Laplace : les voyageurs n'ont plus qu'à prendre le bus de remplacement... quand il y en a.

UNE CARTE UNIQUE : OUI, mais pour l'ensemble de la région parisienne et payée par le patronat

(Photo A.F.P.)

A PARTIR du 1er février, une carte unique métro-bus sera utilisable dans Paris, à l'exclusion de la ligne de Sceaux, du métro express et du tronçon de Maison-Alfort. Elle coûtera 75 F par mois, ou, pour un an, 770 F.

La carte unique est une revendication des Comités d'Usagers. Lors de la manifestation de novembre dernier, des dizaines de milliers de personnes qui se trouvèrent alors dans la rue la réclamaient aussi. Mais la revendication des Comités d'Usagers, c'est une carte unique train-métro-bus, valable pour l'ensemble de la région parisienne, payée par les patrons, et non cet avorton dont vient d'accoucher le ministère des Transports : une carte valable uniquement pour Paris, et d'un prix si élevé qu'elle ne pourra avantager que ceux qui font plus de deux aller et retour dans Paris par jour.

Avec cette carte, le gouvernement se moque des travailleurs. Cette carte n'est pas pour eux, car dans Paris, ils ne font jamais une aussi large utilisation du métro et des bus. Par contre, ce sont des sommes très importantes qu'ils dépensent sur les lignes d'autobus et les trains de banlieue. C'est dans ce cas, et pour couvrir tous ces trajets qu'une carte unique est nécessaire. C'est l'instauration de cette carte, payée par le patronat que les Comités d'Usagers réclament.

L'initiative du gouvernement montre cependant une chose, c'est que, contrairement à ce que les experts du ministère des Transports voulaient nous faire croire, la carte unique est un système viable techniquement et économiquement. C'est la preuve que, dès maintenant, il est possible, et pour un prix pas supérieur aux 75 F que va coûter la carte métro-bus, d'adopter un système de carte unique train-métro-bus pour tous les travailleurs de la région parisienne, carte qui devrait être, bien entendu, à la charge des banquiers et industriels, puisque c'est pour eux que, chaque matin, plus d'un million de travailleurs de la Région parisienne prennent les transports en commun.

Oui, dès maintenant, il est possible de créer une carte unique train-métro-bus payée par les patrons.

Catherine Loraine.

Lutte contre la pollution et poudre aux yeux :

après le plan Orsec voici le plan Polmar

DEPUIS le naufrage du « Torrey Canyon » et la fameuse marée noire qui a ravagé les côtes anglaises et françaises de la Manche, la pollution des mers et océans par le pétrole n'a cessé de croître. En plus de la pollution « traditionnelle » due aux pétroliers qui nettoient leurs cales en pleine mer, les catastrophes sont de plus en plus fréquentes et régulières.

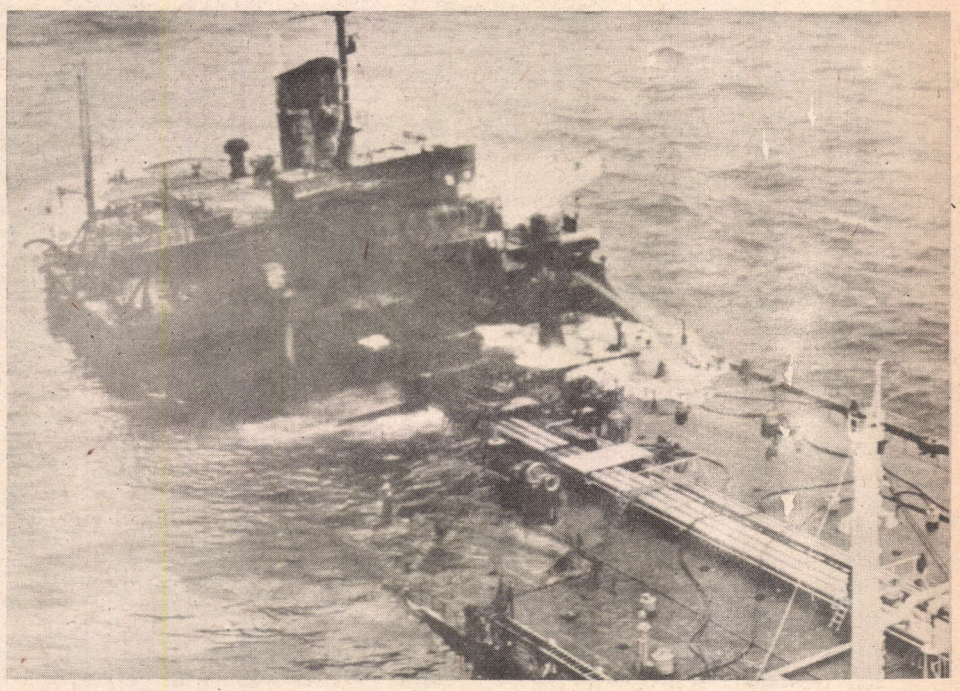
C'est parfois un puits de pétrole sous-marin qui laisse échapper des hydrocarbures au large de la Californie, ou du golfe du Mexique. Ainsi, depuis quelques jours, une plate-forme de forage est en feu dans cette zone, et un puits laisse directement échapper le pétrole dans la mer. Le plus souvent c'est un navire pétrolier qui s'échoue, qui explose, ou qui aborde un autre navire, comme ce fut encore le cas le 11 janvier pour le pétrolier « Texaco Carribeans » qui a heurté un cargo dans la Manche, faisant de nombreuses victimes et provoquant une mini-marée noire.

Devant l'ampleur et la régularité de ces catastrophes, le gouvernement français a décidé qu'il fallait tout de même faire quelque chose. Bien entendu, il ne s'agit pas d'engager les frais considérables qu'entraînerait une lutte réellement efficace contre la pollution. Telle n'est pas du tout son intention.

Il s'agit tout simplement de coordonner les divers ministères et les diverses administrations qui doivent intervenir en cas de sinistre important. Cela porte le nom de plan Polmar, et c'est copié, paraît-il, sur le plan Orsec.

Lorsqu'on se souvient de l'échec remarquable qu'a connu le plan Orsec lors des récentes tempêtes de neige dans la vallée du Rhône, on ne peut qu'être sceptique quant au futur plan Polmar. Pourvu qu'aucune catastrophe maritime de taille ne se produise entre Noël et le Jour de l'An, ou pendant le 15 août !

Cela dit, on attend toujours des mesures qui préviendraient réellement les mers des souillures pétrolières. Ces mesures sont relativement simples : interdiction des vidanges des cales en mer, diminution des cadences de rotation des pétroliers — qui font courir des risques de collision pour ne pas perdre de temps — équipement des navires de tous les appareillages de sécurité, etc.



Avec les pétroliers de plus en plus gros tonnage, chaque accident maritime provoque une marée noire de plus en plus grave. (Photo U.P.I.)

Mais ces mesures heurteraient de front les intérêts des gros trusts du pétrole. Personne ne sera donc étonné de voir que le gouvernement français ne se lance pas dans une telle politique.

A. V.

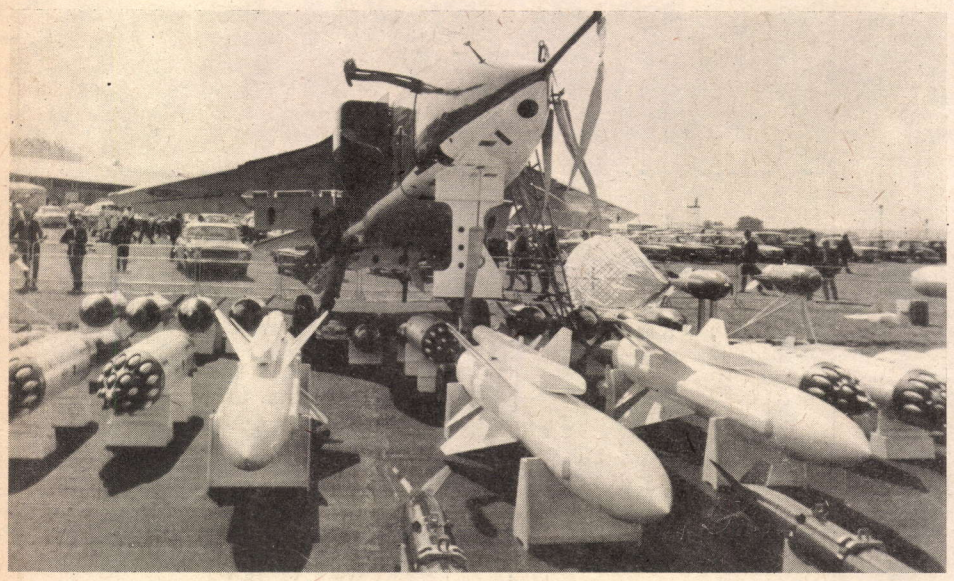
Un pacifisme qui rapporte

SI l'on se souvient des déclarations du Président de la République aux représentants de la presse et du corps diplomatique étranger pour la présentation des vœux de nouvel an, grâce à Dieu et à M. Pompidou en personne, tout va très bien dans les limites de notre petit hexagone. La France serait même un exemple de sagesse et de modération. Et Pompidou, par contre, se montrait bien pessimiste sur le sort des conflits en cours de par le monde, au Moyen-Orient ou au Vietnam.

« Vous le savez, déclarait Pompidou au corps diplomatique, la France fait de la paix son objectif fondamental dans les rapports internationaux. Elle place les relations qu'elle entretient avec tous les Etats sous le signe de l'entente et de la coopération, et notre attitude, en toutes circonstances, est dictée par le souci de contribuer au maintien ou au rétablissement de la paix ».

Il est vrai que depuis la perte de la quasi-totalité de son empire colonial et après ses défaites successives en Indochine et en Algérie, la France peut aujourd'hui s'offrir à bon compte la coquetterie de passer pour une nation pacifiste.

Il est cependant dommage que, perdu dans ses considérations sur la sagesse des nations, le président de la République ait oublié de préciser que bien souvent ceux qui s'entretuent de par le monde le font avec du matériel bien de chez nous.



L'avion anglo-français « Jaguar » et la panoplie des différents types d'armes qu'il peut emporter. (Photo U.P.I.)

Les marchands de canons ont fait leur bilan pour l'année 1970 : la France a presque triplé en un an ses exportations de matériel de guerre, passant ainsi au troisième rang mondial des exportateurs d'armes. L'Espagne, l'Argentine, le Brésil, la Lybie et le Pakistan sont au rang des heureux bénéficiaires.

Mais tout cela, bien entendu, c'est du commerce et n'a rien à voir avec la politique internationale. Comment un bon Français moyen comme Marcel Dassault aurait-il pu réussir autrement à se tailler sa place au soleil ? Heureusement qu'il y a des pays comme le Pakistan pour lui acheter des Mirages. Bien sûr, comme dans tout commerce, il faut savoir prendre des risques et ne pas craindre de traiter avec des clients peu solvables. Aussi l'Etat français, qui tient à encourager le dynamisme des entreprises, consent-il aux industriels qui travaillent pour l'exportation, des avances qui peuvent s'élever jusqu'à 70 % des dépenses investies.

Et où donc le ministère des Finances trouve-t-il tous ces gros sous ? Dans le porte-monnaie du contribuable, vous l'avez deviné.

Aussi lorsqu'on vient sur la voie publique vous demander votre obole pour les petits enfants biafrais ou toutes autres victimes de la folie des gouvernants, vous aurez au moins la satisfaction morale de constater que dans un conflit où vous n'êtes strictement pour rien, vous aurez eu l'occasion, volontairement ou pas, de financer l'assaillant et l'assailli. Et si vous avez le sentiment de vous être fait rouler, c'est sûrement que vous n'avez aucun sens civique.

Hélène DURY

COMMUNIQUE

Les initiateurs du meeting de la mutualité, ce 7 janvier 1971 à Paris, tout en s'engageant dans une action pour les Juifs d'URSS tiennent à rappeler que leurs critiques de la politique du gouvernement soviétique partent d'une position de gauche et que ne peuvent se joindre à cet appel que des hommes qui ne remettent pas en cause les principes et la finalité du socialisme, quelle que soit par ailleurs leur position sur les problèmes du Proche-Orient.

Notre action s'inscrit dans le cadre de la lutte générale des classes exploitées et des peuples opprimés, pour le respect de leurs droits individuels et collectifs.

Dans un premier temps, nous exigeons qu'il soit mis fin à toutes poursuites contre des juifs dont le seul crime est d'avoir eu l'intention de quitter l'URSS, que cessent les procès à huis clos, que les personnes emprisonnées injustement soient libérées ; nous exigeons l'application de la déclaration léniniste des Droits des Peuples de Russie du 15 novembre 1917, ainsi que de la constitution et de la législation soviétique, et le respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à laquelle l'URSS a souscrit.

Compte tenu des ravages causés aux communautés juives d'Europe par la barbarie nazie au cours de la deuxième guerre mondiale, nous demandons aux autorités soviétiques de respecter leur propre engagement, en permettant la réunification des familles en Israël, ainsi que de favoriser le départ des Juifs qui le désirent vers le pays de leur choix.

Premières signatures : **Simone de Beauvoir, Beate Klarsfeld, Ely Ben Gal, Michel Leiris, Arthur London, Daniel Mayer, Jean Rostand, Yves Montand, Jean-Paul Sartre, Simone Signoret, Laurent Schwartz, Jacques Madaule, Jean Cassou, Vladimir Jankelevitch.**

Envoyer les signatures à :

Me Yves Jouffa,

18, rue Duret, Paris-16

L'Association Internationale des Travailleurs face à la guerre

(Photo Violllet)

LE 23 juillet 1870, huit jours après que la guerre fût officiellement déclarée, le Conseil Général de l'Internationale, établi à Londres, publiait à l'usage des membres de l'Association en Europe et aux U.S.A. et de tous les travailleurs, une première « Adresse sur la guerre franco-allemande ». Dans cette Adresse, rédigée par Marx lui-même, l'Internationale s'élevait contre la guerre déclenchée par Louis Napoléon Bonaparte. Elle protestait contre une entreprise belliqueuse menée par l'Empereur à des fins purement dynastiques, à des fins n'ayant rien à voir avec les intérêts véritables du peuple français.

Louis Napoléon Bonaparte ayant engagé les hostilités dans le double but de renforcer son prestige quelque peu terni et de démembrer l'Allemagne en voie d'unification (sous la poigne de Bismarck), l'Internationale reconnaissait que la guerre n'avait pas le même caractère de part et d'autre du Rhin, et affirmait que cette guerre, du côté allemand, était une guerre de défense.

Mais ce faisant, elle n'apportait pas son soutien inconditionnel à Bismarck. Loin de là. Elle dénonçait au contraire le gouvernement allemand comme principal responsable, avec les autres gouvernements européens, représentants des classes dominantes européennes, du fait que dix-huit ans durant, Louis Napoléon Bonaparte avait pu jouer la farce de l'Empire napoléonien restauré, c'est-à-dire mener à bien ses fins bellicistes.

Et tout en prenant nettement fait et cause pour l'Allemagne, l'Internationale mettait sérieusement en garde la classe ouvrière allemande contre le danger de voir la guerre défensive se transformer rapidement sous la houlette de Bismarck, en une guerre offensive contre le peuple français.

La section française de l'Internationale et la guerre

Avant même la déclaration officielle de la guerre, la section française prenait violemment position contre le conflit qui menaçait. Dans **Le Réveil** du 12 juillet 1870 (quotidien dirigé par Delescluze), on pouvait lire dans un manifeste : **« Aux ouvriers de toutes les nations » :**

« Frères d'Allemagne, au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui cherchent à vous tromper sur le véritable esprit de la France. Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire, sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux. Nos divisions n'amèneraient des deux côtés du Rhin que le triomphe complet du despotisme. »

Ce manifeste pouvait apparaître comme un exemple d'internationalisme. Mais bien que les travailleurs français aient réagi dans leur grande majorité à la guerre en ne mêlant pas leurs voix au concert patriotique orchestré par Louis-Napoléon Bonaparte, il n'en reste pas moins que les déclarations de certains dirigeants de la section française, dont celles du manifeste de Delescluze, étaient pour le moins équivoques. Car si ceux-ci appelaient bien à s'opposer au conflit, c'est avant tout les **« frères allemands »** qu'ils conviaient à le faire. Quant aux travailleurs français, on leur demandait de soutenir, peu ou prou, les intérêts de leur propre bourgeoisie.

Dès le 4 septembre, la section française prenait fait et cause pour la République. Mais, tandis que le Conseil Général de Londres apportait à cette nouvelle République, constituée en grande partie de nostalgiques de la monarchie, son soutien critique, la section française de l'A.I.T., elle, lui apportait son soutien aveugle. Bien pis, c'est sur un ton vengeur et d'une exaltation patriotique dépassée que la section française intimait aux Allemands l'ordre de repasser le Rhin. Ainsi, sur l'affiche **« Au peuple allemand, à la démocratie socialiste de la nation allemande »**, placardée dès le 4 septembre, on pouvait lire entre autres :

« ... La France républicaine t'invite, au nom de la justice, à retirer tes armées ; sinon, il nous faudra combattre jusqu'au dernier homme et verser à flots ton sang et le nôtre. Par la voix de 38 millions d'êtres, animés du même sentiment patriotique et révolutionnaire, nous te répétons ce que nous déclarions à l'Europe coalisée en 1793 : le peuple français ne fait pas la paix avec un ennemi qui occupe son territoire... Repasse le Rhin... »

Une batterie lors du siège de Paris. (Ph. R. Viollet.)

Dans la seconde adresse du 9 septembre 1870, Marx mettait à nouveau en garde les ouvriers français en ces termes : **« Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens ; mais en même temps, ils ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792, comme les paysans français se sont laissés duper par les souvenirs nationaux du premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. »**

Le chauvinisme des « internationaux » français les conduit, dans les mois suivants, à soutenir inconditionnellement des représentants de la bourgeoisie française, tels Jules Favre et Gambetta, partisans acharnés pour un temps de la défense nationale à outrance, et à entretenir ainsi au sein de la classe ouvrière française la plus grande confusion sur les intentions véritables de ses ennemis de classe.

L'Internationale face à la défaite militaire et politique de l'Empire

Le 9 septembre 1870, quelques jours après la défaite de Sedan, la reddition de Napoléon III et la proclamation de la République à Paris, le Conseil Général de Londres publiait une seconde adresse — Marx en était encore l'auteur — dont les premières phrases reconnaissaient que les prévisions et les craintes de l'Internationale quant aux visées de conquête de Bismarck s'avéraient après coup pleinement fondées. L'annexion brutale de l'Alsace-Lorraine, et la continuation des hostilités contre la République Française nouvellement instaurée, consacraient définitivement du côté allemand la dégénérescence de la guerre défensive en guerre offensive.

Il s'agissait donc pour les travailleurs allemands de s'opposer à une nouvelle guerre de conquête, et de décréter la guerre à cette guerre.

Mais ces positions, exprimées dans ces deux célèbres adresses du Conseil Général de l'Internationale sur la guerre franco-allemande, furent-elles unanimement partagées et défendues par les sections nationales de l'Association ?

Non. Car les deux adresses citées étaient avant toute chose l'œuvre de Marx, et de nombreuses sections, dont la section française, étaient composées de proudhoniens résolument hostiles aux idées de Marx, et résolument hostiles à ses positions face au conflit de 1870.

La section allemande de l'Internationale et la guerre

Le Parti Social-Démocrate allemand, constitué à Eisenach en 1869, adoptait de son côté, d'emblée, le 16 juillet 1870, le point de vue de Marx et du Conseil Général de Londres sur la guerre, guerre défensive du côté allemand. Les deux dirigeants du Parti, Bebel et Liebknecht, déjà depuis trois ans députés au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, s'abstenaient, malgré une certaine opposition au sein même de leur organisation, de voter les crédits de guerre réclamés par le gouvernement allemand le 19 juillet. Internationalistes, ils considéraient à juste titre que les travailleurs allemands, tout en acceptant de mener la lutte défensive, n'avaient pas pour autant à accorder à Bismarck la moindre marque de confiance.

Dès la défaite des armées françaises à Sedan, le Parti Social-Démocrate allemand publiait le 5 septembre le « Manifeste de Brunswick », manifeste par lequel il s'insurgeait contre les visées de conquête du gouvernement allemand : **« Nous protestons,** disait le Manifeste, **contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Et nous avons conscience de parler au nom de la classe ouvrière allemande... Les ouvriers allemands ne toléreront pas sans dire mot l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine... Nous nous tiendrons fidèlement aux côtés de nos camarades ouvriers de tous les pays pour la cause commune internationale du prolétariat ».**

Un mois plus tard, le 4 novembre 1870, Bebel et Liebknecht, cette fois-ci, ne s'abstenaient pas de prendre part au vote sur les crédits de guerre nécessaires à la continuation des hostilités : ils votaient contre, geste énergique qui leur valut à tous deux ainsi qu'au directeur Heppner du journal de leur parti, le **Volkstaat,** d'être immédiatement incarcérés, et jugés, deux ans plus tard, en 1872, par la cour de Leipzig, pour haute trahison.

Telles furent les positions de Marx sur la guerre franco-allemande de 1870, et telles furent celles des deux sections nationales de l'A.I.T. les plus directement concernées.

Dans une situation particulièrement délicate, les leaders du prolétariat allemand, à la différence de leurs homologues français, se maintinrent fermement sur une position internationaliste.

Et le patriotisme de la section française et des autres tendances du mouvement ouvrier français, fut un des facteurs qui contribua le plus à priver le prolétariat parisien d'une claire vision de ses tâches historiques.

Michelle VERDIER.

La petite guerre de Censier :

L'AGONIE DE L'U.N.E.F.

LAMENTABLE autant que grotesque spectacle, celui qu'offre l'UNEF à quelques semaines de son Congrès. La démission — au sens propre comme au figuré — du PSU (après celle de la Ligue communiste) a fait que demeurent seuls au sein du syndicat étudiant la tendance UNEF - Renouveau animée par les militants de l'UEC (organisation étudiante du PCF) et la tendance « Unité syndicale », animée par l'AJS.

Seules en lice, face à face en champ clos, les deux tendances s'entredéchirent pour la direction de la dépouille de feu l'UNEF. La petite guerre a dépassé depuis longtemps le stade des tripatouillages habituels autour des cartes arbitrairement distribuées ou tout aussi arbitrairement refusées, autour du contrôle des locaux dont on change parfois quotidiennement les serrures au gré des fluctuations du rapport des forces entre tendances. Elle a même dépassé le stade des simples invectives, injures et calomnies pour en arriver à l'affrontement physique pour ainsi dire systématique.

Il serait vain de chercher qui est responsable de la dernière bagarre en date qui s'est terminée par la défenestration de six militants de l'UNEF-Renouveau au Censier. Les deux tendances emploient exactement les mêmes méthodes et le déroulement des choses n'est vraiment qu'une affaire de circonstances.

En tout état de cause, c'est tout de même un comble de voir **L'Humanité** s'ériger en défenseur outragé des méthodes démocratiques lorsque ce sont ses militants qui restent sur le carreau. Car les militants de l'AJS, au pire de leurs excès, ne sont que de pâles imitateurs dans la pratique des méthodes staliniennes. Il revient au PCF d'avoir introduit, et de continuer à pratiquer à grande échelle, de telles méthodes dans les rapports entre organisations de gauche.

Le fond du problème n'est pas là. Ce qui s'est passé au Censier, comme ce qui se passe dans bien d'autres facultés, représente l'agonie de l'UNEF. Peu importe de savoir comment cette agonie s'achèvera : par la démission ou l'exclusion d'une des deux tendances ou bien par une scission aboutissant à la création de deux UNEF rivales, aussi peu influentes l'une que l'autre, aussi coupées d'un milieu étudiant dégoûté par ces bagarres de chiffonniers.

En tout cas l'UNEF est morte. Du moins l'UNEF qui a joué un rôle capital pendant la guerre d'Algérie, puis pendant la révolte étudiante de mai 68 et qui, à cette époque-là, bénéficiait du soutien et de la sympathie de la grande majorité des étudiants et dont le rayonnement dépassait même le milieu étudiant.

Et si cette UNEF-là est morte, si une grande organisation étudiante influente, se réclamant des idées d'extrême-gauche n'a pas pu se consolider, la responsabilité en revient aux organisations gauchistes. L'histoire de l'UNEF depuis 68 est probablement une des preuves les plus accablantes de l'irresponsabilité, de l'incapacité, des groupes gauchistes.

En 1968, les gauchistes étaient largement majoritaires au sein de l'organisation étudiante. Et c'est d'ailleurs parce que tel était le cas que cette dernière a su exprimer la révolte des étudiants.

Aujourd'hui, moins de trois ans après, l'organisation des étudiants « communistes », déconsidérée, honnie en milieu étudiant, est en passe de reconquérir l'UNEF, ou du moins ce qui en reste. La seule organisation de masse que les gauchistes ont dominée pendant une période assez longue, s'en va à vau-l'eau.

Le sectarisme irresponsable de ces groupes qui, en d'autres secteurs où les activités des uns et des autres ne se recoupent pas, se traduit généralement par une ignorance mutuelle méprisante a donné des résultats catastrophiques au sein d'une organisation de masse où tous les groupes travaillaient ensemble.

Incapables de comprendre que seul un front unique de tous les groupes « gauchistes » pouvait assurer le maintien de leur influence sur l'UNEF, chacun se croyait et prétendait être le seul à représenter les idées révolutionnaires en milieu étudiant. Chacun consacrait l'essentiel sinon la totalité de ses efforts à éliminer les autres, en faisant feu de tout bois, injures, combines ou brutalités. Et lorsque ces efforts se révélèrent vains, car justement aucun n'était ni plus important ni plus sérieux que les autres, ils quittèrent l'UNEF les uns après les autres, en proclamant bien haut, qu'après leur départ, l'UNEF était morte. De fait, elle se mourrait des stériles luttes de tendances.

La mainmise progressive de l'UEC sur l'UNEF traduit moins une croissance massive de l'influence stalinienne sur les étudiants que le fait que la nature a horreur du vide. Elle traduit le degré de disloquation de l'influence gauchiste. Face aux staliniens, il n'y a plus personne, ou en tout cas il n'y a plus cette majorité écrasante des tendances « gauchistes » comme en 68.

Les groupes gauchistes avaient l'UNEF en main. C'est même pratiquement la seule chose qu'ils avaient. Ils ont perdu leur influence sur l'organisation de masse d'un milieu qui leur était largement favorable. Et ils l'ont perdue de par leur propre faute, à cause de leur sectarisme, de leurs gesticulations irresponsables, de leur présomption.

Comment, avec les mêmes pratiques, avec la même irresponsabilité, pourraient-ils conquérir une influence sur le prolétariat, comment pourraient-ils bâtir une organisation révolutionnaire ?

Georges KALDY.

La grève des postiers anglais

Heath doit une fois de plus essuyer la colère des travailleurs

Les postiers manifestent... (Photo U.P.I.)

... tout comme les travailleurs de la presse. (Photo U.P.I.)

DEPUIS mercredi 20 janvier, la Grande-Bretagne est privée de tous ses services postaux. La distribution du courrier comme le trafic téléphonique sont interrompus.

Une grève illimitée suivie par la quasi-totalité des 230.000 employés de l'U.P.W. (P. et T. anglaises) paralyse tous les services postaux.

M. Tom Jackson, secrétaire général des postiers, a même lancé un appel à la Fédération internationale des postes, télégraphes et téléphones pour qu'un boycott des communications venant de l'île s'organise.

Les employés de l'administration des postes anglaises réclament une augmentation de leurs salaires de 15 % ; le gouvernement, lui, ne veut lâcher que 8 %. Ainsi, après les dockers, les communaux de Londres et les électriciens, c'est au tour des postiers d'entrer en lutte pour défendre leur niveau de vie. Heath et son gouvernement ont beau pondre des mesures anti-grèves draconiennes, la classe ouvrière anglaise prouve une fois de plus qu'elle passe outre et qu'elle n'est pas prête à abandonner son arme, qui est la grève, pour se défendre contre les dents longues de sa bourgeoisie.

Bien sûr, le gouvernement a encouragé efficacement toutes les « initiatives privées » — entendez briseurs de grève de tous poils — qui essaient de faire distribuer le courrier malgré la grève des postiers, en suspendant, dès lundi, son monopole de distribution du courrier postal.

Depuis le pigeon voyageur jusqu'aux « factrices » en mini-jupes en passant par les avions privés, les trouvailles ont été nombreuses... et pas gratuites. Il paraîtrait qu'à Londres, certains businessmen astucieux ont organisé des réseaux jusqu'à l'étranger et font payer fort cher leurs services !

Mais, tous ces « jaunes » occasionnels ne réussiront pas à faciliter la tâche du gouvernement conservateur, aux prises depuis sa venue au pouvoir, avec la classe ouvrière anglaise.

Bien sûr, pour le moment, l'affrontement s'est fait en rangs dispersés du côté des travailleurs. C'est les unes après les autres que les diverses corporations se sont lancées dans la lutte. Mais ceci ne prouve qu'une chose : le poids de la politique collaboratrice des Trade Unions sur les luttes ouvrières.

Mais combien de temps le contrôle de ces syndicats réformistes pourra-t-il s'exercer ? Les « grèves sauvages » ont déjà prouvé à maintes reprises que les travailleurs anglais savaient se passer de leurs directions syndicales quand celles-ci se refusaient à organiser leur combat.

Aussi, si aucune offensive générale n'a éclaté jusqu'alors, le gouvernement et le patronat ne cessent de la craindre.

Et c'est la crainte de cette lutte généralisée de l'ensemble des travailleurs anglais qui a obligé le gouvernement à faire des concessions aux travailleurs entrés en lutte.

La bourgeoisie anglaise et ses mandants ont raison d'avoir peur, les travailleurs anglais n'ont pas encore dit leur dernier mot.

Nicole CLANCIER

Cambodge :
Difficultés accrues pour l'impérialisme U.S.

L'OPERATION de commando lancée dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 janvier contre l'aéroport et la base militaire de Phnom-Penh et la destruction quasi-totale de l'aviation cambodgienne qui en a été la conséquence, illustrent de façon éclatante l'échec des récentes opérations militaires organisées avec l'appui des Américains pour desserrer l'étau des combattants du Front unifié khmer autour de la capitale du Cambodge.

Le sort que l'impérialisme U.S. réserve aux enfants d'Indochine : soldats à 14 ans dans l'armée d'un gouvernement fantoche... (Photo U.P.I.)

Les milliers de soldats sud-vietnamiens et les mercenaires du général Long-Nol, soutenus par l'aviation américaine et bénéficiant de l'appui logistique U.S., ont dû se contenter, en guise de victoire, de communiqués fanfarons et mensongers. En fait, la situation au Cambodge est telle que les installations militaires américaines ne sont plus en sécurité et que les troupes vietcongs et khmers rouges campent aux portes mêmes de la capitale. Devant cette situation, les Américains, pour l'instant, en sont réduits à multiplier les raids aériens, aussi inefficaces sur le plan militaire que meurtriers pour la population civile.

Environ un an après le renversement de Sihanouk et sa substitution par Long-Nol, les Américains n'ont réussi qu'à généraliser la guerre au Cambodge, sans pour autant être en quoi que ce soit soulagés dans leur effort guerrier au Sud-Vietnam. Bien au contraire : à la haine du peuple sud-vietnamien contre l'impérialisme américain est venue s'ajouter celle de millions de paysans khmers qui ont vu leur pays envahi, leurs villages bombardés, leurs récoltes détruites. Et chaque jour augmente le nombre de ceux qui se reconnaissent dans les combattants du F.N.L. ou des khmers rouges.

A tous points de vue, l'éviction de Sihanouk a été une erreur pour l'impérialisme américain, car il n'avait pas de meilleur soutien au Cambodge. Militairement, l'armée américaine ne sort nullement renforcée de ce changement de régime, et l'invasion du Cambodge en mai dernier, malgré son titre « d'opération-victoire-complète », s'est avérée avoir été un échec : les maquisards semblent se mouvoir au Cambodge tout aussi aisément aujourd'hui qu'il y a un an.

Politiquement, le régime de Sihanouk était un facteur de stabilité qui maintenait une certaine paix sociale au Cambodge. Son élimination et l'arrivée au pouvoir de Long-Nol ont détruit cet équilibre et ont fait basculer dans l'opposition toute la population pour laquelle le nouveau régime et ses puissants protecteurs américains n'ont fait qu'ajouter à sa misère de tous les jours, les fléaux de la guerre.

Devant la dégradation de la situation militaire l'Etat-Major U.S. a annoncé l'intensification des bombardements sur le Cambodge tandis qu'à Washington on insiste sur la nécessité d'engager de nouveau sur le théâtre des opérations cambodgien des milliers de soldats sud-vietnamiens et thaïlandais.

Il ne fait pas de doute que les nouveaux méfaits que l'impérialisme s'apprête à commettre au Cambodge ne viendront pas à bout de la lutte du peuple cambodgien. Les massacres projetés auront le même résultat que les précédents : ils renforceront le camp de ceux qui voient dans l'impérialisme-assassin l'ennemi à abattre.

François DELAIN.

Intensification des bombardements sur l'Indochine

MELVIN LAIRD, secrétaire d'Etat américain à la Défense, s'est expliqué mercredi 20 janvier sur la poursuite et l'intensification des raids aériens au-dessus de la péninsule indochinoise. Il a annoncé froidement aux journalistes que l'aviation continuerait encore longtemps à bombarder le Vietnam, le Cambodge et le Laos pour « protéger les troupes américaines au Vietnam **et** « accélérer la vietnamisation du conflit et permettre le rapatriement de nouveaux milliers d'Américains ».

L'administration Nixon continue sa politique de désengagement en même temps qu'elle poursuit la guerre, cette sale guerre que la plus puissante des armées impérialistes n'arrive pas à gagner. Obligé d'en convenir par la lutte héroïque du peuple vietnamien et la spectaculaire offensive du Têt, l'impérialisme américain a dû amorcer un prudent désengagement, désengagement qu'il a voulu compenser par la « vietnamisation du conflit », c'est-à-dire en remplaçant les GI'S par des soldats sud-vietnamiens.

C'est ce qui amène le Pentagone à suppléer à ces insuffisances par une utilisation à grande échelle de la supériorité technique américaine.

Le Vietnam, le Laos et le Cambodge vont donc recevoir une pluie de bombes, de napalm, de produits chimiques, et leurs côtes seront pilonnées par la flotte.

Mais comme il s'agit d'une guerre qui l'oppose à tout un peuple, c'est à tout ce peuple que les bombes vont être destinées, et elles ne feront pas le détail (encore moins que les lieutenants Calley) entre maquisards et population civile. Cela signifie que, désormais, les massacres de Song My ne seront plus le fait de l'infanterie, mais des bombardiers ou de l'artillerie.

André ROUSSEL.

... ou victimes de bombardements terroristes. (Photo U.P.I.)

Pologne :
La classe ouvrière ne se laisse pas réduire par les manœuvres gouvernementales

UN mois après les émeutes ouvrières des villes de la Baltique et le limogeage de Gomulka la situation reste tendue, pour ne pas dire plus, en Pologne.

Le nouveau chef du gouvernement polonais Gierek multiplie les gestes contradictoires et sa politique faite de zig-zags traduit l'embarras du nouveau pouvoir devant des difficultés qui ne se laissent décidément réduire, ni par les ouvriers sont demeurés impuis-boucs émissaires, ni par la menace voilée. En effet, l'agitation ouvrière se poursuit et depuis le 22 janvier la grève semble générale à Szczeein.

En fait tout se passe comme si, depuis l'« erreur » de décembre, le nouveau chef d'Etat s'était employé faute de vouloir ou de pouvoir attaquer de front la classe ouvrière à la réconcilier avec le pouvoir. Sa politique oscille donc entre l'apaisement et la fermeté, mais il apparaît de plus en plus qu'elle est impuissante à réduire la crise et que le conflit ouvert en décembre par les décisions de hausse de prix prônées par les économistes dits libéraux demeure aigü, si même il ne s'achemine pas, peu à peu, vers l'épreuve de force.

Les dirigeants polonais se trouvent confrontés à une situation qu'ils n'avaient ni prévue, ni par conséquent préparee. En décembre ils ont fait un pas de clerc : les réformes économiques visant à résoudre la crise agricole en s'attaquant au niveau de vie des citadins, semblaient parfaites dans le cerveau des économistes «libéraux»; elles se sont révélées non seulement inapplicables par les hommes politiques, mais encore désastreuses car elles ont provoqué le mécontentement et la révolte des travailleurs.

La police et la troupe ont tiré sans hésiter en décembre, stoppant pour un temps la protestation mais il importait de toute urgence de réduire politiquement la crise. Et ce furent coup sur coup le limogeage de Gomulka et de son équipe, les promesses d'augmentations de salaires et, au fur et à mesure que le malaise persistait, l'appel aux « conseils ouvriers », vestiges officialisés de l'octobre polonais de 1956.

Et l'on vit les hommes d'Etat polonais obligés pour s'expliquer, de faire des réunions sur les chantiers navals de Gdansk, de déployer des trésors de salive pour tenter de convaincre ou de regagner une quelconque popularité. Gierek a même embrassé les trois délégués des chantiers de Gdansk venus présenter les revendications de leurs camarades ! Au compte des promesses et des gestes publicitaires dérisoires il faut mettre encore la perspective lointaine d'une petite voiture « à bon marché » (bon marché pour qui ?) et l'apparition dans les magasins d'approvisionnement de denrées alimentaires extraordinaires comme les oranges si rares qu'on n'en voit habituellement qu'aux périodes de fêtes et si chères qu'on les achète le plus souvent à l'unité pour les enfants ou les malades.

Mais il faut croire que les artifices du gouvernement destinés à amadouer les ouvriers sont demeurées impuissants. Il faut croire aussi que les réunions officielles avec les travailleurs n'ont pas rempli leur but et que loin de désarmer les critiques ouvrières elles ont été au moins pour autant un canal par lequel elles se sont exprimées.

Aujourd'hui la situation se dégrade d'heure en heure en Pologne. Les travailleurs demandent des comptes et apparemment ne se satisfont pas des déclarations gouvernementales. La grève qui vient d'éclater à Szczecin fera-t-elle tache d'huile ? Nul ne peut le dire. Mais le réveil politique de la classe ouvrière polonaise est désormais une des données décisives de la situation en Pologne. C'est sur elle que se porte toutes les espérances des révolutionnaires.

Louis BERTRAND.

Une liberté qui se paie cher

DEUX Lithuaniens viennent d'être jugés pour tentative de détournement d'avion. Le mari, qui récidivait et avait été trouvé en possession d'un pistolet, a été condamné à la peine de mort ; sa femme, enceinte de plus de cinq mois, à trois ans de travaux forcés.

Au procès de Léningrad, deux condamnations à mort avaient déjà été prononcées pour le même motif, puis à la suite des réactions dans le monde entier, elles ont été commuées. Mais jusqu'à présent, la justice d'URSS s'est réservée le triste privilège d'user de la peine capitale pour ce genre de délit.

Et la sévérité d'un tel jugement apparaît, moins en fonction du délit qui implique toujours le risque pour les auteurs de tuer soit des passagers, soit des membres de l'équipage, qu'en fonction du manque de liberté imposé à chaque citoyen soviétique, de voyager, de changer de pays et de disposer de lui-même.

Même si cette liberté ne consiste qu'à changer de chaîne ou d'oppression elle reste un des droits fondamentaux des individus.

Seuls des privilégiés, intellectuels ou bureaucrates, peuvent espérer une vie meilleure en échappant au rideau de fer et à ses miradors, et simplement lorsqu'ils acceptent de monnayer leur fuite, en un geste politique favorable aux USA et dont raffolent les grandes revues américaines, françaises, anglaises...

Mais le fait même que la fuite soit interdite à tous ne peut qu'inciter certains à partir et, même s'ils ne sont pas aussi brimés que les juifs, par exemple, pour fuir un tel régime de caserne. Quant aux risques mortels qu'ils courent ainsi, ils ne sont que la mesure de la dictature en Union soviétique.

Cette condamnation à mort, rien ne la justifie. La bureaucratie soviétique n'a pas pu recourir cette fois-ci à la fiction d'un prétendu complot sioniste, et ce détournement d'avion n'aurait pu se produire si ce couple avait eu le loisir de prendre un simple billet de chemin de fer ! Mais ce serait sans doute trop demander aux Brejnev et Kossyguine ?

Dominique LEGER

Espagne :

LA GRÈVE A « AUTO-ACCESSOIRES HARRY WALKER », A BARCELONE

*Nous avons reçu de camarades espagnols d'*Accion Communista, *l'article suivant qui relate une grève qui a débuté voici un mois.*

LA grève menée depuis la mi-décembre par les travailleurs de l'entreprise Harry Walker suscite un large écho dans les milieux ouvriers de Barcelone où se produisent des mouvements de solidarité et où sont faites des collectes destinées à la soutenir. Cette grève a été exemplaire à bien des égards ; elle a montré en particulier à quel point le respect de la démocratie ouvrière unit les travailleurs et renforce leur résistance. Elle a montré aussi que les luttes espagnoles sont de plus en plus étroitement liées aux luttes européennes du fait même des rapports entre les industries et les milieux capitalistes qui se trouvent des deux côtés de la frontière.

Dans l'entreprise Harry Walker travaillent environ 500 ouvriers (ce qui est en Espagne une entreprise moyenne). On y fabrique surtout des carburateurs, des compresseurs et des pompes à essence. Une certaine agitation provoquée par les conditions de travail a commencé à se manifester au cours de l'automne. La présence de fumées dans les ateliers, les négligences dans l'organisation du travail (machines-outils en mauvais état, flaques d'eau dans les ateliers, etc.) provoquent des mouvements de protestation souvent à titre individuel qui entraînent des sanctions (de 15 jours à 1 mois de suspension d'emploi et de salaire). D'autre part, les mauvaises conditions de travail empêchent d'atteindre les rythme de travail exigés et provoquent de nouvelles sanctions. En trois mois environ un total de 17 mois de sanctions est infligé aux ouvriers.

Le climat de l'usine se dégrade. On commence à organiser des collectes d'aide aux sanctionnés dans les ateliers et une première assemblée est tenue dans la cour pour rendre compte de l'argent recueilli et de sa distribution. La répression dans l'entreprise coïncide, début décembre, avec le procès de Burgos. La tension monte ; une deuxième assemblée est tenue à la porte de l'usine pour protester contre la répression dans l'entreprise. On crie « Fascisme assassin ! » ; on établit la liaison entre capitalisme et fascisme. La troisième assemblée décide d'étudier des mesures pratiques pour imposer ses revendications. On procède à la rédaction des revendications et on élit une commission chargée de les présenter à la direction. Les revendications comportent : l'annulation des sanctions ; l'augmentation de salaire de 3.000 pesetas pour toutes les catégories ; la suppression des « contrats » provisoires.

Refus de la direction de recevoir la commission qui pénètre alors de force dans les bureaux.

Aux environs de la mi-décembre, quatorze travailleurs sont congédiés. Devant la gravité de la situation l'équipe de nuit reste à l'usine toute la matinée. L'équipe du matin retarde son départ jusqu'à 15 heures (au lieu de partir à 14 heures) ; l'équipe de l'après-midi décide de ne pas entrer travailler. Le 17 décembre, la police intervient pour expulser les travailleurs réunis en assemblée sur les lieux de travail. Déploiement de forces de police en jeep, à cheval, etc. Vers le 21-22, l'entreprise adresse des lettres de renvoi. Elle embauche des « jaunes ». La colère des ouvriers éclate lorsque ceux-ci sortent de l'usine. La police ne réussit pas à les protéger ; les travailleurs foncent sur eux et les maltraitent. Une grève illimitée est décidée par l'assemblée.

Il y a plusieurs faits importants à signaler dans cette grève :

1) Participent aux assemblées non seulement les ouvriers mais également la plupart du personnel d'encadrement, technique et administratif. Tous les travailleurs sont solidaires.

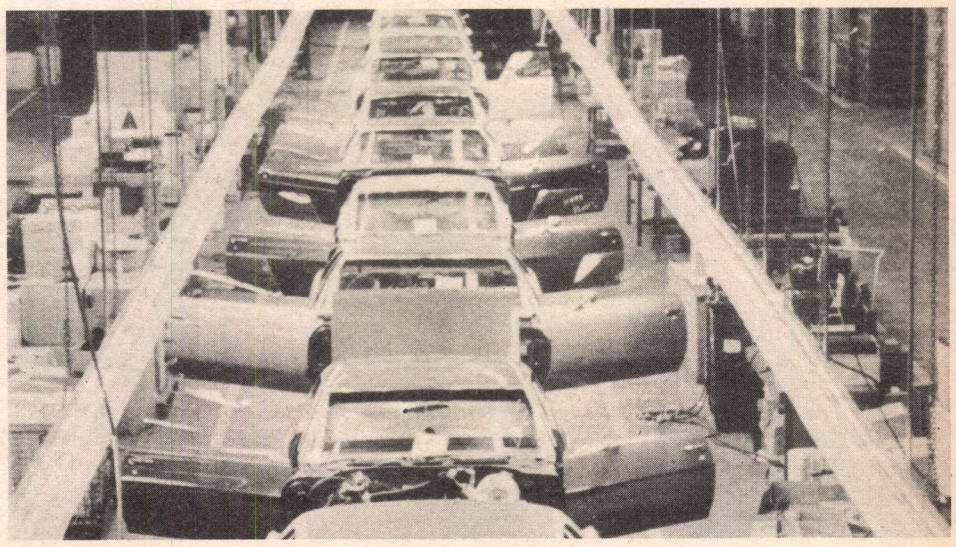
2) L'assemblée est continuellement tenue au courant de l'évolution de la situation par le comité de grève et révocable et, malgré les conditions de clandestinité, le maximum de démocratie est respectée et les activités du Comité seront toujours soumises à l'assemblée.

3) Il apparaît vite deux points faibles dans cette lutte : la caisse de solidarité est terriblement maigre : les collectes ne sont pas en rapport avec les besoins. Elles ne peuvent être réalisées en Espagne qu'avec beaucoup de difficultés. Les travailleurs espagnols se tournent vers leurs camarades français et font appel à leur solidarité.

4) En effet, la direction ne pourrait prolonger très longtemps sa résistance si elle ne pouvait pas satisfaire les commandes dans les délais prévus. Mais l'usine espagnole qui exploite des brevets étrangers est liée à des entreprises françaises (Solex) et italiennes qui fabriquent selon le même brevet. Elle peut donc faire face à ses engagements grâce au matériel fourni par les maisons sœurs de l'étranger. Le comité de grève en a été très vite conscient et a été amené à réclamer l'aide et l'appui des syndicats et des organisations politiques françaises. Sans une liaison étroite au niveau européen, la situation des travailleurs espagnols est d'autant plus difficile que les usines espagnoles sont très souvent des filiales pouvant résister très bien du fait que les frontières divisent le mouvement ouvrier sans faire obstacle à la « solidarité » capitaliste.

Manifestation étudiante à Barcelone. (Ph. U.P.I).

La grève de la General-Motors au Canada



LA grève nord-américaine de la General Motors qui a duré deux mois l'automne dernier, dans les usines américaines (voir Lutte Ouvrière, **numéros 115 et 119) et s'est terminée sans marquer un succès pour les grévistes, a été prolongée d'un mois au Canada, dans les sept usines de la firme (six en Ontario et une au Québec).**

Les syndicats canadiens y réunissent quelque 23.500 syndiqués.

Lors de la prolongation de cette grève, les ouvriers canadiens exigeaient la parité des revendications avec les U.S.A., en plus de modalités pour la sécurité de l'emploi et d'un régime d'échelle mobile des salaires. Au Québec, le syndicat demandait en outre la reconnaissance du français comme langue de travail.

Dans une usine où la proportion des travailleurs francophones est de 85 %, le personnel de direction et les cadres formant la catégorie des unilingues anglais, le syndicat C.S.N. demandait que tous les postes compris dans son unité de négociation puissent être remplis par des unilingues français et que leurs contremaîtres puissent communiquer avec eux en français. Les réactions d'indifférence rencontrées chez la majorité des ouvriers de Sainte-Thérèse face à cette demande montre bien que la classe ouvrière est moins susceptible que personne de faire un fétiche de la question linguistique ou nationale.

Si ce dernier point est un fait nouveau sur la liste des revendications syndicales, les 2.400 ouvriers de la succursale de Sainte-Thérèse, en banlieue nord de Montréal, n'en sont aucunement à leurs premiers pas dans les mouvements de grève. En 1966, un an après l'ouverture de l'usine, une première grève éclatait, dans le but d'obtenir la parité des salaires avec ceux de l'usine d'Oshawa en Ontario. Après quatre-vingt-un jours de grève, les travailleurs obtenaient gain de cause et en février 1968, une deuxième grève s'organisait à l'échelle du Canada, cette fois-ci pour obtenir la parité des salaires avec les U.S.A. Cette grève devait durer quarante-sept jours et là encore les travailleurs rentraient vainqueurs.

On estime que parmi les employés de la General Motors en Amérique, les ouvriers de Sainte-Thérèse arrivent aux premiers rangs pour la productivité (entendons ici que ce sont les travailleurs qui, en un temps donné, fournissent le plus de production).

La journée de travail y est de 8 heures 42 minutes. Les 42 minutes sont allouées pour le déjeuner et coupent ainsi la journée en deux blocs de 4 heures, chacun de ces blocs étant lui-même coupé par une période de repos mobile de 23 minutes. Par exemple, un travailleur qui s'installe à la chaîne à 8 heures du matin, doit prendre son repos entre 8 h 30 et 11 h 30 et ne peut quitter son poste à un autre moment que s'il se fait remplacer par l'assistant-contremaître lorsque celui-ci est disponible.

Les vacances sont de 100 heures chaque année, après trois années d'ancienneté, ce qui représente deux semaines de congé payé. Mais le patron peut, suivant son humeur, n'accorder qu'une semaine de congé et forcer l'employé à travailler pendant la deuxième partie de ses vacances. (Dans ces conditions, la direction rétribue en argent cette période de vacances non prises...)

Le salaire d'un manutentionnaire à la chaîne avant la grève était de 3,59 dollars (18 F) l'heure plus 19 cents de rajustement dû à la hausse du niveau de la vie. Le nouveau salaire des ouvriers américains est de 4,25 dollars (21 F). Et avec la fin de la grève, tous les ouvriers canadiens ont obtenu la parité avec les salaires américains.

Sur la question de la langue, question qui était loin de faire l'unanimité parmi les grévistes, rien n'a été obtenu.

Marie DUFRESNE.

CHILI : Après deux mois de gouvernement " populaire "

DEUX mois après la venue au pouvoir d'Allende quel bilan peut-on tirer de l'expérience chilienne ? Pour les militants du Parti communiste français, cela ne fait aucun doute : le gouvernement Allende, qui comprend des ministres communistes, prend la voie pacifique qui l'achemine patiemment vers le socialisme. Les premières mesures qu'il a prises ne sont-elles pas assez éloquentes pour accréditer cette thèse ?

Il est vrai que, en deux mois, Allende a déjà eu le temps de mettre sur pied un projet permettant la nationalisation de la grande industrie du cuivre ; il a affirmé son intention d'étatiser l'industrie du fer, les mines de charbon ainsi que les banques privées et d'étendre la réforme agraire. En quoi ces mesures consistent-elles ?

Allende « s'expliquant » avec des sans-logis qui viennent d'occuper des logements neufs inhabités. (Photo U.P.I.)

Les nationalisations de l'industrie du cuivre

Pour ce qui est de la nationalisation des industries du cuivre, le gouvernement s'en explique lui-même : « **Il ne s'agit pas d'une agression contre le peuple ou le gouvernement américain ; il ne s'agit pas non plus d'une agression contre une entreprise elle-même car les indemnisations seront justes et les nationalisations se feront conformément à la loi.** » Son projet consiste donc tout au plus à accélérer la « chilianisation » du cuivre prévue par le gouvernement précédent. Ce dernier avait, en effet, conclu en 1969 un contrat de nationalisation à long terme dans les mines de cuivre avec la société Anaconda. L'accord prévoyait un rachat dans un premier temps de 51 % des actions de la filiale chilienne par le gouvernement (coût un milliard d'anciens francs payables en douze ans). La nationalisation totale ne devait être effectuée que lors d'une seconde étape après rachat de la totalité des actions. Accélérer cette nationalisation, pour Allende qui se refuse à toute expropriation, ne peut signifier qu'un endettement supplémentaire auprès... de ces mêmes compagnies américaines.

L'étatisation des mines de charbon

Quant à l'étatisation des mines de charbon de la Compagnie Lota Schwager (qui représente 50 % de la production nationale), c'est une mesure destinée à rentabiliser une entreprise qui, selon les dires même du président est « agonisante ». Il s'agirait d'accélérer l'extraction du charbon (qui doit atteindre 4.700 tonnes par jour au lieu des 3.800 tonnes actuelles) et de rendre son prix compétitif sur le marché international. Les artisans de ce miracle seraient comme toujours les travailleurs auxquels Allende ne manque pas de faire appel quand il s'agit de les faire s'activer à la tâche : « **La révolution, définit Allende, cela signifie travailler et produire davantage** ».

L'étatisation des banques privées — ne pas confondre avec leur nationalisation — ne consiste en aucun cas à supprimer les profits des banquiers. Le projet précise bien que les banques étatisées conserveront leurs statuts et traditions antérieures. Mais l'Etat exercera un contrôle sur la destination des crédits accordés aux industriels. Il pourra ainsi diriger le développement de l'économie de façon plus harmonieuse en orientant les prêts accordés aux industriels en fonction des besoins de la bourgeoisie nationale dans son ensemble et non plus en fonction des liens existants entre tel industriel et tel banquier.

La réforme agraire

Pour ce qui est de la mise en application de la réforme agraire, elle a consisté jusqu'à présent à prendre possession de soixante-deux propriétés agricoles dont l'expropriation avait été décidée sous le gouvernement précédent. Le reste viendra plus tard, prétend le gouvernement.

L'attitude de la bourgeoisie chilienne...

En fait, on le voit, il n'y a pas là de quoi bouleverser de fond en comble les structures économiques du pays. Le gouvernement Allende vise, il ne s'en cache pas, à construire une économie nationale moins dépendante de la tutelle américaine. C'est en ce sens qu'il faut comprendre ses réformes.

« Nous souhaitons parvenir à un accord avec les industriels et leur offrir un marché stable et élargi », a déclaré M. Vuskovic, ministre de l'Economie. D'ailleurs, certains capitalistes qui, pris de panique au lendemain de la victoire d'Allende, avaient retiré leurs dépôts des banques, converti leur avoir en dollars et même interrompu leurs activités, ont compris qu'ils avaient peu à craindre du nouveau gouvernement. Ils ont repris leurs affaires à un rythme presque normal, selon les dires du président de la banque centrale du Chili, bien placé pour le savoir.

... et celle des U.S.A.

Il est vrai que toutes ces réformes lèsent une partie des industriels qui manifestent leur opposition au congrès ou au Parlement. Il est vrai aussi qu'elles inquiètent quelque peu les Etats-Unis qui craignent surtout les illusions que le gouvernement Allende pourrait susciter parmi les masses chiliennes et dans le reste de l'Amérique latine. Jusqu'ici, les U.S.A. qui suivent de très près l'affaire chilienne se contentent de menaces voilées dans la presse américaine. Une intervention de leur part, soit directe soit indirecte, par l'intermédiaire de l'extrême-droite chilienne, risquerait de déclencher une réaction populaire considérable. Ils ont intérêt à attendre et à apprécier au plus juste les réactions d'Allende face au mouvement populaire.

Allende et les travailleurs chiliens

Quant aux ouvriers et paysans chiliens, ils ont dû jusqu'ici se contenter de promesses : promesses d'augmentations de salaires, de réduction de l'éventail hiérarchique, de réforme agraire.

Et ceux d'entre eux qui, en toute bonne foi, ont cru que la victoire d'Allende était la leur, ceux qui se sont alors lancés dans la lutte revendicative, qui ont fait grève, qui ont occupé les usines ou les terres, ceux-là se voient traités aujourd'hui de « comploteurs ». Ils seraient manipulés par des agitateurs d'extrême-droite. Leur impatience risquerait de tout compromettre. Alors on leur conseille d'attendre, de prendre patience et de faire confiance au gouvernement.

C'est une vieille chanson.

Allende s'est hissé au pouvoir grâce aux voix des travailleurs et des paysans auprès desquels son programme de nationalisation, de réforme agraire et de mieux-être, a suscité d'immenses espoirs. Mais maintenant que les élections l'ont porté au pouvoir, il déclare qu'il ne serait pas encore temps de passer des promesses aux actes. Et Allende de brandir devant la population impatiente le spectre de l'extrême-droite.

Pauvre gauche ! Quand la droite est au pouvoir, la gauche crie à l'exploitation et à l'oppression. Mais quand la gauche accède au pouvoir, la voilà qui abandonne la plus grande partie de son programme en faveur des masses populaires sous prétexte de ne pas réveiller l'hydre de la réaction ! Et tous ceux qui, de bonne foi, revendiquent, sont vertement tancés, quand ce n'est sévèrement réprimés, comme autant de comploteurs faisant le jeu de l'extrême-droite. Quant à l'extrême-droite, il ne lui reste qu'à attendre. Attendre que Allende et le gouvernement d'Unité Populaire se soient déconsidérés aux yeux des travailleurs et paysans chiliens lassés et découragés. Alors seulement elle pourra se permettre d'intervenir sans risquer de soulèvement populaire.

Cette farce serait tout juste drôle si le sort des seuls politiciens de gauche était en jeu.

Malheureusement, la farce de la « démocratie avancée » chilienne est sinistre, car c'est du sort et de l'avenir de tous les opprimés du pays que les « marxistes » à la Allende se jouent.

Yves DESNAUX.

Les travailleurs chiliens vont-ils patienter longtemps encore ? (Photo U.P.I.)

EN U.R.S.S. :

Les intellectuels et la

LE mouvement de contestation qui agite les intellectuels soviétiques a commencé il y a une dizaine d'années à la mort de Staline, lorsque la venue de Krouchtchev au pouvoir s'accompagna d'un début de libéralisation. Depuis, l'intelligentsia a suivi avec circonspection, puis espoir, le renouveau de liberté dans la création, et mesuré avec crainte et inquiétude les limites étroites et chaque jour plus réduites de son droit à penser dans une société qui n'accorde quelque liberté qu'à ses privilégiés.

La mort de Staline a effectivement marqué un tournant pour la société soviétique. Le dictateur tout-puissant avait concentré entre ses mains la totalité du pouvoir et sa disparition devait fatalement ouvrir une ère d'instabilité dans les hautes sphères de la société soviétique. Khrouchtchev, en arrivant au pouvoir, donnait — en critiquant Staline — la garantie qu'il ne comptait pas se servir de son pouvoir d'une manière aussi féroce que son prédécesseur.

Cette période d'instabilité semblait favorable aux intellectuels. Ce fut l'époque du «dégel». Si les critiques devaient lutter encore contre les anciens censeurs qui, dans les sciences ou dans les arts, faisaient régner leur loi, ceux-ci paraissaient sur leur défensive quand ils n'étaient pas chassés de leur poste comme le fut Lyssenko, médiocre dictateur stalinien des sciences naturelles. Malgré les oppositions qui paraissaient souvent d'arrière-garde, les intellectuels critiques bénéficiaient parfois du soutien ouvert des plus hauts dirigeants, de Khrouchtchev lui-même, tout prêts à laisser s'exprimer des dénonciations sur les camps ou sur la bureaucratie comme autant de critiques d'un passé horrible mais révolu.

C'est à cette époque que les prisons s'ouvrirent, que les procès furent révisés par milliers, les anciens accusés réhabilités, souvent à titre posthume. Certaines victimes des purges staliniennes purent dénoncer à la face du monde l'ignominie du système des camps soviétiques ; parmi eux, Soljénytsine, dans son roman « Une journée d'Ivan Denissovitch ».

Effectivement, des intellectuels se révélèrent, des cinéastes, des écrivains, des novellistes prirent part au combat, des revues se rénovèrent dont on s'arrachait les numéros. C'était le moment où malgré mille difficultés, des critiques de la bureaucratie comme « L'homme ne vit pas seulement de pain », de Doudintsev, ont pu paraître.

Mais la société soviétique est soumise à des contradictions par trop violentes pour que les bureaucrates puissent se permettre de desserrer l'étreinte sans risques. La menace de désagrégation du glacis, la montée des oppositions intérieures, la peur de voir une critique du passé poussée trop loin déboucher sur une critique d'un présent qui tardait trop à tenir ses promesses, tout cela amena rapidement le coup d'arrêt au mouvement de libéralisation.

Mais comme par ailleurs l'ensemble des couches dirigeantes n'était pas convaincu de la nécessité d'un retour à une dictature impitoyable, la politique menée fut ondoyante. Le mouvement général, néanmoins, ne fit aucun doute : les libertés se restreignaient de plus en plus et d'avertissements en sanctions, la répression n'a cessé de se durcir jusqu'à ce jour.

Ce recul, l'intelligentsia ne peut l'admettre. Pour tout intellectuel, littéraire ou scientifique, digne de ce nom, la liberté de création, de critique, de discussion est le pain quotidien. Les intellectuels ressentent d'autant plus directement les restrictions qui leur sont imposées qu'elles ont pris dans le passé des formes aberrantes. Accepter à nouveau l'arbitraire, la censure, c'est s'apprêter à connaître à nouveau des aberrations analogues.

C'est pour ne pas retrouver une période où l'obscurantisme était roi, que les Siniavski, Daniel, Soljénytsyne ont croupi ou croupissent encore dans les prisons ou les bagnes, et reprennent à leur sortie la lutte pour défendre la liberté d'expression.

Les vieilles traditions de transmission des textes interdits — la copie systématique des manuscrits, la création de feuilles volantes d'information (les

Quand les Bolcheviks étaient au pouvoir

AVANT la révolution de 1917, malgré ses écarts et son esprit frondeur, l'intelligentsia s'appuyait sur le régime tsariste et vivait plus ou moins directement de ses subsides. La révolution fut son heure de vérité. La quasi totalité des écrivains, avocats, enseignants, etc., prit parti CONTRE la révolution. Quand ils n'émigrèrent pas, ils délaissèrent les armes de la critique, leur plume et les effets de manche pour se ranger du côté des gardes blancs, à moins qu'ils ne manifestent la passivité la plus hostile en attendant des jours meilleurs...

Le jeune pouvoir soviétique aurait été bien en peine de signifier ses intentions « culturelles » à un interlocuteur qui avait pris ses jambes à son cou. Parmi les rares exceptions célèbres (dont Gorki), le grand poète Alexandre Blok salua le nouveau pouvoir sur un mode chrétien. Les bolcheviks ne s'offusquèrent pas de son mysticisme. Par contre, ses anciens amis, intellectuels délicats, ne purent supporter son salut à la révolution, et cessèrent toutes relations avec lui. Finalement, la plus grande part de l'intelligentsia émigra et ne commença à envisager de revenir que dans les années 1922-1923. Certains ne rentrèrent en Russie que sous les plus sinistres jours du stalinisme en se transformant en chantres du régime !

LES COMPAGNONS DE ROUTE

Toute une série de jeunes poètes par contre rallièrent le nouveau pouvoir, chacun à leur manière. Ces intellectuels, ces talents naissants avaient lié leur sort à la révolution, mais leurs rapports avec elle étaient souvent ambigus. Ces « compagnons de route » comme on les appelait alors (et qui n'avaient rien à voir avec les plumitifs aux ordres du régime stalinien) puisaient la plupart du temps leur inspiration dans la paysannerie russe en l'idéalisant quelque peu (Maïakovski étant parmi eux une espèce d'exception). Une bonne part de leur talent d'ailleurs venait de leur situation et de leurs aspirations sociales contradictoires. Les bolcheviks, tout en le comprenant, ne s'en formalisaient pas autrement.

En temps de révolution, les manifestations artistiques les plus valables, les plus authentiques même, ne viennent justement pas de la classe ouvrière (car sa « culture générale » est infiniment plus faible que sa culture politique), ni même des communistes. Les intellectuels (excepté l'infime minorité qui a lié son sort à celui du prolétariat) bénéficient d'une situation privilégiée et toute particulière.

Comme l'expliquait Trotsky, les intellectuels « outre tous les avantages que leur procure leur qualification, disposent de l'odieux privilège de garder une position politique passive, plus ou moins marquée de sympathie à l'égard d'Octobre. Il n'est pas surprenant qu'ils donnent de meilleures images de la Révolution — même si elles sont plus ou moins déformées — que le prolétariat, occupé à faire la révolution ». *C'est peut-être « injuste » mais ce serait faire preuve de l'obscurantisme le plus mesquin que de ne pas reconnaître cet état de fait.*

C'est la raison pour laquelle les bolcheviks furent si attentifs aux « compagnons de route », malgré leurs limites, leur instabilité et leurs oscillations. Parce qu'en dehors d'eux, c'était le désert culturel.

LA POLITIQUE DU PARTI BOLCHEVIK EN ART

Paradoxalement, les premières manifestations de mauvaise humeur de Lénine vis-à-vis d'un courant littéraire apparurent en 1920 à propos de la tendance des « proletkult » (des cercles de culture prolétarienne) qui prétendaient bâtir un art prolétarien. Cette tendance menait une polémique virulente contre les écoles rivales (futuristes, imaginistes, etc.) et tous les compagnons de route en général. Elle tenait à ce que le parti consacre ses thèses et, en quelque sorte, l'élève au rang de tendance culturelle « officielle ». En octobre 1920, avait eu lieu le congrès des Proletkult où l'on reniait hardiment toute la culture passée et autres « vieilleries ». Lénine, comme d'autres dirigeants bolcheviks (dont Trotsky) avait un sentiment trop aigü de l'inculture du peuple russe, de sa « barbarie asiate » pour ne pas apprécier à sa juste valeur l'héritage culturel du passé. En 1920, les défenseurs de la « culture prolétarienne » étaient essentiellement des intellectuels révolutionnaires qui voulaient accomplir les tâches du prolétariat de manière accélérée et... derrière son dos en somme.

En matière culturelle, les bolcheviks furent très circonspects. Trotsky, chargé de mener la polémique vis-à-vis des « proletkult », refusait, comme Lénine, d'entériner une des multiples tendances littéraires qui s'affrontaient, quelles que fussent ses sympathies personnelles. « L'Art et la Science ne sont pas des domaines où le Parti est appelé à commander » *rappelait-il.* « Il accorde sa confiance aux groupes qui aspirent sincèrement à se rapprocher de la révolution et encourage ainsi leur production artistique. Il ne peut pas se placer sur les positions d'un cercle littéraire. Il ne le peut pas, et il ne le doit pas ».

Vladimir Maïakovski : il se suicida dans les premières années du régime stalinien. (Photo Viollet).

LES DIFFICULTES DE LA REVOLUTION MENACEE

Si le devoir des révolutionnaires est de favoriser (comme jamais ne l'a fait la société bourgeoise) toutes les manifestations culturelles, l'époque révolutionnaire elle-même est peu propice aux manifestations artistiques. Toutes les forces actives du prolétariat sont concentrées dans la politique et dans la lutte révolutionnaire.

Le reste est repoussé au second plan. Tout ce qui gêne est impitoyablement piétiné. Aussi n'est-il pas question de transformer la période révolutionnaire en un conte bleu. Pendant la guerre civile et après, la censure existait ; où faire parfois la différence, en de telles circonstances, entre le « poème » et l'appel éventuel à la désertion ? Plus le pouvoir soviétique est menacé, plus la dictature du prolétariat ressemble à un régime militaire révolutionnaire. En pleine famine, le pouvoir soviétique devait faire un choix dans les priorités de l'édition.

Ce qui implique forcément une limitation de la liberté d'expression que le pouvoir prolétarien se doit pourtant d'assurer pleinement. Et dans le domaine si fragile de l'art, les dirigeants bolcheviks avaient particulièrement conscience des difficultés de la révolution, qui permettait sans doute l'avénement d'une société nouvelle, mais avec de gros sabots boueux qui écrasaient hélas beaucoup de fleurs sur leur passage.

Et pourtant, malgré ces limites dues à l'arriération de la Russie et à l'isolement de la révolution, la dictature prolétarienne sut, dans les pires conditions, insuffler et faire vivre un foisonnement d'écoles et de tendances artistiques nouvelles, que la plus « démocratique » des « démocraties bourgeoises » peut lui envier. La révolution faite, les tâches les plus difficiles, les plus délicates attendent les révolutionnaires et en premier lieu les communistes.

Mais les dirigeants révolutionnaires auraient alors estimé criminel de faire de leurs insuffisances ou de leur impuissance des principes « socialistes ».

Les révolutionnaires, au pouvoir ou non, n'ont que faire de maquillage. Ils ont besoin de talent, de sincérité et d'honnêteté absolue.

Les bolcheviks en avaient une conscience particulièrement aigüe. Lénine était de ceux qui savaient préconiser la lecture et la publication du livre d'un émigré anti-soviétique, d'un garde blanc (Pravda, *novembre* 1921), *un porte-parole de l'ancienne Russie, pour la seule raison que son livre pourtant partial était plein d'enseignements, qu'il avait du talent* « et qu'il faut encourager le talent». *C'était le même Lénine qui déclarait en* 1922 *à un congrès de métallurgistes, avoir éprouvé un très vif plaisir à la lecture d'un poème de Maïakovski intitulé : « Ceux qui ne font que siéger » dont voici quelques vers :*

« Insomnieux
« Après un tel échauffement de l'esprit :
« O, gens,
« Ne convoquez plus qu'une seule [réunion
« Ordre du jour :
« Les supprimer toutes ! »

Voilà le genre de talent satirique dont avait besoin le pouvoir soviétique et que le stalinisme ne put supporter.

Huguette CHEVREAU

a lutte pour la liberté

Samizdat — ont ressurgi. Dans les cas extrêmes, des formes ouvertes d'opposition politique se sont manifestées : tentatives de distribution de tracts, manifestations sur la place Rouge, publications de manifestes.

Dans quelle mesure ces mouvements extrêmes sont-ils représentatifs à la fois de l'intelligentsia soviétique et de la société russe ? Il est difficile de le dire. Mais l'audace des tentatives, les réactions embarrassées et les reculs des autorités laissent penser que sur le problème de la défense des quelques libertés qui ont été acquises, un courant d'opposition réel existe.

Il n'est, par contre, pas possible de savoir dans quelle mesure cette opposition risque actuellement de se conjuguer avec les diverses oppositions nationales (celle des Juifs soviétiques entre autres) ou avec le mécontentement des travailleurs soviétiques. Ce qui est certain, c'est que la bureaucratie craint avant tout que cette liaison ne s'effectue. Et cette perspective lui paraît suffisamment dangereuse pour qu'elle s'alarme, si modestes et si mesurés soient les objectifs des intellectuels.

En effet, sortis de la revendication générale du droit à la libre création, les intellectuels soviétiques, pour les textes qui nous parviennent tout du moins, semblent étonnamment modérés dans leur opposition politique. Une partie importante des opposants, en particulier les intellectuels les plus prestigieux, semblent se satisfaire d'un mysticisme, bonne part cmfhyp cmfhyp cmfhyp cmfhyp cmfh au mieux d'un humanisme individualiste, qui exprime pour une bonne part le découragement, le peu de foi dans les luttes sociales et la volonté de repli sur soi-même. Cette attitude des « libéraux » se combine parfois avec un grand courage personnel et des volontés réformatrices certaines, donc avec une intervention politique limitée. Manifestes, pétitions, protestations publiques sont l'essentiel des moyens employés. Le manifeste politique du père de la bombe H soviétique, Sakharov, la commission des droits de l'homme qu'il a fondée participent de cet esprit. Il s'agit d'imposer dans les faits les libertés reconnues par la constitution soviétique et d'en appeler au bon sens des autorités pour les convaincre qu'elles font fausse route. Pour éviter que le système ne stagne, expliquent les scientifiques et les économistes, laissez libre cours aux inventions. Pour que notre pays garde sa renommée en littérature, expliquent les écrivains, laissez libre cours à l'imagination.

Ces réactions ne peuvent évidemment convaincre la bureaucratie qui a bien plus de sens politique que ses opposants de bonne volonté.

Cette opposition, en tout cas, si gênante soit-elle, pour les autorités, vient pour l'essentiel des intellectuels qui, privilégiés du régime, au bout du compte l'admettent pour l'essentiel. Seule une petite minorité présente sa lutte comme celle d'un retour aux sources pour le rétablissement de la démocratie socialiste. Le général Grigorenko, enfermé récemment en hôpital psychiatrique, est de ceux-là.

L'avenir des relations entre les intellectuels et le régime s'annonce sous un jour plutôt sombre. Le procès de Léningrad où les deux condamnés n'ont échappé à la mort que pour des raisons de politique extérieure, laisse présager que le retour aux fusillades de jadis n'est plus à exclure.

Si ce durcissement se produit, comme tout le laisse craindre, même s'il est quelque peu retardé, les intellectuels soviétiques n'auront bientôt plus le choix qu'entre la soumission et un combat sans merci. Mais malgré leur faiblesse numérique, les intellectuels russes ne sont pas impuissants, leurs traditions de lutte sont là pour le prouver. Les combats qui ont eu lieu et ceux plus durs qui s'annoncent portent en eux la promesse de la sélection possible d'une avant-garde d'intellectuels qui sache trouver le chemin des masses et de la révolution comme l'ont fait leurs prédécesseurs du début du siècle.

Véronique DESNAUX.

Staline coryphée de la science

APRES la relative liberté dans les domaines littéraires, artistiques et scientifiques des premières années de la révolution — liberté limitée par les données objectives, la misère, la guerre civile, et non par la volonté des dirigeants — ce fut là comme dans tous les autres domaines « le crépuscule de boue et de sang » imposé par la bureaucratie stalinienne.

Au début, la dictature ne s'attaque aux idées que pour des buts politiques : il s'agit d'empêcher les opposants, et d'abord ceux de gauche, de s'exprimer. Mais, très vite, elle étend son emprise à toute la production intellectuelle, et le parti, ou plus exactement les hautes sphères du parti, ou plus exactement encore leur maître Staline, non seulement censurent et interdisent, mais en viennent bientôt à imposer les critères de leur choix.

En littérature comme en art, le « réalisme socialiste » est mis à l'honneur. Les artistes et les écrivains sont censés avoir pour mission d'éduquer les travailleurs dans l'esprit du socialisme. En fait, cela signifie chanter les louanges de Staline. Dans l'atmosphère pervertie du stalinisme qui, au nom du communisme, de la classe ouvrière et du marxisme mène une politique qui tourne le dos à l'idéal du communisme, renie les principes fondamentaux du marxisme, abandonne les intérêts de la classe ouvrière, les mots perdent tout sens et se transforment en leur contraire. On somme écrivains et artistes de donner un « tableau exact » de la société et les voilà obligés de décrire une société idéalisée, toute à l'honneur des bureaucrates, société qui n'a rien à voir avec la réalité faite de terreur, de misère et d'efforts.

On exige des intellectuels qu'ils se transforment en agents de propagande de Staline, de la grandeur de l'Etat soviétique et de la production. C'est le règne de « l'optimisme de commande » comme l'a écrit plus tard Siniavski.

On ignore tout ce qui rappelle le retard de l'URSS et les vrais problèmes, que la bureaucratie est bien incapable de regarder en face, parce qu'incapable de les résoudre. Pour les masquer, ont fait bientôt appel aux préjugés, au nationalisme, au chauvinisme que l'on cultive par tous les moyens même les plus grossiers. La Russie, non seulement soviétique mais aussi tsariste, devient la terre de tous les progrès : la découverte du principe de l'énergie est attribuée à un savant russe du dix-huitième siècle, Lomonosov ; les machines textiles, la radio, le téléphone, l'avion, deviennent autant de découvertes russes.

Mais en matière scientifique, réécrire l'histoire ne suffit pas. Staline et son grand prêtre des Affaires culturelles, Jdanov, interviennent et tranchent dans toutes les discussions scientifiques, au nom du marxisme bien sûr.

Sont condamnés ainsi la mécanique ondulatoire, la physique nucléaire, la cybernétique et la psychanalyse, toutes œuvres de savants « bourgeois », donc entachées, paraît-il, d'un point de vue de classe erroné. Les savants, chercheurs, médecins qui défendent ces théories sont déchus de leurs fonctions, perdent leurs postes, quand ils ne sont pas envoyés en camp de concentration, à moins qu'ils n'abjurent et reconnaissent la théorie officielle à temps.

Inutile de dire que la production intellectuelle dans ces conditions, ne fait pas date dans l'histoire de l'art et de la littérature et même dans toutes les branches scientifiques qui ont eu le malheur de voir Staline et ses sbires s'intéresser particulièrement à elles. Les intellectuels restés en place, ceux qui reçoivent privilèges et décorations, ceux qui « **se sont faits de la servilité un ressort, du reniement de leurs propres principes un jeu pervers, du faux témoignage une habitude et de l'apologie du crime une jouissance** » (André Breton et Diego Rivera dans « **Pour un art révolutionnaire indépendant** »), ne sont précisément pas ceux qui se distinguent par leur esprit créateur et leur talent. Et c'est dans les camps, dans les prisons et dans les cimetières que se trouve la véritable intellitgentsia de l'époque. Ceux qui restent se sont transformés en fonctionnaires, appointés par le régime et prêts à avaler toutes les couleuvres.

On a pu se demander quelles raisons avaient poussé le régime stalinien à de telles aberrations.

On comprend assez bien pourquoi une dictature tient à surveiller la presse, voire toute production littéraire, afin d'éviter la critique et d'étouffer la voix des opposants. Mais pourquoi était-il donc nécessaire d'imposer aux savants et aux chercheurs en linguistique ou en biologie des théories que toutes les recherches contemporaines condamnaient, qui ne pouvaient qu'entraver tout progrès et donc en définitive nuire au pays. Qu'est-ce que cela apportait à la couche dirigeante ? Pourquoi toute la bureaucratie, qui n'était certainement pas composée que d'aigles mais qui ne comptait tout de même pas dans ses rangs que des abrutis et des dégénérés, a-t-elle accepté sans sourciller que les préjugés imbéciles de Staline deviennent les règles théoriques qui devaient régenter toute la vie intellectuelle du pays.

Toute dictature a sa logique propre. Remettre le pouvoir, tout le pouvoir à un homme signifie forcément lui donner tout pouvoir pour imposer ses préjugés, ériger sa bêtise en dogme. De ce point de vue, la bureaucratie qui avait élevé au pouvoir suprême « la plus parfaite médiocrité du parti » ne pouvait s'en prendre qu'à elle-même. C'est ainsi que jadis les patriciens romains durent accepter de voir l'empereur Caligula remettre la dignité de consul à... son cheval. Ou bien encore que le dictateur haïtien Duvalier, adepte du Vaudou, peut ordonner d'abattre tous les chiens de son île parce qu'il est persuadé que ses ennemis prennent, pour l'approcher, la forme canine.

Mais si la bureaucratie russe a accepté docilement les caprices de Staline, dont la conduite semblait de plus en plus aberrante au fur et à mesure qu'il vieillissait, ce n'est certainement pas par simple impuissance, parce qu'elle était incapable de se débarrasser du maître que jadis elle s'était donné. C'est d'abord parce qu'elle était convaincue que sa dictature totale, en tous les domaines, était nécessaire, que ce qui semblait aberration pure était politiquement justifié.

Un exemple de la peinture « réaliste socialiste » : la prise d'un tank à Kohovka. (Photo Viollet).

Et, du point de vue de cette bureaucratie cela l'était. Pour asseoir son emprise, elle avait dû mentir aux masses russes, falsifier l'histoire, la réécrire non seulement pour effacer la trace, le rôle et les idées des opposants révolutionnaires, mais aussi pour cultiver les préjugés de ces masses russes.

Et pour que l'évidence des mensonges et de la gigantesque imposture du régime n'éclate pas, il devenait nécessaire d'empêcher toute critique, c'est-à-dire toute possibilité de discussion. C'est la méthode scientifique même, qui a pour base la recherche de la vérité, qui devenait l'ennemi du régime. C'est ainsi que Staline devint, seul, habilité à trancher de tout dans tous les domaines, un seul critère faisant prime sur tous les autres, celui des nécessités politiques immédiates du pouvoir bureaucratique. C'était absolument nécessaire pour préserver les privilèges des parvenus qui avaient évincé la classe ouvrière et confisqué sa révolution à leur profit.

Sylvie FRIEDMAN

LA PRÉPARATION DES ELECTIONS MUNICIPALES

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières, **dans son numéro 502, ne consacre pas d'article précis à cette question, mais on peut lire, sous le titre** « La voie de l'unité, la voie de la victoire » :

Les élections municipales pourraient représenter une étape dans la mobilisation de la classe ouvrière et de ses organisations unies. Le gouvernement cherche à éviter une débâcle électorale face au Front Unique Ouvrier qui pourrait, comme le référendum du 27 avril l'atteste, entraîner sa chute comme la majorité des « Non » a amené le départ de De Gaulle.

Mais pour qu'une telle perspective se matérialise, ou plutôt si les dirigeants des organisations et, en particulier, ceux du P.C.F., faisaient leur cette perspective — la seule qui mettrait un coup d'arrêt à la vie chère et au chômage — il leur faudrait reconsidérer toute une tactique marquée de l'électoralisme le plus plat.

Alors, sur une telle politique, la préparation des élections municipales se combinant à la lutte contre le patronat et l'Etat, permettrait d'amorcer les changements qui s'imposent et qui tous se résument à substituer au gouvernement du Capital, le gouvernement des organisations ouvrières.

tribune socialiste

Tribune Socialiste **du 14 janvier accorde une place importante aux municipales de mars 1971 en publiant la plate-forme du P.S.U. On peut y lire dans la partie consacrée au** « rôle des municipalités » :

Le fait que des membres du P.S.U. aient ou auront des responsabilités dans les municipalités n'a de signification que dans la mesure où ils les mettent au service des travailleurs. Cela veut dire d'une part que nous devons faire des municipalités des centres de soutien aux luttes populaires, en précisant comment ; mais, d'autre part aussi qu'il faut s'efforcer, en allant jusqu'à la limite du possible, de les gérer de façon à répondre aux besoins des travailleurs.

Mais dans le même temps, nous soulignons que les municipalités qui ne font que de la gestion comme c'est hélas trop souvent le cas, y compris pour les municipalités ouvrières, sont déjà largement intégrées par le système.

Les municipalités doivent être des points d'appui pour les luttes des travailleurs, en les mobilisant contre les limites que le système fait de plus en plus durement ressentir aux collectivités locales, en cherchant avec eux les points de rupture allant, s'il le faut, dans des circonstances exceptionnelles et bien choisies, jusqu'à sortir de la stricte légalité, afin de mieux faire éclater les contradictions du système.

rouge hebdomadaire d'action communiste

Dans son numéro du 18 janvier, Rouge **écrit notamment, dans son éditorial :**

Il est pourtant indispensable, qu'en pleine connaissance de cause les révolutionnaires puissent intervenir là aussi. Pour cela, le problème de leur présence juridique en tant que candidats est secondaire. Elle est conséquence aujourd'hui de leur importance numérique et donc de leur implantation, c'est-à-dire encore bien faible par rapport aux tâches dont ils ont la responsabilité.

Les cas où la Ligue Communiste aura des candidats ne pourront donc être qu'exceptionnels.

Mais leur présence se comptera autrement : par une intervention centralisée, à l'occasion des municipales, sur tous les problèmes que pose ce genre d'élections.

Les positions nationales seront diffusées prochainement par une plate-forme de la Ligue. Celle-ci marquera également les priorités : notre travail dans ces élections ne doit être qu'un relais momentané de nos autres activités essentielles et minoritaires.

L'intervention de la Ligue consistera à les faire connaître plus largement, et non à les masquer en entrant dans le jeu de la réforme municipaliste : s'appuyer sur notre campagne en faveur de la démocratie ouvrière, et pour le succès des luttes sur des mots d'ordre combatifs, afin d'amener par là les travailleurs conscients à comprendre que les municipalités devraient être aussi un outil et non un frein de leur combat quotidien contre l'exploitation capitaliste, au nom de l'« unité » d'une gauche qui n'existe plus que dans les rêves réformistes de la direction du P.C.F.

— Dénoncer les conditions concrètes d'existence de la population, ses conditions de travail, de transport, de logement ; montrer que c'est un problème d'ensemble, qui ne peut pas être résolu dans le cadre d'une municipalité, mais qui se pose au niveau politique et qui ne sera résolu que par les travailleurs eux-mêmes.

— Avancer l'idée du contrôle des travailleurs sur la gestion, par l'intermédiaire des comités d'usagers, de locataires, tout en fixant les limites inévitables de ces comités dans le cadre du système actuel.

— Montrer comment une municipalité ouvrière pourrait intervenir pour soutenir systématiquement les luttes ouvrières, non seulement financièrement mais aussi politiquement.

— Révéler à partir des scandales locaux la logique d'un système qui conduit à parquer les étrangers, à enfermer les vieux dans les « manoirs »,

constituent les axes d'une telle activité, volontairement limitée comme l'a décidé le Comité central de la Ligue.

UN NOUVEAU JOURNAL DANS LA PRESSE D'EXTRÊME-GAUCHE

DES OUVRIERS CRITIQUENT "LE CERCLE ROUGE" J'ACCUSE 2F

La presse d'extrême-gauche vient de s'enrichir d'un nouveau mensuel, J'ACCUSE, **vendu 2 F et dont le premier numéro est daté du 15 janvier 1971.**

Dans son éditorial : « La France, c'est son peuple », **on peut lire :**

En mai-juin 1968, tout ce que ce pays compte de réactionnaires s'est mobilisé pour casser l'alliance nouvelle des ouvriers et intellectuels.

Aujourd'hui, ouvriers, paysans, intellectuels, femmes, jeunes se rejoignent. Ils ne se reconnaissent pas dans la fameuse « majorité silencieuse ». Ils ont appris à se comprendre, ils se savent victimes de la même manipulation.

La vérité est que le peuple fait tant de bruit, cet hiver, que même le gouvernement hésite à l'affronter. Le directeur de Ferodo a demandé au préfet de lui envoyé la police : le préfet a refusé. A Nanterre, Foyer a demandé au ministre Guichard de lui envoyer la police : Guichard a refusé.

Aujourd'hui, les révoltes contre des lois trafiquées, des administrations complaisantes, des dirigeants sans scrupules, font peur au pouvoir. Il essaye de nous glisser qu'il y a deux France, deux vérités, deux libertés : la bonne et la mauvaise. Mais nous sommes trop sûrs de notre peuple et de l'Histoire qu'il raconte face aux forces de la réaction.

Il n'y a pour nous qu'une France, qu'une liberté. Il n'y a qu'une vérité.

L'AVENIR DE L'EXTRÊME-GAUCHE

TOUT ! 1

CE QUE NOUS VOULONS : TOUT !

QUINZOMADAIRE - 23 SEPT. 70 - 1 F - N° 1

TOUT ! **du 10 janvier 1971, journal de style quelque peu hippy, écrit dans un article intitulé :** « Pour faire la révolution : il va bien falloir se débarrasser du gauchisme. »

Piétinement, creux de vague ou « période de reflux », le « gauchisme » marque le pas en France ; ce ne sont pas quelques manifs réussies qui y changeront grand-chose. Pourtant, dans le monde entier, le mouvement révolutionnaire de la « nouvelle gauche » extra-parlementaire devient un fait politique indélébile ; bourgeois et impérialistes, tout comme les vieux partis « communistes » et syndicats, doivent maintenant compter avec un jeune mouvement révolutionnaire qui trouve un formidable appui idéologique et politique dans les mouvements de libération nationale du monde entier et dans le développement tumultueux et créatif du socialisme en Chine populaire.

Mais en France, après en avoir tiré bon nombre d'enseignements et de principes pour tenter de donner une suite au mouvement de Mai, nous nous trouvons maintenant confrontés au problème resté entier de faire la révolution dans une métropole impérialiste « avancée ». Après avoir rejeté plus ou moins complètement les « solutions » du P. « C. » F. Tout reste à inventer ou même à comprendre tout simplement. Le marasme des groupes comme les difficultés des « inorganisés » ne sont pas imputables cette fois aux différends entre groupuscules, à une répression trop inattendue ou à un « style de travail » dissolu ou inadapté.

Le gauchisme crève d'être gauchiste, c'est-à-dire marginal, **simpliste,** anachronique, malgré sa formidable vivacité, et en fin de compte, non « crédible » et stérile.

échos des entreprises

CONDITIONS DE TRAVAIL

c'est le bagne

● *KREMA-HOLLYWOOD* (*Montreuil*). — Chez Hollywood, une ouvrière qui reprenait le travail après avoir subi récemment une opération chirurgicale, s'est évanouie à son travail.

Cela n'a rien d'étonnant : le travail habituel est déjà difficile quand nous sommes bien portantes. Il dépasse les forces d'une convalescente.

Mais surtout, ce qui est inadmissible, c'est qu'on croirait que certains chefs s'ingénient à donner le travail le plus pénible à celles qui le supportent le plus difficilement, qu'il s'agisse des convalescentes ou des plus âgées.

L'ouvrière en question devait fournir les machines, et chacun sait comme cela nous oblige à courir.

Qu'espèrent donc ces chefaillons en prenant une telle attitude ? Ce n'est pas en nous traitant comme des galériens qu'ils seront mieux vus de la direction, car nous ne sortirons pas plus de chewing-gums ; en revanche, tout ce qu'ils peuvent y gagner c'est une haine solide de la part des travailleuses.

Organisation « scientifique » du travail ?

● *M.A.I.F.* (*Paris*-14e). — Vendredi 8 janvier les Ets Faber ont livré à la M.A.I.F. des panneaux d'ameublement « Polirey ».

Cette livraison s'est effectuée dans la rue, le camion du fournisseur transbordant son chargement dans une « estafette » toute neuve de la Caisse avec le concours de deux collègues.

Pourquoi ? Tout simplement parce que le parking souterrain, trop bas de plafond ne permet pas aux camions d'y pénétrer.

Déjà, il y avait eu un fâcheux précédent, un petit camion livrant des rames de papier n'avait pu ressortir, car, une fois libéré de son chargement, sa suspension s'était réhaussée et il touchait le plafond ! Il avait fallu le recharger pour qu'il puisse ressortir.

Et pourtant, il y en a eu des architectes, des ingénieurs et des techniciens en tout genre y compris ceux de la M.A.I.F. Et la direction, elle aussi, s'était livrée à des tas d'études.

Et dire que tout ce monde là est censé nous diriger !

S.N.C.F. : on ne contrôle pas le matériel...

● *S.N.C.F.* (*Dijon*). — Les visiteurs qui sont en principe chargés d'assurer la sécurité des voyageurs et de vérifier le bon fonctionnement des organes de roulement des trains en général, sont — proportionnellement au trafic — de moins en moins nombreux, et ils n'ont souvent pas assez de temps pour terminer leur travail.

De sorte qu'il arrive souvent qu'un train de voyageurs reparte avant que la visite soit terminée. En cas d'incident, de toute façon, la S.N.C.F. trouvera facilement un coupable : le visiteur.

Davantage de travail pour les cheminots, moins de sécurité pour les voyageurs : voilà « l'organisation » selon la S.N.C.F...

... mais on surveille les travailleurs

● *S.N.C.F.* (*Paris-Sud-Ouest*). — La direction met tout en œuvre pour gérer le chemin de fer d'une façon économique. Jugez plutôt :

Après avoir supprimé les hommes d'équipe qui faisaient les sorties dans les gares, après avoir imposé le contrôle aux chefs de train, même pour les trains bagagistes, elle trouve que les voyageurs ne sont pas suffisamment contrôlés. Et, par mesure d'économie, sans doute, elle nous envoie toute une bande de chefaillons dûment qualifiés qui se promènent à longueur de journée pour vérifier si les agents effectuent bien le contrôle des voyageurs.

Mais toutes les manœuvres de la direction et des créatures qui la servent ne changeront rien. Nous n'irons pas plus vite et leurs demandes d'explication seront inefficaces.

L'ENVERS DU DÉCOR

bonne année façon Flambo

● *FLAMBO* - (*Vierzon*). — Avec la nouvelle année, les optimistes auraient pu croire que la direction de Flambo laisserait percer de bonnes résolutions. Mais c'était là croire au père Noël ! Pour notre patron, les bonnes résolutions existent peut-être pour les autres, mais sûrement pas pour lui.

Et, fidèle à sa ligne de conduite, il a envoyé à plusieurs ouvriers, en guise de bons vœux, des lettres recommandées. C'est peut-être devenu une maladie chez lui. Dans ce cas, ça se soigne.

Mais c'est peut-être tout simplement l'ignorance des bons usages. Auquel cas il faudrait lui dire que s'il tient absolument à se rappeler à notre bon souvenir dès le début de la nouvelle année, il pourrait le faire par une augmentation générale, ce serait mieux apprécié, et tellement plus sympathique !...

comme à l'armée

● *C.I.T.* - (*Paris-5e*). — A l'armée, puisqu'il faut bien occuper les gars, on donne systématiquement le matériel le plus rudimentaire pour les corvées et on méprise les innovations.

A la C.I.T., dans certains cas, c'est la même chose. C'est le cas d'un bac à ferraille qui, contrairement aux autres cuves, est fixe. Les détritus sont jetés dans ce bac en ciment. Ensuite des camarades doivent les évacuer dans une benne de camion à la pelle, à la fourche et à la main quand c'est trop lourd.

On pourrait aisément la remplacer par une cuve surélevée se déversant dans un camion ou par une benne amovible.

Mais ce serait trop cher pour une entreprise qui augmente chaque année de 20 à 30 pour cent les bénéfices distribués à ses actionnaires.

l'époque de Zola n'est pas morte

● *THOMSON-C.S.F.* (*Bagneux*). — Depuis plus de dix ans, les travailleurs de l'Alsacienne (entreprise de nettoyage) qui sont plus d'une cinquantaine à Bagneux ont un bureau du personnel. Cherchez bien ! Ce n'est pas au premier étage, dans un bureau à moquette, non ! Il s'agit d'un débarras sous l'escalier du bâtiment 2, où habituellement dans les autres bâtiments se trouvent des poubelles ou des déchiqueteuses. Et bien là, deux personnes travaillent sans chauffage bien entendu. Le radiateur est dans le couloir, et s'ils veulent se chauffer, il faut ouvrir la porte du débarras, ce qui permet de profiter de tous les courants d'air avant d'avoir un peu de chaleur.

On savait que la direction de la Thomson était près de ses sous (et des nôtres), mais de là à « offrir » un bureau qui ne ressemble même pas à une niche à chien à deux employés sous prétexte qu'ils ne sont pas de la Thomson, il y a de quoi mordre !

Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand : un taudis

● *CENTRE HOSPITALIER REGIONAL* (*Clermont-Ferrand*). — Récemment, en entrant dans la salle de cours d'électro-radiologie, aménagée dans les combles de l'Hôtel-Dieu, on avait la surprise de recevoir de la pluie sur la tête et de marcher dans une énorme flaque d'eau : une fuite s'était formée dans le plafond et grandissait assez rapidement. Ceci était dû au dégel.

En plus, il faut dire qu'habituellement, il nous est interdit de fumer pour des raisons de sécurité : les conduites de gaz qui passent dans cette salle sont vieilles.

Peut-être le directeur réagira-t-il quand son bureau sera inondé (il se trouve juste en-dessous).

INSÉCURITÉ

la cascade des accidents continue

● *WESTINGHOUSE* (*Sevran*). — Décidément la liste des accidents s'allonge à un rythme particulièrement rapide ces derniers temps mais gageons que cela n'empêchera pas la direction d'être toujours aussi satisfaite d'elle-même en ce qui concerne la sécurité.

Pourtant un intérimaire est tombé d'un échafaudage au W.A. Et c'est vraiment un heureux hasard que notre camarade se soit relevé indemne.

Un autre camarade a été très gravement brûlé au bras par un arc à souder.

En fait c'est à chacun d'entre nous que la direction, à cause du manque de sécurité, de l'exiguïté des locaux, à cause des cadences qu'elle nous impose, fait courir le risque d'être estropié à vie en venant travailler pour elle.

Pendant ce temps-là l'ingénieur de la sécurité fait son cinéma : monsieur se contente d'exposer avec éclairage approprié les ustensiles de sécurité : ça, ça ne risque pas de gêner la direction car ça ne lui coûte pas cher.

A croire que sa grosse préoccupation c'est de soigner le porte-monnaie de la direction et que le cadet de ses soucis c'est... la sécurité.

assassins en puissance

● *ALSTHOM* (*Belfort*). — Lundi 4, dans l'après-midi, le réseau de courant alternatif de l'usine a été coupé brutalement. L'origine de la coupure est au champ d'essais de l'atelier petites dynamos où un disjoncteur sur lequel on tirait 300 ampères a sauté.

Ce n'est pas le fait du hasard : cet appareil n'avait pas été entretenu depuis une bonne dizaine d'années. Le bain d'huile était réduit à sa plus simple expression.

La déflagration a produit un arc électrique qui aurait pu foudroyer un essayeur. Il y a même eu un début d'incendie.

Les conséquences auraient pu être plus graves encore. La disjonction de la station a occasionné l'arrêt brutal des machines. Les pièces fixées par électromagnétisme ont été brutalement libérées et projetées. On peut imaginer ce qu'il aurait pu arriver. Tout ça pour une simple négligence d'entretien.

Mais l'entretien est une chose secondaire, une perte de temps et de profit pour le patron qui préfère nous laisser utiliser le matériel jusqu'au bout au mépris de la sécurité et de la vie des travailleurs.

Attaques patronales contre le droit à l'information syndicale

L'usine en Mai. 68 (Ph. L.O.)

(Photo L.O.)

A PEUGEOT (Sochaux) :

A Peugeot (Sochaux), la direction a convoqué les représentants syndicaux C.G.T.-C.F.D.T. à peu près une semaine après la rentrée de janvier, pour les sommer d'enlever des panneaux syndicaux des tracts qu'elle jugeait politiques.

Et avant même la réponse des syndicats, un huissier a été appelé pour constater le caractère « politique » des tracts affichés :

— pour la C.G.T., un tract protestant contre le procès de Burgos, où le procès de Léningrad était cité ;

— pour la C.F.D.T., deux tracts, l'un émanant de l'Union Locale condamnant les procès de Burgos comme ceux de Léningrad, l'autre de la C.F.D.T. Peugeot, appelant à ce propos à une demi-heure de grève contre les deux procès.

La visite de l'huissier s'est vite sue, et la C.G.T. se dépêcha de retirer ses tracts des panneaux, tellement vite même, qu'elle en oubliait quelques-uns. Quant à la C.F.D.T., elle refusa.

La direction reconvoqua alors les responsables syndicaux C.F.D.T. et C.G.T., malgré la bonne volonté évidente de ces derniers à retirer ses tracts, et l'huissier les assigna au tribunal.

Devant le juge, la C.G.T. reconnut ce qu'elle appela son « erreur » et affirma : « Nous, nous les avons tous enlevés et réclamons l'indulgence du tribunal. »

Le responsable C.F.D.T., pour sa part, reconnut que s'il n'y avait pas eu toute cette histoire les tracts auraient déjà été enlevés, car ils étaient maintenant dépassés ; mais, depuis que la direction a fait du bruit là-dessus, les ouvriers sont curieux de savoir ce qu'il y a d'écrit et vont tous lire les panneaux. Alors lui, étant partisan de l'information syndicale, il est bien obligé de les laisser ! « D'ailleurs, fit-il remarquer, c'est bien ennuyeux, car il y a d'autres informations à afficher depuis et on n'a plus de place... »

Depuis, l'affaire semble aller moins vite ; à l'heure où nous écrivons, le jugement n'est toujours pas rendu et semble avoir été reporté.

Correspondant L.O.

A THOMSON-C.S.F. (Bagneux) :

LE mardi 29 décembre, lors du débrayage de protestation contre les condamnations à mort prononcées par le tribunal de Burgos, débrayage auquel avaient participé les trois sections syndicales CGT, CFDT et CGT-FO de l'entreprise, le représentant syndical CGT-FO avait pris la parole quelques instants pour dénoncer l'ignoble verdict du général Franco, et pour s'élever contre la répression anti-ouvrière, partout où elle s'exerce dans le monde.

Quatre jours plus tard, ce même représentant recevait à son domicile la lettre d'avertissement suivante :

Monsieur,

La direction a décidé de vous adresser le présent avertissement pour avoir pris la parole au cours d'un débrayage auquel vous aviez appelé le personnel à l'intérieur des bâtiments.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le chef du personnel.

Délivrer (avec ses « sentiments distingués », s'il vous plaît !) un avertissement à un responsable syndical pour la seule raison que celui-ci a pris la parole dans le cadre d'un débrayage, voilà qui illustre la conception qu'a la direction de la Thomson-CSF (Bagneux) de la liberté d'expression syndicale ! Une conception si étriquée, que les trois organisations syndicales de l'entreprise se sont, à juste titre, senties visées, et que leurs responsables sont allés ensemble protester auprès du chef du personnel afin qu'il retire immédiatement cet avertissement. Ce monsieur n'ayant rien voulu entendre, les responsables CGT-FO et CFDT, appuyés par ceux de la CGT, ont fait connaître ces faits à l'Inspection du travail.

Correspondant L.O.

AU CENTRE ATOMIQUE DU BARP (Gironde) :

VERS la mi-décembre, la section syndicale C.F.D.T. du C.E.A. du Barp, à côté de Bordeaux, a été citée devant le tribunal. Quel crime avait donc commis la section syndicale : tout simplement d'avoir affiché une lettre de protestation contre le procès de Burgos ainsi que le texte de la protestation nationale de la C.F.D.T. Mais surtout d'avoir refusé d'enlever les deux textes malgré les pressions et les menaces de l'administration.

La lettre de l'huissier n'a pas tardé : pensez donc, affichage politique sur panneaux syndicaux ! Mais devant les nombreuses réactions suscitées par ce coup de force, notamment celles de l'intersyndicale nationale, l'administration a reculé et retiré sa plainte.

En fin de compte, ce que prouve cette affaire, c'est que tous les moyens sont bons à l'administration pour tenter de mettre des bâtons dans les roues, voire briser une section syndicale qui ne lui revient pas.

Correspondant L.O.

A SAINT-NAZAIRE :

Des travailleurs mis en fiche

A L'USINE de produits chimiques « Grande Paroisse » située à quelques kilomètres de Saint-Nazaire, si les carnets de travail du 19e siècle n'existent plus, les ouvriers sans en être informés bien souvent, sont l'objet d'un classement méticuleux. Les chefs reçoivent des « fiches individuelles de notation analytique » à remplir pour chaque ouvrier sous ses ordres, dont le résultat influera bien sûr, selon qu'il sera bon ou mauvais, sur l'avancement du travailleur, sa paye, etc.

Particulièrement impopulaires, et à juste titre, ces fiches qui existent aussi, quasiment semblables, aux Chantiers de l'Atlantique, y avaient été détruites lors d'un mouvement antérieur à Mai 68. Et si en Mai elles ne le furent pas de nouveau, c'est que la direction prit soin de déménager les fichiers dans la nuit du 16 mai 68 qui précéda l'occupation.

Critères	1	2	3	4	5
Comportement personnel					
CONDUITE TENUE	Difficile à manier	Comportement laissant à désirer, exigeant de fréquents rappels à l'ordre	Quelques écarts de conduite ou de tenue appelants des observations	Conduite et tenue correctes	Comportement apprécié par les chefs et les collègues
ASSIDUITÉ EXACTITUDE	Absences anormales enlevant tout intérêt à sa collaboration	Absences en retards fréquents et peu justifiés. Absence du poste dans la journée. Collaboration incertains	Retards très rares Bonne assiduité d'ensemble Arrête son travail avant l'heure. Départ plutôt avant qu'après l'heure	Légers retards au travail Exact au départ	Pas d'absences ni de retards au travail Assiduité satisfaisante
Comportement professionnel					
VALEUR PROFESSIONNELLE	Très déficiente	Défaut de formation ou d'adaptation entraînant erreurs ou retard dans le travail	Quelques lacunes dans le travail nécessitant l'intervention du chef direct	Valeur professionnelle juste au niveau du poste	Compétence indiscutable Pas d'hésitation ni d'erreur
ACTIVITÉ RAPIDITÉ D'EXÉCUTION	Insuffisante	Lenteur d'exécution. Ne fait pas d'effort pour augmenter son activité	Rythme assez lent A besoin d'être stimulé pour augmenter son allure, se déplace de son travail	Activité normale Cherche à maintenir son rendement sans plus	Bonne activité Travaille vite Respecte les temps impartis
RENDEMENT GÉNÉRAL	Insuffisant	Médiocre	Passable	Moyen	Bon

Sur l'autre face des questions tout aussi précises sur le comportement social, la conscience professionnelle, la résistance au travail, les rapports avec les supérieurs, etc.

COMPAGNIE DES COMPTEURS (Montrouge)

DÉBRAYAGES POUR L'ETALEMENT DES VACANCES

LE jeudi 14 janvier, la Direction des Compteurs annonçait au début de la réunion des délégués du personnel que cette année l'usine fermerait trois semaines en août pour les congés payés. Cette fermeture totale de l'usine était une innovation, puisque d'habitude les congés payés étaient étalés sur les mois d'été, ce qui permettait à chacun de choisir, dans une large mesure, les dates de vacances qui lui convenait le mieux.

La réaction des délégués présents fut unanime : ils suspendirent la séance. La direction déclara alors qu'elle reverrait sa position, et convoqua une réunion pour le lendemain après-midi.

Le lendemain matin, un tract d'information, signé par les quatre organisations syndicales de l'entreprise (CGT, CGT-FO, CFDT, CGC), était diffusé. La nouvelle fut accueillie par le personnel comme elle l'avait été par les délégués : le mécontentement était grand, et beaucoup étaient prêts à débrayer si la direction ne revenait pas sur ses positions.

En fin de matinée, le chef du personnel convoquait les organisations syndicales. Il annonçait que le problème des vacances serait revu, et que dès le lundi, il réunirait les chefs de secteurs pour essayer de trouver avec eux une solution convenable pour le personnel... et pour la direction.

L'après-midi se tint une nouvelle réunion intersyndicale, qui fut le théâtre d'un beau cafouillage. En effet, alors que l'ensemble des organisations syndicales discutaient pour essayer de dégager une politique commune dans cette affaire, la CFDT, qui, à quelques semaines des élections de délégués du personnel ne tenait pas à laisser passer une si belle occasion de se mettre en vedette, sans prévenir les autres organisations de ses intentions, et sans que ses représentants quittent l'intersyndicale, diffusait, dans l'entreprise, un tract appelant à un débrayage immédiat (alors qu'étant donné l'heure, il était pratiquement impossible de toucher toute l'usine).

Les grévistes devant la direction, le lundi 18 janvier. (Photo L.O.)

Dans l'entreprise, ce fut la confusion la plus complète. Que se passait-il ? Pourquoi la CFDT appelait-elle seule, alors que le matin les organisations syndicales semblaient décidées à mener la lutte en commun ?

500 à 600 travailleurs, sur les 4.500 que compte l'usine, répondirent à l'appel de la CFDT, ce qui n'était sans doute pas négligeable, mais ce qui était de toute manière bien inférieur à ce qui était possible, comme l'avenir le montra. Et le fait le plus négatif est que nombre de travailleurs, grévistes ou non-grévistes, ayant appris les circonstances de cet appel à la grève de la CFDT, étaient écœurés.

Le comble, c'est en plus que si la CFDT adopta cette attitude irresponsable, ce fut en partie sous l'influence de militants gauchistes, désireux d'avoir « leur » grève à eux tout seuls.

Le lundi, heureusement, cette petite guerre était terminée. La CGT, la CGT-FO et la CFDT appelaient ensemble le personnel à cesser le travail à 15 heures et à se rassembler devant les bureaux de la direction, pendant que la CGC faisait savoir (ce qui n'est guère dans ses habitudes) que si la direction ne revenait pas sur sa position, elle appelerait le « **personnel d'encadrement à manifester son mécontentement dans la grève** ».

Plus de 2.000 travailleurs répondirent à ce mot d'ordre de grève (ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps dans l'entreprise). L'arrêt de travail dura tout l'après-midi, bien que la direction eut déjà fait savoir qu'elle revenait pour l'essentiel sur sa position, et qu'elle renonçait à la fermeture générale et unique de l'entreprise.

Mais les travailleurs tenaient à manifester leur mécontentement, et à montrer qu'ils ne se contenteraient pas d'un succès partiel.

Correspondant L.O.

AULNAY-SOUS-BOIS :

Les compagnies privées augmentent leurs tarifs

AULNAY - SOUS - BOIS possède une gare, mais pour circuler dans la localité même forte de plus de 70.000 habitants, il faut passer par des compagnies de cars privées. Aulnay est desservi par deux compagnies : la C.I.F. (Courriers de l'Ile-de-France) et les T.R.A. (Transports Rapides Automobiles), une troisième compagnie la STEPA venant d'être rachetée par les T.R.A.

Et si le gouvernement a ajourné la hausse des tarifs RATP et SNCF-banlieue qu'il avait prévue pour le 1er janvier, les compagnies privées, elles, ne se sont pas gênées pour augmenter leurs tarifs, en ayant reçu l'autorisation.

L'avant-veille du jour de l'an, une petite affiche orange était apposée dans les cars de la C.I.F. annonçant une hausse à partir du 3 janvier. Elle serait passée totalement inaperçue si des usagers ne s'étaient mobilisés pour diffuser un tract contre la hausse. Mais à la fin de la semaine, les gens ne comprenaient plus trop bien ce qui se passait, car si le dimanche 3 janvier le prix du billet individuel augmentait, ils achetaient leur carte hebdomadaire à l'ancien tarif et les chauffeurs ou buralistes interrogés disaient ignorer quand les cartes allaient augmenter, ce qui était sûrement vrai. La C.I.F. ne s'est jamais inquiétée d'informer les usagers, elle allait d'autant moins le faire dans ce cas où la mesure était fort impopulaire.

En ce qui concerne les T.R.A., dès dimanche 3, le ticket individuel avait lui aussi augmenté, et si les usagers avaient encore payé l'ancien tarif pour leur carte hebdomadaire, ils savaient de source sûre que c'était la dernière semaine, car le nouveau tarif de la carte était affiché dans le car.

En fin de compte, il n'y a pas eu de miracle pour les usagers de la C.I.F., car, le samedi 9 et le dimanche 10, l'augmentation du prix de la carte hebdomadaire entrait en vigueur.

Les usagers des deux lignes de car sont particulièrement mécontents de cette nouvelle attaque contre la hausse des tickets individuels et ont aussi engagé la protestation contre la hausse des cartes.

Correspondant L.O.

Une lettre de lecteurs cheminots à propos de l'accord S.N.C.F.

Dans son numéro 124, Lutte Ouvrière **a publié à propos de l'accord SNCF, un article intitulé** « Echelle immobile » **qui montre de toute évidence que son autour était inexactement informé des clauses de l'accord signé entre les syndicats et la direction SNCF. Il écrit en effet :** « Si les prix augmentent de plus de 4 %, par exemple de 9 ou 10 %, les salaires ne sont pas tenus à la même proportion. La seule obligation est que l'augmentation ne soit pas inférieur à 2 %.

Il y a là manifestement confusion sur les termes de l'accord. Celui-ci stipule d'abord que l'augmentation totale pour l'année 71 sera de 6 % (2 % au 1er janvier, 1% au 1er avril, 1 % au 1er septembre, 2 % au 1er novembre), ensuite que si l'indice officiel des prix dépasse 4% les salaires seront automatiquement relevés le mois suivant — en sus de l'augmentation de 6% déjà décidée — dans un pourcentage égal à celui de la hausse enregistrée par l'indice des 259 articles (au-dessus de 4%). Si donc la hausse de l'année était de 9 ou 10%, celle des salaires serait de 11 ou 12%. Le problème n'est évidemment pas là.

Si l'on veut critiquer cette clause d'échelle mobile ce qu'on doit souligner c'est précisément que ce rattrapage se produira au moins avec le retard dû à l'enregistrement officiel de la hausse des prix, deuxièmement qu'entre janvier et novembre, si les prix augmentent à la limite des 4 % sans les dépasser, les salaires devront attendre, et enfin et surtout que l'indice officiel retenu est plus que sujet à caution et qu'il ne reflète pas la hausse exacte du coût de la vie, en tous cas pour les petits salaires qui sont la majorité à la SNCF. Dans un autre article du même numéro, Lutte Ouvrière **soulignait d'ailleurs justement cet aspect.**

Et c'est bien là où est le marché de dupes (ou de complices) que viennent de passer les dirigeants des syndicats cheminots. Ils viennent de signer un contrat qui ne garantit rien d'autre que, avec un peu de retard, les salaires suivront plus ou moins les prix, alors que les salaires des travailleurs du rail sont parmi les bas du pays, à qualification égale et alors que la SNCF se propose de réduire son personnel de plusieurs dizaines de milliers de membres. Signer un accord dans ces conditions-là est effectivement une trahison.

Mais, pour porter, la critique des révolutionnaires ne doit pas tomber à côté, et les rédacteurs de L.O. doivent vérifier soigneusement information et réalité. C'était d'ailleurs la pratique de L.O. jusqu'ici. Nous espérons bien qu'il ne s'agit là que d'un manquement momentané et certainement bien involontaire.

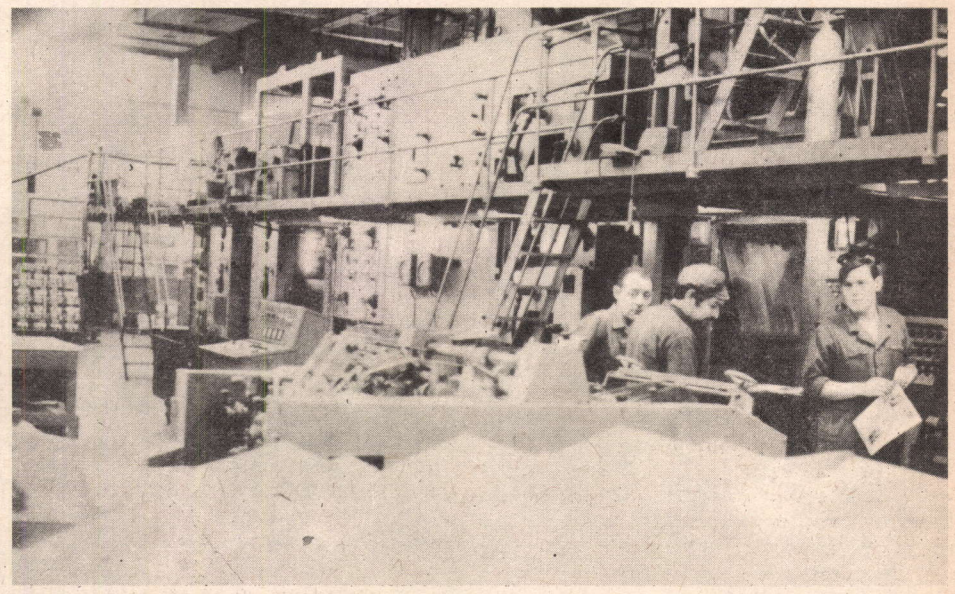
Un groupe de cheminots
Sympathisants de L.O.

LANG :

L'art et la manière d'escroquer les travailleurs

VOILA près d'un an maintenant, que les travailleurs de l'imprimerie Georges Lang, et plus exactement ceux des rotatives offset vivent dans la hantise d'être licenciés.

En effet, après avoir fait courir dans l'entreprise, les bruits les plus contradictoires quant à la situation de l'emploi, la direction affichait avant les grandes vacances la liste de cinquante-neuf travailleurs devant être licenciés le 1er janvier 1971.



Dans l'atelier Offset, aux rotatives deux couleurs. (Ph. L.O.)

Le bluff de la direction...

Lang prétextait la perte de plusieurs clients, une baisse de travail mais ce qu'il voulait en fait, c'était rentabiliser son entreprise en forçant les travailleurs à accepter des conditions de travail qu'ils avaient jusque là refusées.

Pour cela, il allait renoncer à sa réputation de patron paternaliste, et employer tous les moyens imaginables pour faire plier les travailleurs.

Il réussit rapidement à créer à l'Offset un climat d'inquiétude perpétuelle, en remaniant plusieurs fois la liste des licenciés.

Il escomptait ainsi que chaque travailleur, craignant de découvrir, un matin, son nom inscrit sur la liste, subirait plus facilement cadences, brimades et même déclassements.

Et la situation empira effectivement ; les cadences augmentant, des accidents graves se produisirent plusieurs fois. Les chefaillons, quant à eux, s'en donnaient à cœur joie.

... dans lequel marche la C.G.T.

Face à cette situation alarmante, que fit la C.G.T., pourtant si influente dans le Livre ?

A aucun moment, elle n'essaya de lutter contre les licenciements, d'organiser la riposte des travailleurs. Ses délégués se bornèrent à éplucher les petites annonces pour ceux qui se trouvaient sur la liste noire.

Où étaient passés les permanents de Blanqui, ceux qui venaient si souvent nous voir pendant la dernière grève, en mai 70, pour dénoncer les provocateurs gauchistes ?

Ils avaient apparemment disparu. Un des seuls qui daigna se déplacer, eut le cynisme de nous dire que la liste n'était pas définitive, insinuant par là, que chacun pouvait encore espérer être épargné au détriment de son voisin, et déclara que de toute manière, « un licenciement vaux mieux qu'un mauvais déclassement ».

Au fil des jours, la démoralisation grandissait parmi nous. De nombreux camarades partirent avant d'attendre l'échéance, les autres attendaient avec appréhension. Les syndicats n'avançaient plus la moindre revendication.

Les syndicats, avocats de la solution patronale

Le 24 novembre, la C.G.T. et la C.F.D.T. nous réunissaient enfin. C'était pour que nous nous prononcions sur une proposition patronale.

La direction annonçait qu'elle acceptait de reculer la date des licenciements, à condition que nous nous engagions :

— à venir travailler avec un système d'horaire décalé (certaines équipes travaillant du lundi au vendredi inclus et d'autres, du lundi au samedi inclus), ce qui signifiait que, dorénavant, les heures du samedi ne seraient plus comptées en heures supplémentaires ;

— à former une équipe volante, composée de rotativistes acceptant d'être déclassés (sans perte de salaire) chaque fois que cela arrangerait la direction.

Ce « compromis », où la direction nous demandait de prendre des engagements précis tandis qu'elle n'en prendrait finalement aucun sur la garantie de l'emploi, fut repoussé le jour même par les travailleurs de l'entreprise à une forte majorité.

Il apparaissait encore plus clairement maintenant que le patron exerçait un chantage sordide, et qu'il pouvait parfaitement reclasser les dix-huit travailleurs qui restaient sur la liste s'il le désirait.

Malgré cela, la C.G.T. présentait cette escroquerie comme un compromis avantageux pour nous, et allait même jusqu'à nous reprocher notre égoïsme et notre manque de solidarité à l'égard des camarades sur le point d'être licenciés.

Tant et si bien, que le 23 décembre, le même accord, représenté par les syndicats, fut finalement accepté à une très faible majorité.

La réponse des travailleurs

L'amertume est grande parmi nous, la duperie est flagrante. Sept travailleurs seront tout de même licenciés en mars et rien n'est réglé, le problème des licenciements risque de se reposer très prochainement.

Mais la semaine dernière, quand la direction satisfaite, a demandé des volontaires pour venir travailler en heures supplémentaires le samedi ou le lundi, elle s'est heurtée cette fois à un refus général. Un vote organisé par les délégués a montré que 60 % des travailleurs étaient dorénavant contre les heures supplémentaires, et cette semaine, pour la première fois, personne ne s'est inscrit sur la liste des volontaires.

Correspondant L.O.

CLERMONT-FERRAND :

Lutte contre les cadences chez Michelin

MERCREDI 13 janvier, les brosseurs de DL 2 à La Combaude décidaient d'entamer une action contre les cadences : au lieu de faire 2.000 points par jour, on n'en ferait plus que 1.700.

Depuis quelques temps, « ça couvait » ; la production, fixée primitivement à 1.600, n'arrête pas de grimper ; 1.800 il y a un an, 2.000 maintenant. Les travailleurs de l'atelier se sont réunis pour discuter de l'action à envisager, au milieu de la journée de travail. Ils ont décidé de baisser eux-mêmes la production et ont rédigé une pétition sur l'ensemble de leurs revendications : outre le retour aux 1.800 points, une augmentation de 50 centimes de l'heure sur la partie fixe de la gratification horaire, plus des chaussures gratuites.

Le mouvement se poursuit sans défaillance : à chaque fin de poste, on se montre sa fiche de production et on compte le nombre de pneus qu'est en train de perdre Michelin. Les pressions ont commencé : le chef de la production en personne s'est déplacé pour avertir qu'on s'engageait dans « une voie sans issue ». Mais son intervention n'a intimidé personne et l'atelier de brossage de DL 1 est en train de préparer son cahier de revendications et se prépare à se joindre au mouvement mardi 19 ; les cuiseurs des mêmes ateliers s'organisent à leur tour pour faire une cuisson en moins.

Le moral est bon et chacun pense que Michelin pliera le premier.

Correspondant L.O.

CHEZ CHAUSSON - ASNIÈRES (Hauts-de-Seine) :

Echec à deux licenciements

LE lundi 4 janvier, deux jeunes travailleurs de l'Outillage central (l'un fraiseur, l'autre tourneur, ayant 6 et 3 mois d'ancienneté), étaient appelés à la direction de l'Outillage. Après un certain nombre de reproches sur leur travail, on leur fit signer une feuille de départ volontaire. La chose était présentée comme plus honorable que le licenciement. Les deux jeunes, qui n'ont pas dix-huit ans, furent intimidés et signèrent.

Les réactions d'indignation des travailleurs ne se firent pas attendre. Le mardi, un débrayage d'une heure était organisé par les délégués CGT et CFDT.

Malgré diverses démarches, la direction de l'Outillage refusait de réintégrer les deux jeunes, et la direction du service de placement prenait une attitude identique.

Le jeudi, un nouveau débrayage avait lieu à 14 h 15, et plus d'une centaine de grévistes (il y avait environ 120 travailleurs à l'Outillage à ce moment) allèrent demander des comptes au service du Placement, entrant dans le couloir et dans le bureau du directeur. Malgré cela, la maîtrise de l'Outillage et la direction du Placement maintenaient leur refus. Les travailleurs décidaient alors la grève illimitée jusqu'à réintégration des deux jeunes camarades.

Les choses se corsaient pour la direction. Et le vendredi matin, c'est la direction du personnel elle-même qui annonçait l'annulation des licenciements et acceptait de reprendre les deux travailleurs le lundi, à leurs postes respectifs. En outre, elle annonçait que la semaine leur serait payée, comme si rien ne s'était passé.

Elle a eu incontestablement peur et n'a pas hésité, pour désamorcer le mouvement, à désavouer la maîtrise et la direction du Placement, qui se sont retrouvées toutes bêtes.

Face à l'arbitraire de la maîtrise, les travailleurs ont obtenu une victoire. En défendant les leurs, ils ont montré qu'ils n'acceptaient pas qu'on les jette à la rue, de quelque manière que ce soit.

Correspondant L.O.

S.K.F. - IVRY (Val-de-Marne) :

CADENCES INFERNALES

DANS l'entreprise S.K.F. d'Ivry, qui emploie 1.400 personnes à la fabrication de roulements à billes, les cadences n'étaient jamais particulièrement lentes. Mais depuis le retour des vacances, voilà quatre mois et demi, la direction a imposé progressivement un rythme de travail infernal.

Sur telle machine qui devait faire 140 pièces à l'heure, on demande maintenant 220 pièces, soit plus de 50 % d'augmentation. Dans un atelier de contrôle, les ouvrières doivent, toutes les 7 secondes, prendre une pièce, l'essuyer, l'examiner pour voir si elle n'a ni rayure ni défaut, et la mettre sur le tapis roulant. Ailleurs, des travailleurs doivent s'occuper de 4, voire 5 machines à la fois. Et c'est en courant qu'ils passent de l'une à l'autre pour changer les meules.

On pourrait malheureusement multiplier ce genre d'exemples. Bien souvent, les ouvriers n'arrivent pas à suivre un tel rythme. Ainsi, dans un secteur, il manque généralement jusqu'à une centaine de pièces à l'heure par rapport aux prévisions.

Non seulement ceux qui travaillent sur machines sont victimes de ces accélérations des cadences, mais les manœuvres, guère plus nombreux qu'avant, ont un travail qui, dans certains endroits, a été plus que doublé ! Dans ces conditions, beaucoup ne restent que quelques jours ou quelques semaines dans l'usine et préfèrent partir. Comme les manœuvres sont débordés, bien souvent ce sont les travailleurs sur machines qui doivent déplacer eux-mêmes les palettes de pièces, ce qui n'arrange rien.

Les caristes également subissent les conséquences de cette situation. Alors que l'équipe de nuit a beaucoup augmenté, il n'y a pas de cariste de nuit. Ce sont ceux des équipes de jour qui doivent effectuer le surplus de travail. Ainsi, un conducteur de fenwick qui effectuait ordinairement 60 rotations par jour entre les deux secteurs de l'usine, situés de part et d'autre de la rue Maurice-Gunsbourg, doit en faire maintenant 150 !

(Photo L.O.)

(Photo L.O.)

Tout ceci est aggravé par les déplacements de machines d'un endroit à un autre, déplacements liés à la réorganisation. Cela accroît encore l'encombrement des allées et le bruit : en plus de celui des machines, on entend parfois celui des marteaux-piqueurs.

Enfin, pour corser le tout, la direction a tenté d'imposer un durcissement de la discipline qui s'est traduit de la part de bien des chefs par un accroissement des réprimandes et de la surveillance pour voir si par hasard nous ne restions pas quelques secondes à ne rien faire.

Un chef s'est ainsi attiré une renommée certaine en venant à deux reprises, hors-service, inspecter l'équipe du soir à 22 heures, une demi-heure avant la sortie.

La désorganisation en est arrivée à un tel point que dans certains endroits la production journalière n'a pas augmenté, mais a parfois même baissé! En effet, des machines qu'on veut faire tourner presque 24 heures sur 24, se révoltent à leur façon en tombant en panne et en restant immobilisées de longues heures.

Dans un atelier, le pourcentage de pièces loupées est passé de 6 % à 20 %. Cela n'atteint pas partout ces records, mais il est certain que l'avantage que la direction tire de l'accroissement des cadences est hors de proportion avec le supplément de travail et de fatigue des ouvriers.

Jusqu'à présent, les travailleurs n'ont pas réagi sur le plan de l'ensemble de l'usine. Les caristes ont protesté et se sont rendus en délégation auprès de la direction qui leur a promis un cariste de nuit. Les travailleurs de l'équipe du soir se sont réunis en assemblée pour savoir s'il convenait de faire grève à la suite des visites du chef à 22 heures. La grève n'a pas eu lieu, mais le chef a préféré ne plus revenir.

Ce sont des réactions locales, mais si la situation actuelle se maintient, elles risquent fort de se multiplier. Le mécontentement est grand, et les travailleurs de la S.K.F. n'ont pas l'intention de subir éternellement ces cadences folles.

Correspondant L.O.

RENAULT-FLINS :

La "chance" du travail de nuit

A RENAULT-FLINS, une équipe de travailleurs fait constamment la nuit, essentiellement dans le secteur des Presses : ces machines-là coûtent cher, et la direction tient à ce qu'elles tournent sans arrêt.

Ces camarades travaillent de 23 heures à 6 heures du matin, six nuits par semaine, y compris le samedi soir : leur repos est le dimanche soir. Le travail est dur : outre le rythme du travail aux Presses, ils doivent supporter de vivre à contretemps de tout le monde, habitant le plus souvent dans des HLM où, bien sûr, il y a trop de bruit pour dormir dans la journée. Aussi l'équipe de nuit est-elle uniquement composée de volontaires, qui n'acceptent les contraintes de cet horaire que parce qu'« il leur permet d'améliorer quelque peu leur salaire. En effet, avec les différentes primes, un ouvrier de nuit, OS, gagne 400 F au moins de plus que les autres OS soit quelque 1.500 à 1.600 F par mois. Mais ce salaire, ils le paient très cher ! Car c'est bien au prix de leur santé que ces camarades arrivent ainsi à arrondir leurs fins de mois.

Mais, voici quelques temps, la direction de l'usine, sous prétexte qu'il y avait « moins de travail », a décidé de supprimer un certain nombre de postes aux Presses de nuit. Et quelques dizaines de travailleurs se sont vus ainsi signifier qu'on n'avait plus besoin d'eux la nuit, et qu'on les remettait dans l'une des deux équipes de jour.

Pour ces camarades, cela signifie une perte sèche de 400 F sur la paye. La direction s'en moque. Elle ne voit que l'économie qu'elle fait. Et ces camarades en sont réduits à espérer que la direction se remettra à leur accorder cette « faveur » : travailler de nuit !

Que l'on puisse considérer comme une « chance » de travailler de nuit, dans des conditions particulièrement éprouvantes, pour pouvoir améliorer son salaire, cela ne prouve qu'une chose : que ceux-ci sont notoirement insuffisants. A notre époque, vivre avec 1.100 F par mois (ce que gagne un OS à la Régie) surtout lorsqu'on a une famille à nourrir, cela tient du prodige. Et c'est bien 400 F par mois au moins qu'il manque, pour en faire quelque chose de décent.

Ce n'est pas le salaire des ouvriers de nuit qu'il faut diminuer. Il faut augmenter le salaire des autres. Ainsi, nos camarades travaillant de nuit ne seront pas pénalisés lorsqu'on les remet de jour, en perdant près du tiers de leur salaire. Gageons qu'ils préfèreront alors travailler de jour. A moins que la direction ne leur offre des compensations, en horaires, en temps de travail, qui ne rendent pas le travail de nuit plus pénible que celui de jour.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(18)

RESUME

L'action se déroule à l'automne 1918 dans une Allemagne qui sort vaincue de la première guerre impérialiste.

Le héros et narrateur, un jeune lycéen issu d'un milieu bourgeois, se lie d'amitié avec son précepteur Aldeberg König, dirigeant spartakiste local et fervent propagateur des idées socialistes.

Pendant ce temps, tout à leur joie de voir la boucherie finie, les soldats rentrent au pays et se constituent en Conseils comme les ouvriers de l'arrière. Toutefois si l'Empereur a été chassé, la jeune République allemande des ouvriers, des soldats, des paysans n'en est pas moins aussi celle des bourgeois. Le patronat qui a été ébranlé reprend confiance.

Dans l'ombre, la bourgeoisie qui, après avoir été pour la guerre, vient de se découvrir pour la paix, prépare une rentrée politique dont le prolétariat doit faire les frais. Pour elle le mot d'ordre est la paix et les affaires, la paix pour reprendre et développer les affaires, et donc l'écrasement des ouvriers révolutionnaires.

Ceux-ci sont isolés dans la masse des ouvriers et soldats qui lachent la proie pour l'ombre, le socialisme pour la paix. Le moment de l'affrontement semble venu entre la bourgeoisie et les révolutionnaires.

Je vis une vieille demoiselle se faufiler à travers leurs rangs. Elle portait à la main une corbeille remplie de petits bouquets, dont les tiges étaient entourées de papier d'argent et ornées d'un ruban sur lequel on avait tracé à la main d'une écriture tremblottante les mots : « Soyez les bienvenus dans votre patrie ». La vieille fille donnait les marques d'une vive agitation ; un galon de sa robe avait été arraché et traînait dans la poussière et les papiers gras, sa tête branlait de gauche à droite et de droite à gauche en oscillations régulières comme si elle avait eu dans le cou le pendule d'une horloge parfaitement réglée. Cette vieille demoiselle souriait sans arrêt. Elle avait ramené ses cheveux gris en petites boucles sur son front. Sa face d'oiseau rayonnait d'une gaieté inquiète, elle avançait les jambes à la cadence d'un menuet, tandis que dans leur vol gracieux les multiples rubans de sa robe noire semblaient battre la mesure.

Elle déposait un petit bouquet sur les genoux de chacun des soldats, en se penchant légèrement et, baissant pudiquement ses yeux de petite vieille, elle murmurait : « Pour nos héros... » puis elle se faufilait un peu plus loin, de l'allure d'un lapin dressé sur ses pattes de derrière. Son visage rosissait comme du massepain. Les soldats riaient en la voyant ; ils l'appelaient « Mamselle » et jetaient ses fleurs avec le papier d'argent dans le fossé du château, dès qu'elle avait tourné le dos. Ils se frappaient le front du doigt, riaient sous cape et reprenaient leurs cartes. La vieille demoiselle était heureuse, car elle ne voyait pas ce qui se passait derrière elle.

A la fin il ne resta plus que trois bouquets dans sa corbeille. Alors elle s'approcha d'un groupe compact, où l'on jouait avec fureur. Un gros sous-officier à la barbe cuivrée et aux petits yeux de porc dans une face rubiconde venait d'annoncer une forte carte. Les partenaires lui avaient offert un contre, puis le sous-officier avait hurlé : « re ». La lutte était à son début. Un groupe de kiebitz (1) en suivait les phases avec l'attention des lecteurs de communiqués.

Le sous-officier avait justement, contre toute attente, laissé passer une carte maîtresse sans la couper avec un atout ; ses partenaires riaient à gorge déployée. L'un d'eux comptait déjà en manière de bravade, le petit tas d'argent qu'il avait devant lui et le sous-officier criait : « Allez ! allez ! »... lorsque, sans que personne l'eût aperçue, la vieille demoiselle s'approcha du groupe.

Elle se tenait là, sa corbeille appuyée contre sa plate poitrine, un bouquet dans sa main tremblante, sur laquelle les veines se dessinaient, grosses comme des vers de terre ; elle se trouvait juste derrière le gros homme qui, à cet instant précis et avec un ricanement de sauvage, levait en l'air une carte qu'il lanca sur son sac. Etait-ce parce que la vieille demoiselle n'entendait rien aux jeux de cartes ? Prit-elle l'enthousiasme du soldat pour une vertu héroïque... ? Toujours est-il qu'elle se courba soudain en avant, brandit son petit bouquet et, d'un geste plein de grâce et d'harmonie, le lança juste entre les deux mains du sous-officier. Les cartes qu'il tenait volèrent à terre, figures découvertes ; un silence terrible se fit, les hommes se dévisagèrent, comme si soudain un toit eût été enlevé par le vent au-dessus de leurs têtes ou qu'une éclipse eût voilé le soleil. Le sous-officier bondit de sa place et se campa devant la demoiselle. Celle-ci lui fit une petite révérence et, d'une voix fêlée comme une vieille porcelaine de famille, murmura : « Soyez les bienvenus dans votre patrie ».

— Ta g... ! hurla le sous-officier, et les veines de son cou comprimé par le col devinrent violettes. Ta g... vieille bique ! » et il leva le bras... Mais la demoiselle lui sourit d'un air incrédule, tandis que sa tête se balançait de gauche à droite. Les kiebitz pouffèrent de rire.

Alors le sous-officier entra en fureur. Il savait que les kiebitz se moquaient de lui, parce qu'il n'avait pas su tirer parti de sa forte carte. Par deux fois, il passa son index dans son col serré, puis saisissant le bouquet de la vieille demoiselle, il le lui lança en plein visage.

Elle poussa un léger cri, comme un oiseau qui s'est posé sur un fil électrique ; elle s'affaissa ; sa tête continua à osciller comme si elle n'avait rien compris à tout ce qui se passait.

Deux kiebitz la relevèrent et la portèrent contre le mur du palais.

Là, la vieille demoiselle continua de branler la tête ; sa corbeille était tombée à terre ; aux rubans de sa robe du crottin s'était collé, et la peur avait donné à ses yeux la fixité de l'émail blanc. La tête branlait de gauche, de droite, en oscillations régulières ; elle branlait par-delà les soldats, elle branlait par-delà les badauds attroupés, elle branlait par-delà la place, les maisons, les toits et lorsque retentit soudain un roulement de tambour, que les soldats se reformèrent en rangs désordonnés, et que, conduits par deux cyclistes et accompagnés par la foule qui leur faisait des signes d'adieu, ils se dirigèrent vers une caserne, la vieille demoiselle resta seule, assise sur le bord de la place ; sa tête branlait de droite, de gauche, sans trêve, sans arrêt ; on eût dit que les maisons et le ciel s'étaient mis à branler à la même cadence.

Dans le tumulte, j'avais perdu ma serveuse. Je tenais encore à la main un petit drapeau qu'elle avait brandi. Je restai sur la place, car la gaîté stéréotypée qui s'épand sur les visages des gens quand ils voient des soldats, la monotonie avec laquelle ils dévident le rouleau de leurs hourrahs et brandissent leurs éternels petits drapeaux, m'ennuyaient comme une chanson passée de mode. En général, toute cette scène avait quelque chose de suranné et les gens semblaient se comporter comme des adultes qui, revenus aux lieux où s'est écoulée leur enfance, essayeraient de reconstituer les épisodes de leur jeunesse en exécutant les mêmes cabrioles qu'autrefois et en racontant d'absurdes anecdotes.

J'aperçus la vieille demoiselle. Elle dodelinait encore de la tête. Sans doute se laissait-elle aller pour la première fois de sa vie à réfléchir sur la nature humaine. On eût pu croire, à la voir ainsi branler la tête, qu'un être d'essence supérieure avait soudain déchiré le voile qui la séparait des hommes et que pour la première fois la terre lui apparaissait telle qu'elle est, et non telle que la lui avaient représentée les contes de sa nourrice... Et l'effroi qu'elle en ressentait s'échappait de ses yeux en un mince arc de lumière.

Finalement deux des soldats de garde devant le palais, s'avancèrent et intimèrent à la vieille fille l'ordre de s'en aller. Ils étaient obligés de barrer la place, car on venait de signaler, venant du bas de la ville, une troupe de manifestants.

La vieille fille se leva, mais ses genoux fléchirent et elle s'affaissa.

— Sacré mille tonnerres ! s'écrièrent les soldats en la relevant d'un geste brusque.

Elle était suspendue à leurs bras comme une poupée, ou plutôt comme un être humain entre deux poupées. Sa tête remuait toujours... C'était le seul mouvement dont la vieille fille fût encore capable. Les vastes volants d'un pantalon de toile blanche apparurent sous le noir de la robe comme de la neige égarée sur les charbons d'un tender de locomotive, et les épingles qui retenaient ses petites boucles s'étant détachées, deux de ses mèches postiches glissèrent à terre.

Les soldats portèrent la vieille fille dans la cour et l'assirent contre un puits surmonté d'une colonne ; au sommet, un lion tenait entre ses pattes l'écusson grand ducal comme une réclame pour la bière. Puis arrivèrent des agents de police, en uniformes bleus, coiffés d'un casque à pointe de nickel, qui occupèrent la rue basse. Sur le mur de gauche et dissimulée par des arbustes, ils installèrent une mitrailleuse. Les troupes du gouvernement nettoyèrent la place et renvoyèrent les femmes qui s'arrêtaient devant les étalages ; tous les magasins baissèrent leurs rideaux avec fracas et les maisons mirent sur leur visage un masque de fer. Je m'étais réfugié à temps dans une de ces maisonnettes vertes postées le long de la voie du train, sur le bord de la place et qui offraient d'ordinaire un siège et un abri à l'employé, dans les moments où il n'était pas occupé à son service d'aiguillage. De là, mes regards plongeaient directement à l'intérieur de la cour du palais. Je voyais le puits et la vieille fille, qui continuait à dodeliner patiemment de la tête.

Les troupes du gouvernement prenaient les armes, lorsque de la rue basse monta une sourde et intermittente rumeur semblable au vol de lourds oiseaux et coupée par des éclats de voix qui avaient la clarté des fusées pendant la nuit. Puis ce fut un bourdonnement comme celui d'une hélice tournant dans les airs. puis... le silence ; on ne perçut plus qu'un léger murmure comme par certains jours clairs d'été quand l'horizon semble frôler les blanches collines.

Les agents de police formèrent la chaîne, avancèrent lentement et prirent de flanc la rue qui conduisait à la place du théâtre et, au delà, jusqu'aux jardins.

Il était évident qu'on avait projeté de refouler les manifestants vers un autre point et les autorités y semblaient bien décidées.

Une auto déboucha, suivie de quatre camions transportant une centaine d'hommes armés. Huit hommes, des délégués du peuple, descendirent du premier ; je reconnus Bader à sa barbe. Les délégués du peuple entrèrent dans le palais, et les hommes conduits par un sous-lieutenant occupèrent le premier étage. Bientôt les bouches huileuses des mitrailleuses apparurent aux fenêtres, le portail fut mis en état de défense par une barricade de tonneaux et de vieux sacs de sable.

Soudain un coup de sifflet retentit sur le devant de la place où se tenaient les agents : signal d'alarme dont le bruit aigu se répercuta au loin. Aussitôt une trentaine d'hommes armés sortirent du palais et se postèrent en tirailleurs derrière le mur. Nouveau coup de sifflet. Des commandements. « Halte ! on ne passe pas ! » « Faites place ! » « Tournez à gauche ! » Des hommes affluèrent à l'endroit où la rue basse débouche sur la place. Les manifestants, silencieux, avaient gagné le centre de la ville : « Halte ! Tournez à gauche ! » Coups de sifflets, commandements des agents de police qui avancent et refoulent un groupe d'hommes vers la gauche. Des murmures, des ioulements montent. Quelques pierres volent. Les agents restent impassibles et dignes ; ils ne tirent pas, mais se contentent de frapper les hommes — qui eux n'ont pas d'armes — du plat de leurs sabres. Soudain des ordres sont lancés par les manifestants eux-mêmes. Les premiers rangs se dispersent et l'on voit apparaître une centaine d'ouvriers armés. « Place ! » crient-ils aux agents en avançant : « Place ! » Les agents se retirent du côté du marché ; mais avant qu'ils aient pu s'y reformer, les ouvriers les ont débordés. La plupart font volte-face, les ouvriers les assaillent à coups de tête dans le ventre ou en leur lançant leurs fusils dans les jambes.

Une foule nombreuse suivit les ouvriers sur la place. Les agents furent repoussés et désarmés par des matelots venus à la rescousse. L'*Internationale* retentit ; sur la Place du marché, les ouvriers des usines B... formaient des masses sombres, derrière eux on apercevait des femmes et des soldats désœuvrés. En quelques minutes, la place fut noire de monde, les hommes armés encerclèrent l'estrade. Là où tout à l'heure s'étaient tenus le « haut-de-forme » et le général, j'aperçus Adalbert König, sans chapeau et, derrière lui, une dizaine de délégués. De nouvelles masses affluaient sans arrêt sur la place du marché ; elles s'ordonnaient rapidement d'après les instructions reçues, elles arrivaient déjà groupées par usines et en agitant une forêt de drapeaux rouges.

Adalbert König s'avança. De la maisonnette du tram, je distinguais nettement son visage pâle sur lequel le rouge des pommettes faisait tache. Derrière lui se tenait Max Frey qui riait en parlant aux délégués.

Un tambour exécuta trois roulements sourds. La foule se tut, toutes les têtes levées se tournèrent vers un même point.

— Camarades, s'écria Adalbert König, camarades, ouvriers et soldats, malgré la défense d'un gouvernement soi-disant ouvrier, nous nous sommes rassemblés ici. Nous entendons manifester ; car dans la rue nous sommes chez nous ! Nous sommes venus déclarer au gouvernement que notre volonté est de combattre pour la Révolution. La population ouvrière de cette ville ne déposera pas les armes tant que la Révolution n'aura pas triomphé et tant que les troupes n'auront pas été désarmées, tant que le conseil des commissaires du peuple ne se conformera pas à la volonté des masses révolutionnaires. On nous a défendu de manifester sur cette place... eh bien, nous sommes ici !

Un bourdonnement emplit l'air ; Adalbert König s'appuya un instant en arrière, puis levant le bras d'un geste bref, il reprit de sa voix claire et incisive, qui portait au loin, par dessus les têtes :

— Les classes ouvrières révolutionnaires veulent le pouvoir. Les classes ouvrières révolutionnaires s'empareront du pouvoir par la force. Elles ont pris les armes ; elles refusent tout compromis avec les partis opportunistes de la bourgeoisie libérale, malgré la teinte d'« humanitarisme » adoptée par les classes dirigeantes ; ce n'est pas la démocratie que nous voulons, pas davantage l'égalité de droits avec les bourgeois ; ce que nous voulons, c'est l'extermination du système, c'est le pouvoir.

La foule hurla comme un taureau auquel on aurait piqué des brindilles enflammées entre les cornes... Elle déferla vers le château, dont le portail se ferma avec fracas et dont les fenêtres se hérissèrent des courts canons de mitrailleuses. Les matelots parvinrent cependant à se glisser entre la foule et le mur du château.

Adalbert König se redressa et levant son poing menaçant dans la direction des fenêtres aux rideaux baissés : « C'est là, cria-t-il, là, que siège le Conseil des délégués du peuple, c'est là que siège le camarade Bader, membre du parti ouvrier qui, il y a quatre ans, fournit aux dirigeants les moyens de perpétrer leurs massacres... Aujourd'hui, voici ce que nous déclarons au camarade Bader, malgré ses mitrailleuses, malgré sa police, malgré cette milice qu'il a achetée : tant que les ouvriers ne détiendront pas les pleins pouvoirs, nous ne déposerons pas les armes et si les traîtres au prolétariat osent encore nous inviter à le faire, eh bien ! ce sont nos fusils qui leur répondront !

Tout la place exultait. Soudain, des rangs ouvriers un chant s'éleva : dures d'abord, les voix résonnaient comme la bruit d'un maniement d'armes, puis telles les flammes d'un immense incendie, elles s'étendirent sur toute la foule, avec les crépitements sinistres d'un feu que nourrit un fort vent d'ouest :

Debout ! les damnés de la terre !
Debout ! les forçats de la faim !
C'est la lutte finale,
Groupons-nous et, demain, l'Internationale
Sera le genre humain.

Dans ma maisonnette, je me sentis le même besoin de pleurer qu'en 1914, lorsque les troupes partaient pour le front.

Tout à coup, le chant cessa. Adalbert König s'était hissé sur la rampe du perron. Il se dressait là de toute sa haute et maigre stature, son ulster brun ouvert ; et sa voix avait un timbre net et pur.

Il dit :

— Ecoutez, camarade Bader, qui vous retranchez derrière vos mitrailleuses. Le prolétariat révolutionnaire est prêt à mourir pour la Révolution... mais il se refuse à vivre pour un système qui s'affuble du nom de démocratie et que vous, camarade Bader, défendez. Ecoutez : voici nos revendications. Nous les soumettons au Conseil des délégués du peuple.

1° Le prolétariat révolutionnaire restera armé.

2° Les troupes du gouvernement déposeront les armes dans le délai de douze heures et sous le contrôle du comité révolutionnaire ; après quoi leurs formations seront dissoutes ;

3° Une armée rouge sera immédiatement formée par les cellules révolutionnaires des différentes usines ; elle sera chargée de réprimer toutes tentatives contre-révolutionnaires ; elle sera placé sous les ordres du comité révolutionnaire ;

4° Toutes les entreprises industrielles seront socialisées.

5° La propriété privée sera supprimée au profit de l'Etat socialiste.

6° Le Conseil des délégués du peuple sera dissous et remplacé par un soviet d'ouvriers, de soldats et de paysans révolutionnaires ! Et maintenant nous attendons votre réponse !

Adalbert König se tut et les dix mille yeux de la foule se rivèrent sur la façade du palais. Mais rien n'y bougeait. Les mitrailleuses avaient disparu des fenêtres et le cordon des agents derrière le portail, disparu aussi.

— Nous attendons votre réponse ! Adalbert König montrait du doigt la façade. Mais le silence lui répondit. Une délégation de quatre hommes se détacha de la masse des ouvriers et se dirigea lentement, accompagnée par des matelots, vers le portail du palais. Dans la foule, aucun mouvement.

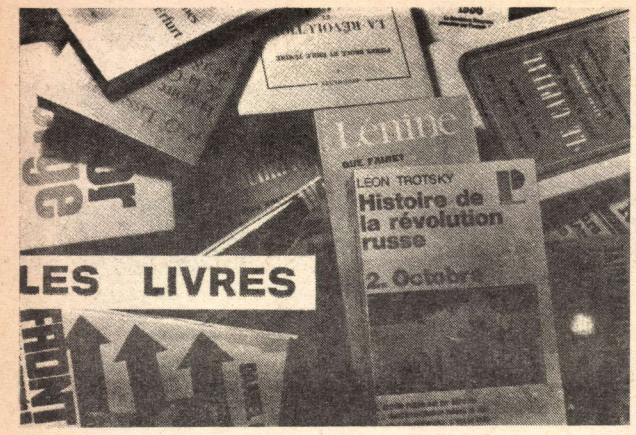
Les matelots pouvaient être à dix mètres environ du portail lorsqu'une détonation formidable retentit juste au-dessous de la tribune. Ce fut un craquement strident, aigu comme le sifflement de cent fouets qui s'abattent sur la chair. Une brusque pause, haletante, puis de rapides chuchotements suivis, une ou deux secondes après, de cris et d'une espèce de hennissement angoissé, clair, aigu, bref, affolé, et puis, ce fut soudain un rugissement terrible, une folle ruée de corps, une course désespérée, un hoquet prolongé comme si la place tout entière eût été prise de vomissement.

Devant l'estrade, à terre, trois ouvriers se tordaient ; ils essayaient de se dresser sur leurs pieds, mais à chaque tentative ils s'écroulaient en criant et en agitant convulsivement leur jambe gauche. Seule une femme, étendue de tout son long, la robe retroussée et la main gauche crispée dans ses cheveux avait cessé de bouger.

Adalbert König avait, d'un bond, sauté à bas de l'estrade, suivi des dix hommes armés prêts à tirer; il courut à travers la foule en démence. « A plat ventre ! » cria-t-il, « à plat ventre ! » et il se mit à jeter à terre l'un après l'autre ceux qui tentaient de fuir.

Au même moment un feu roulant éclata ; une mitrailleuse commença à tic-taquer, les fenêtres du palais volèrent en éclats. De petits nuages de poussière s'échappaient des statues qui ornaient la façade. Huit décharges atteignirent le palais, puis tout retomba dans le silence ; sur le pavé bombé de la place, des hommes gisaient dans l'attitude de pèlerins en prière. Et beaucoup priaient bel et bien. La façade du palais demeurait silencieuse. Une nouvelle salve éclata. Pas de réplique ; mais une formidable explosion devant le portail qui s'écroula, et dont la grille, en fer forgé du XVIII[e] siècle, se tordit. Quatre matelots, grenades à la main, avancèrent sur la pointe des pieds. Nouvelle explosion au milieu de la cour. L'adversaire demeurait silencieux. Sur la place, les pèlerins relevèrent la tête. Tout à coup un matelot, qui avait pénétré dans la cour, revint en courant et, brandissant son fusil, il hurla : « Ils ont f... le camp ! Ils sont partis ! »

(A suivre.)



Les trente et une séances officielles de la Commune de Paris

(Editions Maspéro)

CE sont les discours, les comptes rendus officiels et leurs annexes, les projets de lois et de décrets, les rapports des commissions, etc., prononcés devant la Commune de Paris du 2 avril au 24 mai 1871 qui sont ainsi recueillis et réédités.

Avant de pénétrer dans la broussaille de rapports, de projets, de décrets et d'interventions, le lecteur a intérêt à lire les ouvrages de Lissagaray ou Thalès et bien sûr, la « Guerre civile en France » de Marx.

beaucoup d'illusions...

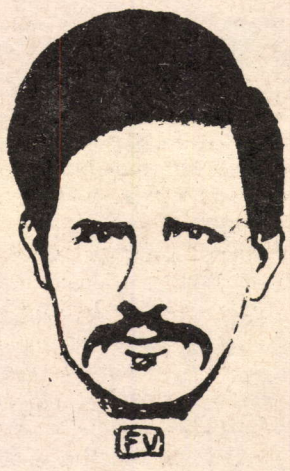
Aux hésitations quant aux éventuelles réactions prussiennes s'ajoutait l'espoir d'une conciliation avec Versailles. Ce sont de telles illusions qui faisaient parler de « victoire pacifique » le vieux proudhonien Charles Beslay et s'inquiéter Arthur Arnould de l'état des négociations entreprises par les conciliateurs de la Ligue d'union républicaine auprès de Versailles. Tel est l'état d'esprit dont nous rend compte la séance du 2 avril.

Mais il ne pouvait être question de coexistence entre le pouvoir ouvrier de la Commune de Paris et le pouvoir bourgeois réfugié à Versailles. L'un devait détruire l'autre.

Composé d'ouvriers ou de représentants reconnus de la classe ouvrière, la Commune avait décrété la suppression de la conscription et de l'armée permanente. Armée, police, tribunaux, administration avaient fui à Versailles.

Le compte rendu des séances rend tangibles bien des aspects intéressants de ce que fut le premier pouvoir ouvrier de l'histoire, dans sa grandeur, mais aussi dans les hésitations, les insuffisances de ses dirigeants.

D'un côté, un révolutionnaire comme Frankel déclarant clairement : « **Nous sommes ici non pas seulement pour défendre les questions des municipalités, mais pour faire des réformes sociales (...) Je n'ai accepté d'autre mandat ici que celui de défendre le prolétariat, et quand une mesure est juste, je l'accepte sans m'occuper de consulter les patrons.** »

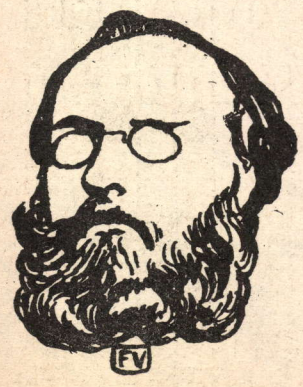


Rossel.

D'un autre côté, un proudhonien comme Jourde affirmait, le 25 avril, que détruire les monts de piété « **ce serait porter une atteinte à la propriété, ce que nous n'avons encore jamais fait** ».

... de bavardages

Dans la Commune, à côté de représentants véritables de la classe ouvrière, il y avait aussi beaucoup de « **survivants des révolutions passées** » et de « **simples braillards** » (Marx) et ceux-là en l'absence d'une direction ferme, en l'absence d'un parti, faisaient beaucoup de bruit et faisaient perdre beaucoup de temps.



Raoul Rigault.

« **La Commune me semble perdre trop de temps à des bagatelles et à des querelles personnelles. On voit qu'il y a encore d'autres influences que celles des ouvriers. Tout cela ne serait rien si vous aviez le temps de rattraper le temps perdu** » écrivait Marx, le 13 mai, aux internationaux Frankel et Varlin.

Et de fait, on voit au travers de comptes rendus, la Commune se débattre dans des questions de procédure, traiter les questions vitales sur le même plan que les plus futiles et malgré les rappels à l'ordre des éléments les plus conscients, ne pouvoir aboutir à la construction d'une direction centralisée et efficace dont le fameux Comité de Salut Public, ressorti des armoires de 1793, ne fut que la caricature.

... parfois même de chauvinisme ...

Le « Journal officiel de la République française » les reproduisait régulièrement, les questions militaires étant seules débattues au secret car, comme l'écrivait Marx : « **La Commune ne prétendait pas à l'infaillibilité, ce que font sans exception tous les gouvernements de type ancien. Elle publiait tous ses actes et ses paroles, elle mettait le public au courant de toutes ses imperfections.** »

Et elles sont fidèlement enregistrées dans ce recueil. Alors que depuis le 18 mars les ouvriers parisiens avaient provoqué la fuite du gouvernement à Versailles, le Comité central de la Garde nationale au lieu de le poursuivre et de l'écraser dans sa déroute, avait adopté une position attentiste. Par souci de démocratie formelle, il n'osa pas assumer toutes ses responsabilités et attendit que la Commune soit élue le 26 mars et proclamée le 28 pour lui remettre le pouvoir.

Les textes des séances révèlent aussi les ambiguïtés des dirigeants de la Commune sur la question du patriotisme et de l'internationalisme. La Commune arborait le drapeau rouge de la République universelle, elle avait le Hongrois Frankel pour délégué au travail et les Polonais Dombrowski et Wroblewski pour généraux. Elle abritait aussi des patriotes, incorrigibles nostalgiques de 1792, ou des chauvins bornés comme Pascal Grousset qui déclarait, le 28 avril, qu'il ne fallait pas, à propos de la guerre avec Versailles, « **solliciter un verdict européen qui ne pourrait condamner que des Français** » ! On trouve même des propos antisémites au sujet du peuple qui, au seizième siècle, chercha « **à échapper aux serres des Juifs** » et cela dans un rapport, daté du même jour, de la commission de travail et d'échange sur la liquidation des monts-de-piété. Tous ses membres étaient cependant affiliés à l'Internationale.

Dombrowski.

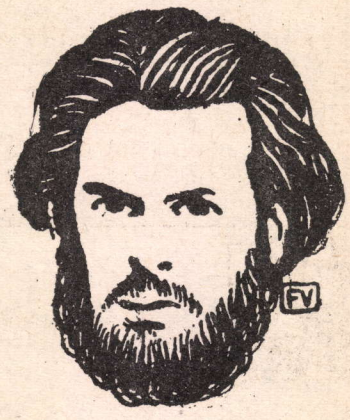
... mais surtout d'enthousiasme révolutionnaire

Si l'on écarte les scories qui encombrent les textes des séances, il y a cependant de nombreux germes d'un monde nouveau à découvrir dans ces documents : des délégués soucieux des ouvriers qu'ils représentaient, faisant bloquer les prix et maintenir les salaires, préparant une société d'organisation collective de la production, respectant la démocratie et les droits des gens, ce qui n'est pas à confondre avec le fétichisme de la démocratie formelle dont ils firent trop souvent preuve.

Mais les événements pressaient et le 9 mai, Delesluze rentrait en s'exclamant : « **Vous discutez quand on vient d'afficher que le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy** » et rappelait ce qui manqua toujours à la Commune : « **Il faut constituer l'unité du commandement** ».

Face à la terreur exercée par les Versaillais, on voit la Commune répliquer par des décrets terroristes dont l'un stipule : « **Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du gouvernement de la Commune de Paris sera, sur-le-champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages retenus.** »

Mais les mesures énergiques vinrent trop tard. Dans Paris, envahi par la réaction, nombre de membres de la



Varlin.

Commune surent se battre et payer de leur personne. Malgré l'héroïsme des Communards, après huit jours de combats acharnés, les Versaillais furent vainqueurs le 28 mai.

La classe ouvrière attendra près d'un demi-siècle pour partir de nouveau, à l'assaut du ciel. Et cette fois, en Russie, elle sera victorieuse contre les Versaillais de là-bas...

Pierre BUISSON.

Cinéma

Lawrence d'Arabie

de David LEAN

LE film à grand spectacle est réapparu sur les écrans parisiens voici déjà quelques semaines.

Contrairement à ce que l'on pouvait s'attendre à voir dans ce genre de production, il ne s'agit pas d'une apologie systématique du bon agent de l'Intelligence Service de Sa Majesté britannique soulevant les Arabes par pur idéalisme, et leur apportant les « bienfaits » de la civilisation occidentale.

Comment nous présente-t-on ce Lawrence ? A l'origine, il s'agit d'un lieutenant désœuvré de la garnison britannique du Caire pendant la guerre 14-18. Sa connaissance de la langue et de la culture arabes le firent désigner pour une mission d'observation auprès du prince Fayçal qui profitait de la guerre entre les Anglais et ses suzerains turcs pour obtenir son indépendance.

A la différence des « conseillers » ordinaires de l'armée britannique, Lawrence sut se faire accepter des Arabes, s'intégrer parmi eux, parlant leur langue, portant leurs vêtements, respectant leurs coutumes, vivant comme un Arabe au point de ne plus très bien savoir lui-même par moments s'il était émir ou officier anglais.

Pour faire avancer les événements, il prit sur lui d'organiser une guérilla arabe contre les troupes turques. Pour cela il lui fallut se faire accepter et payer de sa personne. Plus encore, il lui fallut user d'un sentiment pour lequel ses hommes acceptent de se battre et de mourir. Ce sentiment, ce fut celui du nationalisme arabe naissant.

Et paradoxalement ce fut cet agent de la très colonialiste Grande-Bretagne qui se fit le champion du nationalisme arabe, par-delà la simple fidélité aux féodaux traditionnels, par-delà les rivalités entre les tribus bédouines.

Mais cela voulait dire aussi par-delà l'Angleterre ou tout autre prétendant à la succession des occupants turcs. Et les contradictions entre les intérêts des uns et des autres ne manquèrent pas de se manifester.

Il fallait détruire l'Empire turc et pour cela l'impérialisme britannique avait intérêt à ce que les tribus bédouines se soulèvent. Mais ensuite ? Par les accords Sykes-Picot de 1916, l'Angleterre et la France prévoyaient un partage du Moyen-Orient. Dans ces conditions, donner des canons aux Arabes c'était leur donner l'indépendance comme le dit un politicien britannique dans le film. D'autant plus que l'impérialisme américain représenté dans le film par un journaliste, avait intérêt à ce que Fayçal soit indépendant pour traiter avec lui, et pénétrer au Moyen-Orient.

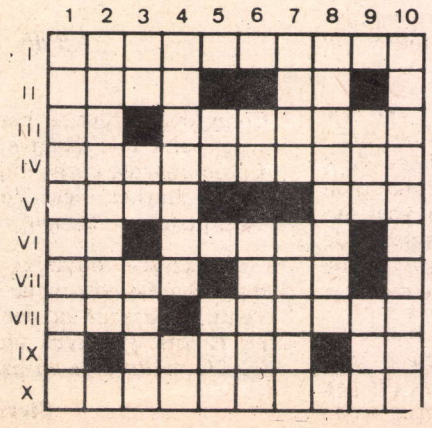
Pris dans ces contradictions, Lawrence nous est présenté comme ne sachant plus très bien pourquoi il se bat : pour lui (torturé par les Turcs, il devint à demi-fou et se livra à des massacres systématiques pour se venger), pour l'Angleterre, pour Fayçal ou pour le peuple arabe ?

On voit l'arrivée des troupes bédouines à Damas. Et c'est un gouvernement arabe que Lawrence fait proclamer. Face à lui l'armée anglaise hésite à intervenir, car la situation internationale n'est pas favorable. Mais les Bédouins sont perdus dans cette ville moderne dont ils ne connaissent pas le fonctionnement. Les rivalités tribales n'ont pas disparu alors qu'il s'agit de faire fonctionner le téléphone et l'électricité. L'aventurier Lawrence a beau leur octroyer l'indépendance, les chameliers du désert n'ont pas pris conscience par eux-mêmes que, les armes à la main, ils entraient dans le XX^{e} siècle. Alors ce sont les féodaux qui se mettent à faire de la politique et Fayçal à marchander avec l'impérialisme britannique.

L'indépendance n'a profité qu'aux féodaux, à la réaction arabe. Les émirs traitent avec les impérialistes comme maquignons en foire.

Lawrence est renvoyé en Angleterre avec le grade de colonel pour y mourir dans un accident de moto. Expulsé de l'Histoire, il ne relève plus guère que de la psychopathologie.

Pierre BUISSON.



HORIZONTALEMENT. — 1. Règle automatiquement. — 2. Arrose Chartres - Conjonction. — 3. Symbole chimique - Dermatose. — 4. Qui attriste. — 5. Souillé - Possessif. — 6. Note - Style de jazz. — 7. Fils de Vénus - Ville de Belgique. — 8. Morceau de rétroviseur - Rongées des teignes. — 9. Coton cardé - Initiales d'un grand poète hindou (prix Nobel en 1913). — 10. Organise militairement.

VERTICALEMENT. — 1. Fleuve de Birmanie (550 km). — 2. Dans une semaine. — 3. Terminaison d'infinitif - Auteur de « Guerre et Paix » - Presqu'une étoile. — 4. Nouvel élan - Cuit au milieu. — 5. Participe passé de rire - Aux échecs. — 6. Coutumes - Singea. — 7. Destin - Remarquer. — 8. Scalène ou de pré-signalisation. — 9. Un morceau de gnocchi - Lentilles. — 10. Alain Krivine en est un.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	T	R	A	N	S	I	T	I	O	N
II	E	U	R	O	P	E	E	N	N	E
III	R	E	T	R	A	I	T	E	■	R
IV	R	E	I	M	S	■	O	■	I	F
V	I	■	F	A	M	I	N	E	S	■
VI	F	R	I	L	E	U	S	E	■	F
VII	I	N	C	I	S	E	■	■	F	R
VIII	A	■	I	S	■	■	C	O	U	E
IX	N	U	E	E	S	■	U	R	S	S
X	T	E	L	■	U	R	B	A	I	N
XI	E	N	S	O	R	C	E	L	L	E

La conférence de presse du président de la République :

Optimisme et pompidolisme...

Tout va très bien madame la marquise...

(Photo A.F.P.)

DE GAULLE faisait volontiers dans le sybillin, et il suffisait de quelques petites phrases ambiguës à souhait pour plonger les journalistes en mal d'exégèse dans des abîmes de perplexité. Pompidou, lui, cultive le genre « bon sens » et « idées simples ». Autant dire qu'il n'y a pas grand-chose à retirer de sa fort longue conférence de presse.

L'économie...

Chacun, bien sûr, aura tout de même remarqué le bel optimisme du président de la République. Abordant le sujet de la situation économique, Pompidou déclarait simplement : **« Je crois pouvoir dire que notre situation de départ est objectivement bonne ».** Comme cela ne semble pas être l'opinion de l'immense majorité des travailleurs de ce pays, il ajoutait cependant : **« Il n'y a que les Français pour n'en pas être sûrs ».** Mais c'était pour reprendre : **« Qu'on lise les journaux américains comme le** Time **récemment, qu'on lise les journaux anglais comme le** Financial Times **récemment, et on le verra : notre situation de départ est objectivement bonne ».**

Voilà bien le drame : les ménagères françaises lisent trop rarement le **Time** et le **Financial Times.** Elles auraient, autrement, une toute autre opinion sur la hausse des prix.

D'ailleurs, d'après notre président de la République **« l'indice des prix en France tend à se calmer ».** Et faisant malgré tout allusion aux récentes hausses des produits alimentaires, il a cette belle formule : **« nos indices, qui sont honnêtes, étant désaisonnalisés, étalent ces accidents de parcours » !** Autrement dit, pour Pompidou, plus les indices sont truqués, plus ils sont « honnêtes ».

... l'environnement...

L'optimisme reste encore de rigueur lorsqu'il s'agit de parler des problèmes de l'environnement. La pollution ? N'exagérons rien. Le **« paysage français... a été abîmé deci de-là, en particulier autour des villes, mais il y a encore d'immenses espaces qui sont intacts... »** Et d'ailleurs, Pompidou a trouvé les vrais coupables. Ce ne sont pas les industriels qui polluent l'atmosphère, qui polluent l'eau des rivières, qui polluent les mers. Non, pour lui, ce sont manifestement **« les Français, auxquels, et ce serait peut-être la première chose à faire contre la pollution, on pourrait demander... de ne pas dégrader la forêt, de ne pas dégrader le paysage, de ne pas commencer à les polluer par les plastiques et les papiers sales... ».**

En partant de ce point de vue, on voit ce que la nomination de Robert Poujade comme ministre des papiers gras pourra changer à la situation.

... et la culture.

Lancé dans la recherche et la dénonciation des « vrais coupables », Pompidou ne s'est d'ailleurs pas arrêté en si bon chemin. Abordant le problème de l'aide à l'enseignement privé, il a longuement expliqué les méfaits des groupes de pression parlementaires, des « lobbies », non seulement le lobby de l'enseignement privé, mais aussi, voyez-vous, le **« lobby de l'enseignement public »** (qui, à voir les résultats, doit être singulièrement inefficace). Le président de la République en a d'ailleurs profité pour illustrer au passage sa conception de la démocratie en déplorant qu'à chaque élection législative **« on fait prendre, contre la Constitution d'ailleurs, des engagements, dans un sens ou dans un autre, aux candidats à la députation ».**

Et pourquoi diable, effectivement, demander des engagements à des gens dont on sait fort bien qu'ils ne les respectent pas ?

Evoquant au passage son **« souci particulier »** pour les affaires culturelles, Pompidou s'élevait également contre les mauvais esprits qui ne se font pas faute d'ironiser lourdement sur le fait que le budget des affaires culturelles ne représente précisément que 0,57 % du budget national. Et d'évoquer le rôle culturel de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, et également, sans rire, **« l'éducation culturelle des jeunes conscrits par M. Michel Debré ».**

C'est vrai, d'ailleurs, que de ce point de vue nul ne pourra nier les efforts faits par le gouvernement français sur le plan « culturel » !

Le changement...

Mais la grande question que toute la presse écrite et parlée s'est posée après cette conférence de presse de Pompidou, la première après la mort de De Gaulle, c'est encore celle du « changement » ou de la « continuité ».

Il y avait certes quelques différences de style. A propos, par exemple, de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, De Gaulle avait, en vieux soldat, parlé crûment de **« l'Angleterre toute nue ».** Pompidou, poète, a trouvé d'autres accents : « **Ah !** — s'est-il écrié — **que le temps vienne où les cœurs s'épreunent »...**

Mais le président de la République s'est surtout attaché à démontrer qu'il était bien dans la ligne de son prédécesseur, pour la simple raison, n'est-ce pas, que la politique de son prédécesseur, c'était lui, au fond, Pompidou, qui en avait été l'inspirateur.

En dehors de quelques réserves, en particulier sur le projet Capitant qui menaçait **« d'introduire la soviétisation »** dans les entreprises (les patrons l'ont échappé belle !), il a expliqué que la politique européenne du gaullisme, la politique algérienne du gaullisme, la politique sociale du gaullisme, il y avait été pour quelque chose.

... et la continuité.

Et c'est finalement cet aspect-là de la conférence de Pompidou que la presse a le plus souligné.

« Longtemps « client » comme disaient les Romains (le client, précise le Petit Larousse, était un plébéien qui se plaçait sous le patronage d'un patricien), **le chef de l'Etat s'est affirmé « patron » avec plus de vigueur et de netteté que jamais depuis juin 1969 »** note Raymond Barillon dans **Le Monde,** pendant que Jacques Fauvet parle, dans le même journal, d'une **« fidédité un peu appuyée... au général... mais aussi fidélité à soi-même ».**

Les Echos affirmaient plus directement au lendemain de cette conférence de presse : **« C'est bien une continuité qui s'est affirmée hier à travers les propos du président de la République : la continuité de la politique Pompidou depuis 1958 » ;** et **Sud-Ouest** notait pour sa part : **« le président a prononcé un plaidoyer sur la continuité ? Moins, en vérité, la continuité gaullienne que celle du pompidolisme ».**

L'ombre absente.

Il est incontestable que Pompidou s'est senti infiniment plus à l'aise, jeudi dernier, pour mettre son personnage en valeur auprès de sa « clientèle », à lui, comme si, notait encore Jacques Fauvet dans **Le Monde, « une ombre silencieuse, mais pesante avait cessé d'être présente, le rendant plus libre et plus maître de lui ».** A se demander ce qui a dû l'emporter lors de la mort de De Gaulle, en novembre dernier, dans les milieux gouvernementaux, du chagrin officiel ou du soulagement. A se demander si ce n'est pas pour être bien sûr que le prédécesseur encombrant ne pourrait pas ressortir de son trou, que l'on a incité des dizaines de milliers de gens à aller piétier le cimetière de Colombey.

Mais que Pompidou soit « l'héritier » ou le « successeur » nous importe finalement bien peu. Et la question de savoir s'il assure la continuité du gaullisme ou la sienne propre n'est pas de celle qui trouble nos nuits.

Que M. Pompidou fasse tous les efforts qu'il voudra pour mettre son personnage en valeur auprès des maîtres qu'il sert, qu'il essaie de lui donner un peu plus de densité, y compris aux dépens de feu De Gaulle si cela lui chante. La seule chose que retiendront les travailleurs c'est que, pour l'essentiel, sa politique est bien la même que celle du général réactionnaire qui a gouverné ce pays pendant onze ans. C'est bien la même politique s'attaquant au niveau de vie des travailleurs pour le plus grand bénéfice du patronat et de la haute finance.

Et quels que soient les efforts de Pompidou pour transformer la « continuité » gaulliste en « continuité » pompidolienne, ce n'est pas cela qui rehaussera son prestige auprès de la classe ouvrière.

François DUBURG.

... mais les petits commerçants ne lisent pas le Financial Times.

(Photo U.P.I.)

Nantes :

VIOLENCE AUX BATIGNOLLES ?

A L'HEURE où nous écrivons les travailleurs de l'usine Batignolles de Nantes sont toujours en grève.

La direction de l'usine avait lock-outé après que les travailleurs aient cassé quelques bureaux en allant en nombre trouver la direction.

Contre les paysans qui manifestent, les automobilistes enneigés sur l'autoroute A7, les usagers de la gare du Nord, excédés par les incidents qui paralysent le trafic un jour sur deux, contre les ouvriers en grève, la bourgeoisie envoie ses flics. Qu'un problème se pose dans un secteur ou un autre de la vie sociale et économique du pays, et les bourgeois ne savent faire qu'une chose : recourir à la violence.

Eux qui ont élevé la violence à la hauteur d'un mode de gouvernement ont aujourd'hui le toupet et l'impudence de protester parce que des ouvriers en colère ont brisé quelques vitres et saccagé quelques bureaux ou retenu de force ceux qu'ils jugent responsables de leurs bas salaires ou de leurs conditions de vie.

Dans un communiqué, la direction se plaignait amèrement :

« Après une semaine de désordres quasi-permanents, de très graves incidents se sont produits vendredi : bureaux saccagés, outils de travail mis hors d'état de fonctionner, plans et documents nécessaires au travail des employés détruits, enfin des voies de fait perpétrées, mettant en danger la sécurité des personnes. »

La seule forme de violence que les patrons tolèrent de la part de leurs ouvriers est celle qui consiste à attendre patiemment en se serrant la ceinture qu'arrive la période où la direction veut bien « discuter » des salaires à défaut de les augmenter.

Mais c'est bien parce que la classe ouvrière est trop encadrée par des dirigeants syndicaux plus préoccupés de contenir ses réactions plutôt que de l'organiser pour défendre ses revendications, que les patrons peuvent répondre par le lock-out, les menaces, les plaintes en justice et les licenciements.

Et à force de subir la violence quotidienne de l'exploitation, un jour viendra où la classe ouvrière mettra tous les patrons dans l'incapacité de nuire plus longtemps à la société. Cette violence-là, nous débarrassera à jamais des exploiteurs, et que le patronat s'estime heureux que les travailleurs n'en soient encore qu'à briser quelques vitres et bureaux !